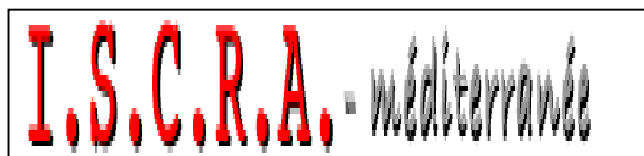


Appel d'offres de l'acsé : Programme d'études 2005-2008

Histoire et mémoires des immigrations en régions

Marché n°2006 33 DED 02 : lot n°16



Direction Régionale Languedoc-Roussillon

Histoire et mémoires des immigrations en Languedoc-Roussillon

Synthèse historique – volet « mémoire » (tome 1)

Rapport final - avril 2008

Etude conduite par Suzana DUKIC

Suzana.dukic@iscra.org

sous la responsabilité scientifique de Nicolas BANCEL

**Avec la collaboration de
Niky BEQUET (volet « mémoire »)**

et la participation de Nejmeddine JEBRIL et Olivier NOEL

Institut social et coopératif de recherche appliquée

3, rue Pagézy 34000 Montpellier ● tel : 09 77 56 28 21 ● fax : 04 99 06 07 31 ● www.iscra.org

Remerciements

L'équipe en charge de l'étude tient à remercier les membres du comité régional de suivi¹ : Marc Aubaret (CMLO), Jean-Pierre Besombes-Vailhé (DRAC Languedoc-Roussillon), Ghislaine Bouchet (Archives départementales de l'Hérault), Pierre Buisson (Université Paul Valéry/ISCRA), Bernard Deschamps (France-El Djazair), Marie d'Hombres (CIEPAC), Christian Jacquelin (DRAC Languedoc-Roussillon), Monique Jacquin (Préfecture du Languedoc-Roussillon), Jacques Limouzin (rectorat de l'académie de Montpellier), Vivienne Miguet (Archives départementales de l'Hérault), Marianne Petit (Conseil général des Pyrénées-orientales), Roger Rabier (INSEE Languedoc-Roussillon), Rachid Sbai (Maya), Jean Tuffou (Mairie de Montpellier).

Nous remercions en outre Jean-François Barruel (Direction régionale de l'ACSE Languedoc-Roussillon), Katia Contastin (Archives communales de Mende), Françoise Daujan (Archives départementales des Pyrénées-orientales), Irène Dauphin (Archives communales d'Agde), Jean-Jacques Delmas (Mairie de Mende), Julien Devaux (Archives départementales de l'Hérault), Catherine Dréau (Archives communales de Sète), Claire Martin (Archives départementales de la Lozère), Patrick Veglia (Génériques), Laure Teulières (Université de Toulouse-Le Mirail), ainsi que la coordination nationale de l'étude.

L'équipe de l'ISCRA a une pensée particulière pour Alain Marchand, Professeur des Universités, Montpellier III disparu en janvier 2008. Il avait accompagné ce travail en qualité de membre du comité régional.

¹ Les coordonnées des membres du comité régional de suivi se trouvent en fin de volume.

Plan détaillé

Introduction	p.7
1. Synthèse : histoire des immigrations en Languedoc-Roussillon depuis 1789	p.9
2. Monographie et répertoire de projets mémoriels	p.71
3. Coordonnées des membres du comité de suivi régional	p.131

Introduction

1. Rappel des objectifs de la commande

L'étude « *Histoire et mémoires des immigrations en Languedoc-Roussillon depuis 1789* » fait partie d'un programme de recherches national dont les objectifs principaux sont :

- d'une part, de dresser un état des lieux des connaissances et des sources dans une région où l'immigration est un objet de recherche récent et encore peu exploré. Elle vise, « *à partir d'une approche territoriale, de retracer les caractéristiques de l'implantation successive des différentes vagues migratoires*² ». Elle entend également, grâce à l'effort de collecte et de classement des sources, ouvrir de nouvelles pistes de recherche.
- d'autre part, de constituer « *un inventaire des actions menées sur l'ensemble du territoire régional, ayant pour objet la valorisation de la mémoire de l'immigration*³ », de décrire les actions conduites et leurs objectifs, d'en caractériser les effets et de mesurer d'éventuels écarts entre histoire et mémoire de l'immigration dans la région.

2. Présentation du rapport

Le rapport final de l'étude comporte deux tomes : le premier regroupe la synthèse sur l'histoire des immigrations dans la région Languedoc-Roussillon et le volet « mémoire » de l'étude. Il présente, enfin, la composition du comité régional de suivi. Le second tome contient la bibliographie, l'inventaire des sources et l'appareil statistique.

La synthèse historique, destinée à un public de non spécialistes, a été écrite à partir de la consultation des sources bibliographiques. Un extrait de sources d'archives accompagne en outre chacune des cinq parties du récit.

Le volet « mémoire » de l'étude a été conduit par Niky Bequet, sociologue. Il comprend une monographie de projet à caractère mémoriel et une mise à jour du répertoire de projets de la Cité nationale de l'Histoire de l'Immigration pour la région Languedoc-Roussillon.

Sont regroupés dans un second tome : la bibliographie (ouvrages, chapitres d'ouvrages, travaux universitaires et rapports d'études), un inventaire de sources des fonds territoriaux (mise à jour du guide *Génériques*) ainsi que des indications relatives à d'autres fonds (fonds sonores de l'EPRA, fonds de presse locale et archives audiovisuelles de l'INA) et l'appareil statistique.

L'ensemble a été conçu dans l'idée de répondre aux attendus de la commande, mais également dans la perspective de constituer le matériel de base d'un programme de recherche historique sur le long terme. Nous avons, de plus, prévu de valoriser le travail réalisé par l'organisation de rencontres publiques (les Univers-Cités des Savoirs Impliqués de l'ISCRA) et la publication d'articles.

² ACSE/FASILD, Histoire et mémoires des immigrations en régions, Marché n°2006 33 DED 02, Documentation d'information non contractuel, Eléments de contexte, p.2.

³ ACSE/FASILD, *op. cit.* p.3.

1. Synthèse historique destinée à un public de non-spécialistes

Plan

I. D'UNE IMMIGRATION DE METIERS À UNE IMMIGRATION DE PROLÉTAIRES (DE LA FIN DE L'ANCIEN REGIME À LA VEILLE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE)

1. Une présence étrangère ancienne : l'immigration avant la lettre

- 1.1 Marchands et savants étrangers au Moyen âge
- 1.2 « *L'internationale huguenote de la banque, des vins, des soieries* » de Cette [Sète]
- 1.3 Des migrations de métiers aux migrations de masse : les étrangers dans le développement de l'exploitation industrielle de la houille dans la vallée du Gardon
- 1.4 Présences étrangères en territoire frontalier : le cas de la vallée de la Cerdagne

2. Des renforts de main-d'œuvre étrangère dans une « timide » révolution industrielle

- 2.1 « La naissance de l'usine à vin » dans l'Aude, l'Hérault et les Pyrénées-orientales
- 2.2 La colonie espagnole majoritaire
- 2.3 Les premiers asilés espagnols au XIX^e siècle
- 2.4 Petite bourgeoisie et ouvriers agricoles espagnols dans le village viticole de Capestang

3. L'immigration italienne dans le Gard et l'Hérault

- 3.1 Une immigration majoritairement masculine, plutôt tournée vers les activités industrielles
- 3.2 Les réseaux d'immigration des « migrants de la faim » italiens à Sète : le tournant de l'année 1873
- 3.3 Un aperçu d'autres facettes de l'immigration régionale : les étudiants étrangers et les exhibitions ethnographiques

4. Conflits au travail entre Français et étrangers

- 4.1 Un phénomène ancien

Encadré : Une haine ordinaire Extrait de Jean Tuffou de <i>Mineurs de Graissessac</i>.
--

- 4.2 Le massacre d'Aigues-Mortes

II. LE LANGUEDOC-ROUSSILLON : POLE NATIONAL DE L'IMMIGRATION (1911-1938)

1. Le Languedoc-Roussillon, région d'attraction pour les immigrés

- 1.1 L'immigration de masse comme réponse à la crise démographique (1911-1931)
- 1.2 Phénomène croisé d'émigration et d'immigration : le cas d'Anduze (Gard)
- 1.3 Le reflux des étrangers dans un contexte de crise
- 1.4 Une main-d'œuvre à dominante agricole

2. Nouvelles vagues d'immigration européenne

- 2.1 Plus de 8 étrangers sur 10 de nationalité espagnole en Languedoc-Roussillon
- 2.2 Renforcement de la présence italienne : le cas dans le Lauragais audois
- 2.3 Les Polonais dans le Gard : une immigration organisée

3. Diversité des trajectoires sociales des Espagnols

- 3.1 La figure méprisée du travailleur espagnol
- 3.2 Un exemple de structuration de la communauté immigrée : le *Centro español* de Perpignan

4. Les étrangers au service de l'aventure charbonnière : l'exemple du bassin houiller des Cévennes

4.1 Les prémices du recours à la main-d'œuvre étrangère dans les mines cévenoles avant la Première guerre mondiale

4.2 Les grandes étapes du recrutement de main-d'œuvre étrangère pendant la Première guerre mondiale et durant l'entre-deux guerres

4.3 La privatisation du recrutement ou le recours à la main-d'œuvre d'Europe centrale

Encadré : FORMULE DE DEMANDE D'OUVRIERS POLONAIS POUR L'INDUSTRIE

Extrait de Fabrice Sugier, *Mineurs des Cévennes* (tome 2).

4.4 Contrôle social et différenciation ethnique

4.5 La mine : espace d'affrontements idéologiques au sein des communautés italiennes et espagnoles

III. EXIL DES REPUBLICAINS ESPAGNOLS, PERSÉCUTIONS DES ÉTRANGERS ET RÉSISTANCE DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE (1936-1945)

1. L'exil des Républicains espagnols

1.1 Premiers afflux de réfugiés et durant la guerre civile espagnole (juillet 1936 - janvier 1939)

1.2 Transit de volontaires pour les Brigades internationales

1.3 La *Cohorte de l'épouvante et de la peur*

1.4 Les camps sur la plage

Encadré : Campos de Meliton Bustamante Ortiz

Poème publié dans Juan Carrasco, *La odisea de la republicanos espanoles en Francia (1939-1945)*, *Album-souvenir de l'exil républicain espagnol en France*.

1.5 Les camps de Bram, Montolieu, Rieucros, Agde, Fort Collioure...

2. Travail obligatoire, internements et déportations sous le régime de Vichy

2.1 Des réfugiés mis au travail

2.2 De l'internement à la déportation : les juifs étrangers de Rivesaltes à Auschwitz

2.3 L'internement et la déportation de femmes étrangères internées à Rieucros (Lozère)

3. La Résistance au nazisme : les guerilleros espagnols et le Travail allemand

3.1 Les premiers pas dans la Résistance et le rôle des guerilleros espagnols

3.2 Le maquis d'antinazis allemands dans les Cévennes

3.3 Les étrangers dans la Libération

IV. LES « TRENTE GLORIEUSES DE L'IMMIGRATION » EN LANGUEDOC-ROUSSILLON : FLUX, MUTATIONS ET AMBIVALENCES DES SITUATIONS D'IMMIGRÉS (1946-1974)

1. Entre ruptures et continuités

1.1 Les profondes mutations de la démographie régionale

1.2 L'immigration espagnole : exilés et nouvelle vague migratoire

1.3 Le devenir des colonies italienne et polonaise

1.4 Nouvelle vague d'immigration portugaise

1.5 Des « Français musulmans d'Afrique du Nord »... aux « Algériens »

2. Au travail !

2.1 Un emploi ouvrier dans l'agriculture ou le bâtiment

2.2 Permanence de la condition d'indigène : les « opérations de transferts » de mineurs nord-africains des Cévennes vers la Lorraine

2.3 La viticulture régionale dépendante des saisonniers espagnols

2.4. Les Portugais dans le BTP

3. Le logement des immigrés

3.1 L'accession à la propriété dans la stratégie d'ascension sociale

3.2 Du gourbi au HLM, l'itinéraire urbain de la famille Qaddûr

4. Dans la tourmente de la guerre d'Algérie

4.1 Des militants indépendantistes algériens internés sur les causses du Larzac, dans le Gard et les Pyrénées-orientales

4.2 Difficile arrivée des « Harkis et « pieds-noirs »

Encadré : « Coiffeur de fortune à Rivesaltes »

Photographie, anonyme, issue du fonds de *l'Indépendant*, 1962.

4.3 Des camps de Harkis : Saint Maurice l'Ardoise, à «Saint Laurent les Arabes »

V. PROFILS DE L'IMMIGRATION EN LANGUEDOC-ROUSSILLON A LA FIN DU XX^e SIECLE

1. Les grandes mutations démographiques de la population immigrée

1.1 Stabilisation du nombre d'étrangers dans un contexte de crise

1.2 D'une immigration majoritairement ibérique à une immigration algérienne puis marocaine

1.3 Répartition géographique et filières migratoires

Encadré : le quartier de la Paillade

Photographie, Jean Hannoteaux, J.A.M, 1993.

1.4 Féminisation de l'immigration

1.5 Vieillesse et état de santé des immigrés

2. Les étrangers dans la crise

2.1 Réduction du volant de main-d'œuvre étrangère dans un contexte d'économie régionale en berne

2.2 La tertiarisation de l'emploi immigré

3. Nouvelles mobilités

3.1 L'immigration aisée d'Europe du Nord

3.2 Jeune errant étranger : nouvelle figure du migrant

4. Expériences de l'intégration

4.1 L'immigration espagnole : une immigration ancienne qui fait souche

4.2 Une singularité : l'expérience maraîchère des réfugiés hmongs dans le Gard (années 80)

4.3 Héritiers d'immigrés maghrébins entre intégration et discrimination

Liste des tableaux :

Tableau 1. Evolution de la population étrangère (1851-1911).

Tableau 2. Evolution de la population étrangère (1911-1931).

Tableau 3. Evolution des effectifs étrangers (1931-1936).

Tableau 4. Evolution des effectifs polonais (1921-1936).

Tableau 5. Evolution de la population étrangère (1946-1975).

Tableau 6. Répartition des actifs étrangers et portugais par secteur d'activité dans l'Hérault en 1968.

Tableau 7. Evolution des effectifs étrangers (1975-1999)

I. D'UNE IMMIGRATION DE METIERS À UNE IMMIGRATION DE PROLÉTAIRES (DE LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME À LA VEILLE DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE)

Dès le Moyen âge et durant l'Ancien Régime, des étrangers viennent en Languedoc-Roussillon proposer ou perfectionner des savoir-faire rares ; d'autres, au contraire, peu qualifiés, et poussés par le dénuement, cherchent à s'embaucher dans la région, essentiellement dans le secteur agricole. A partir du milieu du XIX^e siècle, cette population étrangère est majoritairement espagnole, employée dans le secteur viticole en plein développement mais également réfugiée en France pour des motifs politiques. L'hostilité du monde ouvrier à l'encontre des étrangers, conséquence d'une montée du sentiment national dans la seconde moitié du XIX^e siècle, se manifeste dans la région par des agressions xénophobes et des rixes collectives, dont le massacre d'Aigues-mortes (Gard) en 1893 est la plus violente illustration.

1. Une présence étrangère ancienne : l'immigration avant la lettre

1.1 Marchands et savants étrangers au Moyen âge

Au Moyen âge, nombreux sont les exemples de présences « étrangères » dans l'espace régional : la foire de septembre de Saint-Gilles au XII^e siècle attire « des Méditerranéens – Italiens et Provençaux- et des Nordiques – Anglais, Allemands, Danois, Polonais ». A Montpellier, où l'on entend parler « toutes les langues », « une bourgeoisie d'Armateurs, de marchands épiciers ou drapiers, d'orfèvres »⁴ composée d'Arabes du Gharb, de marchands de Lombardie, de Rome ou d'Egypte, s'affaire. Et lorsque s'y développe à partir du XIII^e siècle, la médecine, et notamment la chirurgie, c'est du « monde entier » que les praticiens affluent. C'est à Montpellier également que les juristes, d'origine italienne, contribuent activement au renouveau du droit romain par le développement des études juridiques. Plus tard, après la guerre anglo-gasconne du XIV^e siècle qui a ravagé le Haut-Languedoc et les graves crises qui ont marqué le XV^e siècle, les frères Platters, étudiants en médecine, originaires de Bâle, en Suisse, décrivent « le beau XVI^e siècle » en Languedoc, selon l'expression d'Emmanuel Le Roy Ladurie. Au XVII^e siècle, c'est aux Hollandais que l'on doit les techniques d'assèchement des étangs narbonnais. Dès cette époque, le creusement du canal du Midi par Pierre-Paul Riquet nécessite un débouché maritime et la création du port de Sète en 1666. Dès les années 1670, ce port attire des Catalans, des Génois et des Pisans mais également des migrants d'origines plus lointaines.

1.2 « L'internationale huguenote de la banque, des vins, des soieries » de Cette [Sète]

A Sète, « l'internationale huguenote de la banque, des vins, des soieries », marque l'arrivée d'étrangers originaires d'Europe du Nord. Cette expression, dont la paternité revient à Louis Dermigny, initiateur dans les années cinquante de travaux historiques sur l'histoire du port de Sète⁵, est reprise, par la suite, par nombre d'historiens de « l'île singulière », pour qualifier la présence d'étrangers protestants liés aux intérêts allemands et suisses puis nordiques. En 1780, le port compte des consuls et vice-consuls de « l'Etat ecclésiastique »⁶, d'Espagne, des Deux-Siciles et du consul de Malte dont le rôle est « de contribuer à l'avantage, l'agrandissement, la sûreté et la police du commerce des nations les unes chez les autres »⁷ et « de veiller aux intérêts du commerce national, d'imaginer et de suggérer les moyens de l'améliorer et de l'étendre dans les contrées où ils résident, de défendre les négociants qui y trafiquent »⁸. On note également la présence de pêcheurs génois et catalans dès la fondation de la ville au XVII^e siècle et d'ouvriers,

⁴ LE ROY LADURIE Emmanuel, *Histoire du Languedoc*, P.U.F., Que sais-je ?, Paris, n°958, 127p.

⁵ DERMIGNY Louis, *Esquisse de l'histoire d'un port : Sète de 1666 à 1880*, actes de l'Institut d'études économiques, maritimes et commerciales de la ville de Sète, Montpellier, 1955, 138p.

⁶ Partagé avec Agde.

⁷ Henri MICHEL citant R.J Valin dans MICHEL Henri, Les consuls génois, toscans et impériaux à Sète vers la fin de l'Ancien Régime, *Bulletin de la société d'études scientifiques de Sète et sa région*, tomes XIV et XV, 1986, pp.93-110.

⁸ Henri MICHEL citant Mr de Steck dans MICHEL Henri, *op. cit.*, p.94.

portefaux ou domestiques étrangers qui répondent notamment aux besoins d'une nouvelle bourgeoisie d'affaires, originaire des pays d'Europe protestants.

A l'aube de la Révolution française, les étrangers présents à Sète se répartissent en différents groupes : les petits patrons de pêche catalans ou génois, les représentants des puissances européennes, consuls, vice-consuls et les négociants étrangers, notamment de boissons alcoolisées (vins et eaux-de-vie)⁹. Grégory Fortino¹⁰ note cependant qu'« *au cours du XVIII^e siècle (...), les apports de population étrangère sont marginaux. Ceux-ci résultent, pour la plupart, des relations maritimes qu'entretient Sète avec les ports de Livourne, Gênes et Barcelone notamment ; alors que les négociants nordiques, luthériens, calvinistes ouvrent les premières succursales sur l'île* ». Les étrangers ne constituent qu'une faible part de la population totale. Ils sont estimés à une vingtaine en 1770, et la part des étrangers dans la ville de Sète oscille autour de la moyenne départementale dans la première moitié du XIX^e siècle (c'est-à-dire entre 50 et 100 étrangers pour 10000 habitants). Durant la première moitié du XIX^e siècle, la forte croissance démographique de la ville doit les apports de populations plus aux flux régionaux (en provenance du Lauragais, du Vivarais, voire du Bourbonnais, du Poitou et de Picardie) qu'à l'immigration étrangère.

1.3 Des migrations de métiers aux migrations de masse : les étrangers dans le développement de l'exploitation industrielle de la houille dans la vallée du Gardon

Les éléments historiographiques épars montrent que la présence étrangère durant l'Ancien Régime répond, dans le bassin minier de la Grand'Combe, aux spécificités des migrations de métiers. S'appuyant sur des sources d'archives départementales, Marie-Renée Santucci¹¹ note, dans un article consacré à « *la main-d'œuvre étrangère dans les mines de la Grand'Combe jusqu'en 1940* », l'acheminement « *à grand frais* » de mineurs flamands et allemands hautement qualifiés dans les mines du Gard durant l'Ancien Régime. L'argument de la piètre qualité de la main-d'œuvre locale, qualifiée de « *grossière et mutine* », malhabile et fainéante est avancé pour expliquer l'« *importation* » de main-d'œuvre étrangère. L'auteure ajoute qu'« *il est donc fait appel au XVIII^e siècle à une main-d'œuvre étrangère de nature beaucoup plus qualitative que quantitative* »¹², qui répond à une absence de compétence sur place. A l'instar des mineurs belges et flamands, des mineurs anglais et belges puis des « *spécialistes piémontais* » arrivent à la Grand'Combe pour enseigner aux ouvriers nationaux leurs méthodes de travail, notamment d'abattage¹³.

A l'orée du passage à la production industrielle, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le patronat, d'inspiration paternaliste, recrute une main-d'œuvre exclusivement catholique qu'il fait venir de Lozère, d'Ardèche et du massif central. Les livrets ouvriers conservés montrent le caractère de grande instabilité professionnelle de cette main-d'œuvre, tour à tour employée aux postes de terrassiers, charbonniers, et requise pour le travail de la terre durant les mois d'été... Patrick Cabanel note que « *les protestants cévenols, volontiers paysans-ouvriers sur le modèle établi par Rolande Trempé, n'ont pas massivement gagné le bassin houiller. La main-d'œuvre étrangère a compensé cette relative indifférence : Piémontais et Belges arrivés dès 1840 et 1847, Espagnols et Polonais, puis Tchèques, surtout nombreux au lendemain de la Première guerre mondiale.* »¹⁴.

⁹ GAUSSENT Jean-Claude, Les protestants étrangers à Sète avant la Révolution, *Bulletin de la société d'études scientifiques de Sète et sa région*, tomes XVI, XVII et XVIII, 1991.

¹⁰ FORTINO Grégory, Sète et l'immigration à travers l'étude des registres de mariages (1830-1853), *Bulletin de la société d'études historiques et scientifiques de Sète et sa région*, tomes XXVI, XVII et XVIII, 2003, pp.79-92.

¹¹ SANTUCCI Marie-Renée, La main-d'œuvre étrangère dans les mines de la Grand'Combe jusqu'en 1940, *Mines et mineurs en Languedoc-Roussillon de l'Antiquité à nos jours*, actes du colloque de la Fédération historique du Languedoc méditerranéen, Montpellier, 1977, 334p, pp.289-303.

¹² Voir également POUSSOU Jean-Pierre, « Le savoir-faire étranger au service de la France » in LEQUIN Yves (Dir.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en France*, Larousse, bibliothèque historique, 544p, p.191.

¹³ L'abattage est l'opération principale de l'exploitation des mines et carrières (creusement des ouvrages d'accès, récupération du gisement).

¹⁴ CABANEL Patrick, *Histoire des Cévennes*, P.U.F., Que sais-je ? n°3342, Paris, 2004, 128p.

1.4 Présences étrangères en territoire frontalier : le cas de la vallée de la Cerdagne

L'histoire de l'immigration naît à proprement parler avec la Révolution française car elle marque la fondation de « la nation » comme détentrice de la souveraineté, autrefois aux mains du roi. Le sujet, devenant citoyen, s'oppose au non national, à « l'étranger », dont la définition est conditionnée par un territoire national stable et une affirmation identitaire. Ces conditions sont progressivement réunies dans la vallée de la Cerdagne au cours du XIX^e siècle.

Si la notion d'immigration implique un franchissement de frontière, la présence de ressortissants étrangers en territoire frontalier pose question car les frontières héritées de l'Ancien Régime ont longtemps répondu aux logiques de « marches »¹⁵ et ne délimitent qu'imparfaitement le territoire national en 1789. L'appartenance nationale est une construction sociale dont l'affirmation demeure instable dans les communautés villageoises de l'Ancien Régime, et particulièrement dans les régions frontalières avec l'Espagne¹⁶. « *Formation de l'Etat et construction de l'unité nationale* », note, à propos de la vallée de la Cerdagne, l'historien américain Peter Sahllins, « *sont le fruit d'un va-et-vient complexe enclenché au XVII^e siècle au moins* ». La vallée de la Cerdagne, annexé, en même temps que le Roussillon par la France en 1659 (Traité des Pyrénées) ne connaît une délimitation définitive des parties françaises et espagnoles qu'en 1868, lors des Traités de bornage de Bayonne. Peter Sahllins démontre également que l'expression de la souveraineté nationale territoriale date du début du XIX^e siècle et que la notion d'appartenance nationale avant cette date n'est pas définitivement fixée, les villageois de Cerdagne pouvant tour à tour se déclarer Français, Catalans ou Espagnols, même si « *la Révolution française en créant un territoire spécifiquement national diminue ainsi la diversité des ressources identitaires crédibles* »¹⁷. La souplesse des identités nationales dans la zone frontalière avec l'Espagne précède, sous l'Ancien Régime, une immigration biséculeire et multiforme de groupes sociaux très divers, poussés hors d'Espagne pour des raisons économiques ou politiques, de façon temporaire ou pérenne.

2. Des renforts de main-d'œuvre étrangère dans une « timide » révolution industrielle

2.1 la naissance de « l'usine à vin » dans l'Aude, l'Hérault et les Pyrénées-orientales

A l'exception de quelques îlots industriels, le territoire contenu dans les frontières actuelles de la région Languedoc-Roussillon est une région essentiellement agricole, et, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, les campagnes de l'arrière-pays languedocien vivent « *repliées sur elles-mêmes* »¹⁸. A partir des années 1850, le bas-pays oriente progressivement la viticulture vers la production de masse accélérant l'exode rural. Ces effectifs ne suffisent pas et doivent être complétés par des renforts de main-d'œuvre étrangère. Les industries qui se développent sur le piémont commencent, elles aussi, à attirer une population étrangère non qualifiée et besogneuse, d'origine espagnole et italienne. A la veille de la première guerre, la population étrangère a été multipliée par cinq en Languedoc-Roussillon par rapport à 1911, alors que, dans le même temps, elle a triplé au niveau national.

Les grandes étapes du développement de la viticulture languedocienne et roussillonnaise sont indissociablement liées à l'apport de population étrangère. Pendant la première moitié du XIX^e siècle, la culture de la vigne progresse, dans le Roussillon notamment, au détriment de celle des céréales (blé), de l'olive et de l'élevage (notamment du mouton) jusqu'à la conversion totale à la monoculture viticole. La baisse des cours du blé et l'arrivée du chemin de fer (ouverture des lignes

¹⁵ Dans son sens large, une marche est une zone périphérique, une zone-tampon à proximité d'une frontière ou d'une région.

¹⁶ SAHLINS Peter, *Frontières et identités nationales, la France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVII^e siècle*, Belin, Paris, 1996, 415p.

¹⁷ La citation est extraite de la préface de LEPETIT Bernard, « Comment peut-on être Cerdan ? », dans SAHLINS Peter, *op. cit.* p.5.

¹⁸ L'expression est de Jules MAURIN dans MAURIN Jules, *Les migrations en Languedoc méditerranéen, fin XIX^e–début XX^e siècle*, *Recherches régionales*, n°4, octobre-décembre 1981, pp.245-266.

Narbonne-Perpignan en 1858, Perpignan-Collioure en 1866 prolongée jusqu'à Port-Vendres en 1867...) précipitent la vocation viticole de la région et son intégration économique dans l'ensemble français. L'emploi, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, d'une main-d'œuvre non qualifiée et bon marché en provenance des régions françaises montagnardes¹⁹ permet de répondre aux demandes d'un « *marché commun national* »²⁰ du vin rendu possible grâce à l'entrée de la région dans l'ère du rail²¹. D'abord plantée sur les coteaux, la vigne s'étend rapidement à la plaine et ce développement s'accompagne d'une dégradation de la qualité du vin produit. « *Le besoin de main-d'œuvre est énorme et l'image d'une vie plus facile et d'argent vite gagné se répand jusque dans les hauts cantons au gré du colportage ou de la transhumance estivales des troupeaux.* »²² Les effectifs étrangers, bien qu'en progression, sont encore modestes. Entre 1851 et 1886, la progression de la population régionale est forte, soutenue à la fois par les déplacements de population montagnarde vers la plaine viticole (particulièrement dans le vignoble Biterrois, Narbonnais et dans la vallée de l'Aude) et l'afflux d'immigrants. En 1851²³, les cinq départements qui constituent aujourd'hui le Languedoc-Roussillon comptent au total 8664 étrangers, soit 0,6% de la population régionale totale. Au niveau national, cette proportion est proche du double (1,1%). L'écart de proportion entre la part des étrangers au niveau régional et national tend d'ailleurs à se creuser durant une vingtaine d'années, entre 1851 et 1872. Jusqu'en 1872, en effet, la population étrangère augmente moins vite à l'échelle régionale qu'à l'échelle nationale. Le département des Pyrénées-orientales est cependant plus attractif, avec une proportion d'étrangers nettement supérieure à la moyenne régionale.

Une seconde étape dans l'emploi de la main-d'œuvre étrangère est franchie après 1876. A la crise de l'oïdium²⁴ qui secoue le monde viticole languedocien en 1851, succède, vingt ans plus tard, le phylloxéra²⁵, à la fin des années 1860 dans le Gard et l'Hérault, puis à compter des années 1870 dans l'Aude et les Pyrénées-orientales. Le renouvellement du vignoble est, en partie, assuré par des étrangers car les modifications techniques imposées par la lutte contre le phylloxéra ont entraîné des changements radicaux dans la culture de la vigne. La croissance de la population étrangère régionale s'accélère entre 1876 et 1881 puisque celle-ci compte 14000 personnes de plus en cinq ans, soit une augmentation de près de 40%, alors que, dans le même temps, la population française (y compris les personnes ayant acquis la nationalité française) ne croît que de 0,15%. La part des étrangers dans la population régionale reste stable entre 1881 et 1896, autour de 2,2% à un taux toujours inférieur au niveau national, comprise entre 2,7 et 3%. A y regarder de plus près, on constate de grandes différences d'un département à l'autre : la main-d'œuvre étrangère passe de 2937 personnes à 9240 entre 1876 et 1881 dans l'Aude, multipliant par trois les effectifs étrangers attelés aux travaux de labour, d'arrachage et de replantage de la vigne avec des plants américains. La courbe de la population française est ascendante de 1851 à 1876 dans

¹⁹ On parle de « Gavaches », pour désigner les migrants venant principalement, en Narbonnais et Biterrois, de l'Ariège, du Tarn et de l'Aveyron. Voir à ce propos CHOLVY Gérard, Biterrois et Narbonnais, Mutations économiques et évolution des mentalités l'époque contemporaine in *Economie et société en Languedoc-Roussillon de 1789 à nos jours*, Centre d'histoire contemporaine du Languedoc Méditerranéen et du Roussillon, actes du colloque, Montpellier, 1978, pp.215-231.

²⁰ GAVIGNAUD Geneviève, *Propriétaires et viticulteurs en Roussillon, Structures, conjonctures, société, XVIIIe -XXe siècle*, Publications de la Sorbonne, Paris, 1983, 2 tomes.

²¹ FORNAIRON José-Dominique, Les étrangers d'origine méridionale en Languedoc-Roussillon de 1850 à nos jours, *Revue d'économie méridionale*, n°76, 1972.

²² FERRAS Robert, PICHERAL Henri, VIELZEUF Bernard, *Atlas et géographie du Languedoc et du Roussillon*, Flammarion, Paris, 1979, 371p.

²³ La nationalité des personnes enquêtées lors des recensements de population est interrogée à partir de 1851 (alors que le premier recensement date de 1801). La variable de la nationalité disparaît des questionnaires en 1856 pour réapparaître de façon définitive en 1861.

²⁴ Il s'agit d'une maladie cryptogamique, c'est-à-dire produite par un champignon. L'oïdium est un parasite microscopique qui s'attaque à la vigne et la couvre d'une poussière grisâtre. Elle est rapidement enrayée grâce à l'emploi de la fleur de soufre.

²⁵ Le phylloxéra est une maladie de la vigne due à un insecte du même nom qui provoque la galle sur les feuilles et des nodosités sur les racines, et la mort du cep en quelques années.

l'Hérault puis décroît jusqu'en 1886, ce qui correspond certainement aux effets de la crise du phylloxera et au courant migratoire vers l'Algérie²⁶. Les places laissées vacantes sont alors comblées par la main-d'œuvre étrangère (et gavache) dans le biterrois et la vallée de l'Hérault. La population étrangère de l'Hérault est ainsi multipliée par huit en trente ans, selon un rythme plus soutenu que dans l'ensemble des départements.

Au tournant du siècle, le Languedoc-Roussillon compte proportionnellement plus d'étrangers que la moyenne nationale. Les Français sont moins nombreux en 1911 en Languedoc-Roussillon qu'en 1872 (-17493 personnes) et l'apport d'étrangers (+32908 personnes) explique cet état de fait. Pour l'ensemble de la période, l'immigration ralentit les conséquences de l'anémie démographique puisque la population régionale augmente. Malgré les crises de mévente entre 1892-1914, la région est « *une usine à vin* » qui attire principalement des Espagnols. Les effectifs sont complétés, durant la saison des vendanges, par des saisonniers, parents ou proches des travailleurs permanents, venus se constituer un pécule, avant de retourner au pays. Ainsi, dans le secteur viticole, on estime à 20000, le nombre de saisonniers ibériques environ au début du XX^e siècle. On compte également quelques négociants espagnols en vins.

La population départementale dans le Gard reste sensiblement au même niveau aux deux extrêmes de la période considérée (-1000 habitants entre 1851 et 1911) même si elle connaît des fluctuations importantes (+15000 personnes entre 1876 et 1851 mais -17000 personnes entre 1881 et 1911). La population étrangère double mais reste dans des proportions modestes (entre 0,5% et 1,2% de la population totale entre 1851 et 1911). Le Gard se différencie donc de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-orientales, puisque la part des étrangers dans la population départementale y est en 1911 deux fois plus faible que dans l'Aude et l'Hérault, cinq fois plus faible que dans les Pyrénées-orientales.

La Lozère se tient à l'écart de l'évolution régionale durant cette période car le département perd 18% de ses habitants entre 1851 et 1911, et l'effet de l'immigration est quasiment nul, la part des étrangers ne dépassant jamais 0,1% de la population totale. 63,4% des étrangers recensés dans le département de la Lozère en 1891 sont nés en France, ce qui signe la caractéristique d'une implantation ancienne, bien que limitée, de la colonie étrangère.

Les femmes étrangères sont proportionnellement moins nombreuses en Languedoc-Roussillon qu'au niveau national. Le taux de féminisation de la population étrangère est nettement sous la barre des 40% en Languedoc-Roussillon entre 1861 et 1872 alors qu'il se situe entre 42,5% et 45,4% au niveau national. Malgré la féminisation progressive de la population étrangère régionale, celle-ci est nettement inférieure à la moyenne française à la veille de la Première guerre mondiale, 42,2% contre 51% entre 1911. Proportionnellement moins nombreuses que les hommes, les femmes acquièrent moins la nationalité française en Languedoc-Roussillon qu'au niveau national (35,7% contre 47,4% en 1881, soit près de 12 points d'écart). Plus d'un étranger sur deux acquérant la nationalité française est une femme à l'échelon national à partir de 1886²⁷ (avec une légère fluctuation en 1891 à 49,3%) alors que cela n'est vrai qu'à partir de 1901 en Languedoc-Roussillon.

²⁶ D'après des sources statistiques, il y a eu 12250 départs vers l'étranger entre 1857 et 1891. En 1896, environ 4000 personnes, en provenance des Pyrénées-orientales, du Gard et de l'Hérault se sont installées en Algérie, notamment pour y créer de grands domaines viticoles.

²⁷ Voir les travaux de Patrick WEIL dont WEIL Patrick, Nationalité Française (Débat sur la) in SIRINELLI Jean-François, *Le dictionnaire historique de la vie politique française (XX^e siècle)*, P.U.F., Paris, 2003.

Tableau 1. Evolution de la population étrangère 1851-1911.

	AUDE			GARD			HERAULT			LOZERE			PYRENEES-ORIENTALES			LANGUEDOC-ROUSSILLON		
	FR.	E	%	FR.	E	%	FR.	E	%	FR.	E.	%	FR.	E.	%	FR.	E.	%
1851	289295	452	0,2	405931	2232	0,5	387071	2215	0,6	144628	77	0,1	178267	3688	2,0	1405192	8664	0,6
1861	283063	543	0,2	420364	1743	0,4	407566	1825	0,4	137318	49	0,0	177869	3894	2,1	1426180	8054	0,6
1866	286913	541	0,2	425251	2861	0,7	421661	1914	0,5	137144	44	0,0	181506	4249	2,3	1452475	9609	0,7
1872	285028	899	0,3	417461	2670	0,6	426201	3667	0,9	135117	73	0,1	186210	5646	2,9	1450017	12955	0,9
1876	287128	2937	1	420803	3003	0,7	438878	6175	1,4	138242	77	0,1	190449	7485	3,8	1485500	19677	1,3
1881	317311	9240	2,8	406345	4045	1	426578	8413	1,9	140250	109	0,1	197253	10960	5,3	1487737	32767	2,2
1886	318436	10208	3,1	412970	1935	0,5	435219	10985	2,5	138554	112	0,1	197940	10982	5,3	1503119	34222	2,2
1891	307388	8235	2,6	414214	3449	0,8	449783	11064	2,4	131815	112	0,1	198151	10118	4,9	1501951	32978	2,1
1896	299854	8706	2,8	410422	3419	0,8	456780	11556	2,5	128899	63	0,0	196649	9904	4,8	1492604	33648	2,2
1901	299722	10967	3,5	411675	5482	1,3	471763	16023	3,3	123792	88	0,1	198477	11038	5,3	1505429	43598	2,8
1906	296961	9510	3,1	411902	5663	1,4	466987	14130	2,9	123471	89	0,1	200685	11103	5,2	1500006	40495	2,6
1911	288719	9447	3,2	403096	4893	1,2	460085	18095	3,8	117210	91	0,1	198400	13337	6,3	1467510	45863	3

Sources : Recensements généraux de population

2.2 La colonie espagnole majoritaire

Le Languedoc-Roussillon se singularise du reste de la France en ce qui concerne les nationalités des étrangers qui peuplent son territoire. Au milieu du XIX^e siècle, La colonie espagnole est la quatrième colonie étrangère en France, après les Belges²⁸, les Italiens²⁹ et les Allemands alors qu'elle est au premier rang au niveau régional.

En 1851, les Espagnols représentent 57,2% des étrangers en Languedoc-Roussillon³⁰ contre 7,8% au niveau national. Les effectifs sont néanmoins modestes car la région compte, au milieu du XIX^e siècle moins de 5000 Espagnols (dont 3600 uniquement dans les Pyrénées-orientales). Entre 1851 et 1911, la progression des effectifs espagnols suit celle de la production viticole et la région compte près de 35000 ressortissants espagnols en 1911, soit un tiers des ressortissants espagnols de France³¹. Ceux-ci se répartissent essentiellement dans l'Aude (8610 ressortissants espagnols soit 91,1% des étrangers du département), l'Hérault (12501, soit 69,1%) et les Pyrénées-orientales (12575, soit 94,3%).

Le centre de gravité du vignoble héraultais se situe à Béziers. La majorité des 12% d'étrangers que compte Béziers est espagnole. Ils se concentrent dans la vieille ville, sauf dans les quartiers de l'Alcazar et de l'Hôtel-Dieu où les Italiens sont majoritaires.

Outre les villages de Maraussan, Cazouls, Cessenon à l'ouest, Boujan, Servian à l'est, pourvoyeurs de main-d'œuvre espagnole, on peut également citer :

- « - les confins audois, de Capestang à Olonzac, dans le prolongement du biterrois
- la basse vallée de l'Hérault entre Pézenas et Agde, prolongée dans la moyenne vallée (Clermont l'Hérault) et les rives de l'étang de Thau.
- Le Lunellois
- la traînée du sillon Orb-Jaur, à partir de Bédarieux, seule ville regroupant un nombre d'Espagnols dans l'arrière pays »³².

Dans le biterrois occidental et septentrional, 100% des étrangers sont de nationalité espagnole. Dans le reste du biterrois et le vignoble de la plaine, les Espagnols représentent 90% des effectifs étrangers. Enfin, ils sont majoritaires à Pézenas, Montagnac, Clermont, Vias, Ganges, Quarante.

2.3 Les premiers asilés espagnols au XIX^e siècle

« La progression [des Espagnols] est sûre, prenant de l'ampleur avec les événements politiques, de la première guerre carliste (1833-1840) à la fin de l'empire colonial (1898) »³³. La présence espagnole au XIX^e siècle, dans les départements qui composent la région Languedoc-Roussillon, ne se résume pas seulement à une immigration de travail puisque plusieurs vagues d'asilés ibériques se succèdent tout au long du siècle. Selon Peter Sahlins, « alors que la frontière (entre la France et l'Espagne) est affirmée sur le plan politique et national (...), la ligne de démarcation devient de plus en plus perméable socialement et les populations des deux Cerdagne s'entremêlent chaque jour davantage »³⁴. En 1810, il y a, selon l'historien, deux cents Espagnols ou habitants d'origine espagnole en Cerdagne Française, et notent que « chaque crise politique en

²⁸ Les Belges, qui représentent 33% de la population étrangère au niveau national en 1851, sont très peu nombreux en Languedoc-Roussillon, c'est-à-dire quelques dizaines d'individus tout au plus.

²⁹ L'utilisation de la catégorie « Italiens » est effective dans le recensement de population avant la création de l'Etat italien, qui date de 1871.

³⁰ La moyenne régionale cache de fortes disparités départementales car si la Lozère et l'Aude sont proches de la moyenne régionale (respectivement 51,9% et 52,9%), tandis que les Pyrénées-orientales d'une part et le Gard et l'Hérault s'en écartent (respectivement 97,9%, 14,7% et 33,4%).

³¹ En 1911, la part des Espagnols dans la population étrangère régionale s'accroît, se situant autour de 76%, en même temps qu'augmente la part des étrangers dans la population totale (elle est multipliée par cinq).

³² FERRAS Robert, Espagnols et Italiens dans l'Hérault à la veille de la Première guerre mondiale, *Bulletin de la société languedocienne de géographie*, vol. 14, 1, 1980, pp.1-12.

³³ FERRAS Robert, Espagnols et Italiens dans l'Hérault à la veille de la Première guerre mondiale, *op. cit.*

³⁴ SAHLINS Peter, *op. cit.*, p.226.

Espagne amènera son contingent d'immigrés³⁵. » Les « Afrancesados », partisans de Joseph Bonaparte affluent en 1813, suivis des libéraux en 1814. « En novembre 1822, au plus fort de la guerre civile entre libéraux et légitimistes, le Roussillon, et la Cerdagne française se transforment en camps de réfugiés royalistes : une population d'environ 4000 hommes, femmes et enfants, tous dépourvus de moyens de subsistance et qui vivent de dons en nourriture ou en argent, y résident. Deux mois plus tard, le nombre aura doublé. ³⁶»

Dès 1823, des militaires libéraux espagnols, faits prisonniers suite au rétablissement de la monarchie absolue du roi d'Espagne Ferdinand VII, sont détenus dans des dépôts puis peu à peu libérés. Considérés comme des « réfugiés », ils sont soumis à une étroite surveillance et perçoivent, pour un certain nombre d'entre eux, un subside en vertu de l'application de clauses des capitulations signées avec l'armée française. On estime qu'une partie d'entre eux (entre 60 et 180 selon les sources), parfois accompagnés de leur famille et de leurs domestiques, s'établit à Montpellier malgré l'interdiction d'installation dans les départements proches de la frontière³⁷. (Une des constantes édictées par les gouvernements français depuis la Monarchie de Juillet en matière d'accueil des asilés espagnols est leur éloignement de la frontière, dans le double but d'éviter les incidents de frontières et les complications diplomatiques.) Les réfugiés espagnols, installés dans l'Hérault, restent sous étroite surveillance de la part des autorités civiles par peur d'une conspiration contre le roi d'Espagne ou d'une contagion des idéaux révolutionnaires ou libéraux. Aucun trouble à l'ordre public n'est pourtant signalé à Montpellier où ils sont autorisés à séjourner.

A la mort de Ferdinand VII, en 1833, après l'entrée en vigueur de l'abrogation de la loi Salique, privant Don Carlos du trône en faveur de sa sœur Isabelle, un soulèvement éclate au pays basque conduit par le prétendant au trône, déclenchant ainsi la première guerre carliste (1834-1840). « Au début de l'année 1834, les derniers réfugiés libéraux de Montpellier regagnent l'Espagne »³⁸. Tandis que les lois d'amnistie poussent les libéraux à rentrer en Espagne, les carlistes, partisans de Don Carlos, nourrissant un idéal de légitimité dynastique et d'unité catholique de l'Espagne sont contraints à l'exil. Cette vague de réfugiés carlistes est suivie d'autres afflux de réfugiés, selon un mouvement de balancier, les carlistes en 1840, 1849 et 1876, des progressistes en 1866 et des républicains en 1874. En juillet 1840, parmi l'afflux de réfugiés, on dénombre une élite de 2500 officiers, qui optent pour partie pour la nationalité française. On compte aussi 11500 soldats campant au champ de Mars en plein cœur de Perpignan (qui compte alors 18000 habitants). « Désormais, l'Espagnol en Roussillon est perçu d'abord comme un réfugié, objet de compassion certes mais aussi de crainte et répulsion »³⁹, dont la presse locale se fait l'écho. Elle évoque ainsi tour à tour l'image du réfugié miséreux, mais aussi de l'étranger malade (propageant le choléra), de peu de mœurs, voleur, sujet à l'oisiveté ou concurrent du travailleur français, ivrogne, bagarreur, maniant le couteau, faisant planer sur lui l'ombre du trabucaire⁴⁰.

2.4 Petite bourgeoisie et ouvriers agricoles espagnols dans le village viticole de Capeatang (Hérault)

Capeatang fait partie des villages de la plaine biterroise (Hérault) qui, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, se sont spécialisés dans la production massive de vin de consommation courante. A cette période, l'immigration espagnole a alors deux profils sociologiques : aux côtés

³⁵ *Ibidem*.

³⁶ *Ibidem*.

³⁷ Les ports méridionaux et Paris leur étaient également interdits.

³⁸ POUILLAIN Claude, Les réfugiés espagnols à Montpellier entre 1823 et 1833, *Iris*, n°2, 1985, pp 163-197.

³⁹ SALA Raymond, TARRIUS Alain, *Occitans, Espagnols, Marocains : migrations d'hier et d'aujourd'hui en Roussillon*, Trabucaire, Canet, 2000, 154p.

⁴⁰ Les trabucaires sont « des bandits d'Ancien Régime, Miquelets au service de Don Carlos que la défaite de 1840 a restitués au bandolérisme, dispensateur de vie éternelle. (...) Cinquante ans plus tard, l'Espagnol trabucaire n'est qu'un vil prédateur, au mieux un délinquant ordinaire semblable en cela au gitan ». Organisés en bandes parfois rivales, des malfaiteurs ont défrayé la chronique dans la première moitié du XIX^e siècle, en kidnappant, rançonnant, pratiquant les agressions à mains armées, la presse évoquant la figure du « trabucaire », pour les désigner. Voir SALA Raymond, TARRIUS Alain, *op. cit.*

des ouvriers agricoles originaires de Murcie se trouve une petite bourgeoisie, aux origines andorranes ou catalanes, composée de commerçants et d'artisans (des ferblantiers, des épiciers, des marchands d'orange, des coiffeurs, des patrons d'entreprise de maçonnerie...). « Dans un contexte où un tiers de la population locale est illettrée, cette immigration commerçante, d'origine parfois urbaine, ayant des notions de comptabilité ou des compétences techniques professionnelles inconnues à Capestang (comme par exemple la coiffure) s'impose sans difficulté, sinon dans les strates sociales les plus élevées du village, ou moins dans les couches privilégiées. Cette immigration n'est perçue ni comme ibérique, ni comme espagnole, par la population locale »⁴¹ et les cas d'exogamie et de mariages mixtes ne sont pas exceptionnels⁴².

On parle au contraire de « travail d'Espagnol » quand il s'agit de qualifier « un travail peu soigné, grossier, dépourvu de savoir faire technique »⁴³ réalisé par les ouvriers agricoles ibériques. Ils sont sans qualification pour la plupart, ont travaillé dans différents villages viticoles de la région avant de s'installer à Capestang. Les Espagnols sont employés aux tâches les plus ardues, et notamment au labour de grande profondeur, le défonçage. Cette division du travail est entretenue par les ouvriers français, qui « essayent de gêner l'accès des Espagnols à la pratique des techniques culturelles de la taille ou du greffage considérés comme un privilège des autochtones ». Cette hostilité est entretenue par le patronat qui peut ainsi faire pression sur les salaires. Emile Blanchard rapporte que « les Français protestent avec raison contre les trimards espagnols, les isolés, qui poussés par le besoin, s'embauchent à n'importe quel prix »⁴⁴. Logés dans le domaine⁴⁵, sous la coupe du régisseur ou du propriétaire, l'hébergement des immigrants espagnols et de leur famille est conditionné au contrat de travail, et sa rupture entraîne irrémédiablement l'obligation de déménager et compromet la continuité de la scolarité des enfants.

3. L'immigration italienne dans le Gard et l'Hérault

3.1 Une immigration majoritairement masculine, plutôt tournée vers les activités industrielles

En 1851, les Italiens constituent la deuxième colonie étrangère au niveau régional, soit une proportion tournant autour de la moyenne nationale, c'est-à-dire 16%. Les Italiens se situent donc après les Espagnols au niveau régional, après les Belges au niveau national.

C'est dans le Gard et l'Hérault que l'on rencontre le plus d'Italiens, avec des colonies d'environ 600 personnes, soit 30% de la population étrangère de chacun des départements. (La population étrangère qui se situe à des niveaux sensiblement identiques dans le Gard⁴⁶ et l'Hérault, (i.e autour de 2200 personnes). Dans le Gard, le développement de l'activité industrielle, à l'instar d'autres bassins industriels, est adossé à des renforts de main-d'œuvre étrangère, souvent d'origine italienne. En 1891, l'industrie emploie 52% de la colonie étrangère dans le Gard, notamment dans l'industrie textile (la sériculture dans les Cévennes) et surtout les mines de

⁴¹ LAURANS Maryvonne, *Etre Espagnol à Capestang*, in *L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc-Roussillon*, actes du colloque, 1994, pp.97-110.

⁴² Selon l'estimation de Maryvonne LAURANS, 8 des 28 ménages appartenant à la petite bourgeoisie d'origine espagnole, sont en 1906, des mariages mixtes. L'épouse est cependant rarement native de Capestang ou est une Gavache. LAURANS Maryvonne, *Etre Espagnol à Capestang*, *op. cit.*

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ BLANCHARD Emile, *La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture française*, thèse pour le doctorat de sciences économiques, Paris, Marcel Rivière, 1913, p.69, cité par NOIRIEL Gérard, *op. cit.*, p.142.

⁴⁵ Le Ramonet est, dans l'Hérault, un ouvrier agricole logé chez le patron.

⁴⁶ C'est dans le Gard que la diversité des nationalités est la plus importante. Plus de la moitié des étrangers n'est ni italienne, ni espagnole en 1851. La population étrangère du département compte en effet outre les 14,7% d'Espagnols et 28,7% d'Italiens, 9% de Suisses (soit 205 personnes), 5% d'Allemands (soit 111 personnes), 52 Polonais, ou 36 Belges. 829 personnes, soit 37% de la population étrangère du Gard, sont classées dans la catégorie « Autres étrangers ». Le département de l'Hérault compte, quant à lui, deux fois plus d'Espagnols (33,4%) que le Gard (14,7%), des Suisses (8%), des Allemands (6%), des Polonais (4%), et 16% d'« Autres d'étrangers ».

charbon, contre seulement 11,6% dans l'Aude, 14,9% dans les Pyrénées-orientales 17% dans l'Hérault et 34% en Lozère⁴⁷.

En 1911, les Italiens représentent en France près de 40% de la population étrangère totale, mais leur part, dans la population étrangère régionale, ne gagne que deux points à 18,2%. C'est dans le Gard que la progression des Italiens est la plus spectaculaire puisque leur part double en même temps que double la proportion d'étrangers dans la population départementale (mais reste en deçà des départements voisins du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône). Elle augmente également en Lozère, mais la population étrangère dans ce département reste peu significative (0,1%).

Durant le dernier tiers du XIX^e siècle, deux tiers des Italiens sont des hommes (on note un pic à 70,7% en 1881). Leur part progresse au tournant du siècle et se place légèrement en dessous de la moyenne régionale.

3.2 Les réseaux d'immigration des « migrants de la faim » italiens à Sète : le tournant de l'année 1873

En proie à une dépression agricole importante et à de récurrentes crises de subsistance, l'Italie fournit, entre 1878 et 1882, d'importants contingents de candidats à l'émigration, et bon nombre d'entre eux s'installent en France. L'Hérault constitue alors, en France, une destination privilégiée. L'historien Pierre Milza⁴⁸ note, qu'entre 1872 et 1891, la colonie italienne de l'Hérault voit ses effectifs multipliés par neuf. « *L'année 1873, note Magali Llopis, marque un tournant dans l'histoire des migrations sétoises* »⁴⁹. Les registres de naturalisation permettent d'établir la région d'origine des aspirants à la nationalité française. Les Italiens de Gaète puis de plusieurs communes du « Mezzogiorno » (Italie du Sud) succèdent notamment à l'émigration génoise dans le port languedocien. Plus tardivement, à l'extrême fin du XIX^e siècle, les Gaëtans sont rejoints par des contingents d'Italiens en provenance de Campanie et de Calabre, particulièrement de la ville de Cetara, vérifiant ainsi l'hypothèse d'une immigration par filière. Arrivant généralement seuls et sans attache, ils trouvent à s'embaucher comme journaliers, dans les métiers du port, comme portefaix, tonnelier ou charretier, avant de s'installer définitivement et de faire venir leur promise ou leur épouse. Les plus pauvres, c'est-à-dire les derniers arrivés, sont logés dans le Quartier Haut de la ville, dans des logements insalubres, au milieu d'un entrelacs de rues étroites, longtemps sans alimentation en eau ou en électricité, sans système d'évacuation des eaux usées. En 1888, la nationalité française devenant obligatoire pour exercer la pêche dans les eaux territoriales, nombreux sont les Italiens de Sète à opter pour la naturalisation, facilitée par la loi de 1889.

3.3 Un aperçu d'autres facettes de l'immigration régionale : les étudiants étrangers et les exhibitions ethnographiques

En l'absence de sources documentaires précises, nous ne pouvons que souligner l'attrait des étudiants étrangers pour le centre universitaire de Montpellier au début du XX^e siècle⁵⁰. 340 étudiants étrangers y ont été dénombrés en 1912, soit 27,6% des effectifs étrangers de la ville. Les Russes sont les plus nombreux (170), suivis des Bulgares (50), de quelques Allemands, Roumains, Grecs ou Perses. Les Italiens et les Espagnols qui composent la majorité des effectifs étrangers de la ville (respectivement 59% et 9%) sont absents de l'université.

Une autre forme de présence étrangère, au côté des terrassiers et journaliers espagnols ou Italiens et des étudiants est celle, temporaire et non dénombrée avec précision, liée aux villages ethnographiques. Dans la grande vague des salons et expositions industriels et économiques qui

⁴⁷ FORNAIRON José-Dominique, *op. cit.*

⁴⁸ MILZA Pierre, *Français et Italiens à la fin du XIX^e siècle, aux origines du rapprochement franco-italien de 1900 à 1902*, Ecole française de Rome, Rome, 1981, 1114p.

⁴⁹ LLOPIS Magali, Histoire d'une immigration : la colonie italienne de Sète (fin XIX^e-début XX^e siècle), *Bulletin de la société d'études historiques et scientifiques de Sète et sa région*, tomes XXVI, XXVII, et XXVIII, 2003, pp.117-130.

⁵⁰ Pour l'anecdote, le dirigeant communiste albanais Enver Hodja a, grâce à une bourse attribuée par le gouvernement albanais présidé par le roi Zog, étudié, sans grande assiduité et sans obtenir de diplôme, les sciences naturelles à l'université de Montpellier en 1930.

se développent à la fin du XIX^e siècle, des villages ethnologiques viennent divertir les visiteurs. Des exhibitions composées d'hommes, de femmes et d'enfants acheminés des colonies sont en effet organisées dans la région, à l'instar de nombreuses villes en France, dans le prolongement de l'exposition universelle de 1889. « *Bordeaux n'est pas la seule ville à accueillir des « zoos humains », Montpellier et Béziers ouvrent leurs villages noirs en 1899 (co-organisé avec Ferdinand Gravier et Jean Alfred Vigé) à la suite de celui de Perpignan* »⁵¹.

4. Conflits au travail entre Français et étrangers

4.1 Un phénomène ancien

Les conflits entre ouvriers étrangers et français, dont le point d'orgue est le pogrom des Italiens d'Aigues-Mortes, constituent un phénomène qui traverse le siècle. « *Ce milieu du XIX^e siècle, note l'historien Laurent Dornel, correspond à une période où « la présence d'étrangers pose un problème et cristallise un certain nombre de réactions sociales et/ou politiques. C'est une époque où la classe ouvrière s'enracine fortement dans la communauté nationale, mais aussi une époque de mutations institutionnelles* »⁵². En décembre 1849, la France se dote d'un arsenal juridique lui permettant d'éloigner les « *étrangers indésirables* » et revoit de façon restrictive les procédures de naturalisation.

Dans le Gard, l'embauche de main-d'œuvre étrangère permet de pallier le fort absentéisme des mineurs locaux, qui, pour la plupart d'origine paysanne, désertent la mine pour les travaux des champs à la belle saison. Mais, au milieu du XIX^e siècle, « *leur arrivée [de mineurs étrangers] produit souvent des heurts avec la population locale habituée à exploiter à tort et à travers mais sans contrainte* », (...) « *Belges et Piémontais, accusés d'enlever le travail aux mineurs gardois, sont temporairement chassés en 1848.* »⁵³.

Si deux pics de crises xénophobes sont enregistrés par les historiens entre 1846-1848 et 1873-1896, les heurts ne disparaissent pas, loin s'en faut, dans l'intervalle. En témoignent les rixes ayant opposé les ouvriers français et italiens sur les chantiers du chemin de fer en juin 1856 et mars 1868, dans le Gard et les agressions à Graissessac en 1867. D'autres conflits entre ouvriers français et étrangers ont été relevés à Beaucaire (Gard) en 1882 et dans l'agriculture⁵⁴. De même en 1894, à Estager, près de Perpignan, un ouvrier terrassier italien est pris à partie et battu à mort par quatre jeunes gens, à la sortie d'un bal, au seul motif que leur honneur était en jeu : « *il faut tenir son rang, au prix d'un engagement total.* »⁵⁵

Ces crises xénophobes résultent d'un enchevêtrement complexe de facteurs et de mobiles étroitement imbriqués, parmi lesquels la concurrence de la main-d'œuvre étrangère (durée du travail, salaires) orchestrée par le patronat joue un rôle important.

⁵¹ BLANCHARD Pascal, LOZERE Christelle, Le temps des colonies, in BLANCHARD Pascal (dir.), *Sud-ouest, porte des outre-mers*, Milan, Toulouse, 2006, p.23.

⁵² DORNEL Laurent, La France hostile. Histoire de la xénophobie en France au XIX^e siècle, *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2002-24, Varia, [En ligne], mis en ligne le 28 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/document405.html>, Consulté le 30 novembre 2007.

⁵³ SANTUCCI Marie-Renée, *op. cit.*

⁵⁴ Voir notamment le répertoire des sources (tome 2), la sous-série 10 M (main-d'œuvre) des archives départementales de l'Hérault.

⁵⁵ DORNEL Laurent, *La France hostile. Socio-histoire de la xénophobie (1870-1914)*, Hachette, Paris, 361p., p.82.

UNE HAINE ORDINAIRE

Extraits de Jean Tuffou⁵⁶ « Les Mineurs de Graissessac »

« (...) Il y a un certain nombre de Piémontais et depuis quelques temps beaucoup d'Espagnols. Ces derniers, qui pour la plupart, ont avec eux femmes et enfants qui mendient ou vivent du vagabondage, travaillent pour presque rien ; aussi, en font-ils pour le salaire qu'ils reçoivent, mais cela importe peu aux commis et aux chefs mineurs qui les embauchent, l'essentiel est pour eux, paraît-il, de trouver des ouvriers bon marché. Les ouvriers ont toujours travaillé environ 9 heures par jour, de 7 heures du matin à 4 heures du soir ; depuis quelques temps, il a été question de les faire travailler de 6 heures du matin à 6 heures du soir, sans augmentation de salaire. Les Espagnols et quelques Piémontais paraissent disposés à accepter ce surcroît de travail. »
1867, lettre du commissaire de Police au Préfet (15 novembre 1867), cité par Jean Tuffou.

« Ils ont fait publier par un individu qui a fait le tour de Graissessac, en criant que tout ouvrier espagnol ou piémontais qui se permettrait d'entrer dans les mines de Graissessac, avant 7 heures du matin, serait immédiatement massacré sur le terrier des mines. Ayant quitté le café, l'attroupement s'est dirigé du côté du contour et là, ils ont rencontré plusieurs ouvriers espagnols qu'ils ont poursuivis jusqu'au ruisseau du Clédou. »

La question de la présence étrangère sur le sol français est en réalité devenue un véritable enjeu politique en Languedoc-Roussillon comme au niveau national.

3.5 Le massacre d'Aigues-Mortes

Durant les deux dernières décennies du XIX^e siècle, la xénophobie ouvrière à l'égard des travailleurs étrangers s'intensifie. Dans les six zones géographiques que Laurent Dornel met en évidence comme étant sujettes à des troubles xénophobes durant la période 1870-1911, l'historien évoque entre autres « l'ensemble rhodanien et alpin (Loire, Rhône, Isère, Savoie et Haute-Savoie) et le midi méditerranéen (essentiellement les Bouches-du-Rhône) »⁵⁷ et désigne « des départements à l'est de la ligne Le-Havre-Paris-Lyon-Marseille, coupure traditionnelle entre la France rurale et la France industrielle ». Cette vague xénophobe de la fin du XIX^e siècle, note, quant à lui, Emile Temine, a secoué « tout le sud-est, sur les chantiers, dans les ports et parfois moins souvent aux portes des usines, les ouvriers, le plus souvent au moment de l'embauche », soulignant notamment la continuité entre les « vèpres marseillaises » de 1881⁵⁸ et le massacre d'Aigues-Mortes dans les salins du Gard en 1893.

Aigues-Mortes est un village gardois dont l'histoire est intimement liée à celles des marais salants. Depuis le milieu du XIX^e siècle, la « Compagnie des Salins du Midi » (CSM) détient le quasi-monopole de leur exploitation. La haute saison de la récolte du sel, au mois d'août⁵⁹, entraîne un surcroît d'activité qui nécessite des effectifs de main-d'œuvre complémentaires. La CSM recrute ainsi des journaliers italiens et des trimardeurs⁶⁰ qui affluent vers les Salins avant de trouver

⁵⁶ TUFFOU Jean, *Les mineurs de Graissessac*, annale du milieu rural, FNFR, n°2, 1981, 72p.

⁵⁷ DORNEL Laurent, *La France hostile. Socio-histoire de la xénophobie (1870-1914)*, op. cit.

⁵⁸ Cette expression désigne les graves incidents à caractère nationaliste qui ont opposé Français et Italiens à Marseille en juin 1881 et qui se sont conclus par la mort de plusieurs personnes. La citation est extraite de la préface de l'ouvrage d'Enzo Barnaba écrite par Emile Temine. (vérif.)

⁵⁹ Durant l'année, l'entretien des 2000 hectares de salins ne nécessite pas de gros effectifs de main-d'œuvre, quelques dizaines de personnes tout au plus.

⁶⁰ Les trimardeurs (ou trimards) sont, des vagabonds, des personnes en situation d'exclusion qui se déplacent de chantier en chantier, à la recherche d'une embauche, qui leur fournira des moyens de subsistance temporaires. Assimilés « aux classes dangereuses » parce qu'appartenant « aux classes laborieuses », selon l'expression de Louis Chevalier, les trimardeurs, privés du droit de vote par Adolphe Thiers, sont des victimes des mutations économiques, notamment de la « Grande Dépression » qui sévit dès les années 1875.

s'embaucher ensuite pour les vendanges dans la région. Ainsi, durant l'été à Aigues-Mortes, il se constitue une population flottante de plusieurs milliers âmes dont la présence n'est d'ailleurs pas sans inquiéter la population et les pouvoirs publics locaux, qui ont l'habitude de dépêcher, chaque année, une brigade de gendarmes supplémentaire. Et il n'est pas rare que des échauffourées éclatent entre ouvriers du même corps de métiers et que des rixes opposent des travailleurs français et étrangers. C'est d'ailleurs ce qui se passe dans un premier temps durant la journée du 16 août 1893 à Aigues-Mortes⁶¹.

Ce 16 août, durant la phase de battage du sel⁶², aux salins de Gaujuze, à Peccais, sur la commune d'Aigues-Mortes, une provocation répondant à une autre, des bagarres éclatent, et l'intervention des forces de l'ordre calme un temps les esprits. Le juge de paix Hugoux, accompagné de trois gendarmes raconte : « *Je m'avançai, j'adressai des conseils de modération, je leur représentai combien il était insensé de s'entretuer entre ouvriers qui ont également besoin de gagner leur vie. Ces paroles les calmèrent, les bâtons s'abaissèrent, le cercle des Italiens s'élargit. « Viva la legge ! » crièrent plusieurs voix. Mes amis, m'écriai-je, si vous promettez d'être sages, je vais vous faire rendre le prisonnier. Et je fis ouvrir la porte à Giordano*⁶³ ».

Le retour au calme n'est qu'apparent. La rumeur, fausse, selon laquelle des ouvriers français ont perdu la vie dans les échauffourées et le désir de revanche enflent en quelques heures à dans le village. Malgré le déploiement en urgence de forces de l'ordre supplémentaires sur les lieux, la foule se déchaîne durant la nuit contre les Italiens. Le Préfet, arrivé au petit matin, appelle à la modération, et promet le remplacement des ouvriers italiens par des ouvriers français. En vain. Les scènes de violence et de barbarie se multiplient. « *Le 17 au soir, notent Marianne Amar et Pierre Milza, l'agitation a complètement cessé à Aigues-Mortes* »⁶⁴. Malgré l'interposition des soldats et des gendarmes, neuf italiens ont été massacrés par une foule armée de gourdins et de pioches durant la journée du 17 août. Le quotidien britannique *The Times*, annonce quant à lui un bilan nettement plus lourd, cinquante morts et cent cinquante blessés.

Les conflits au travail entre ouvriers français et étrangers au XIX^e siècle sont, selon Gérard Noiriel, les marques d'un processus d'intégration nationale en cours, dont l'achèvement se traduit par le pogrom des Italiens d'Aigues-Mortes de 1893. « *Alors qu'auparavant, seuls les ouvriers de l'artisanat urbain et les frontaliers pouvaient nommer leur révolte en puisant dans le lexique national, désormais celui-ci s'impose dans toutes les couches de la population. Nous sommes à un moment où les violences traditionnelles du monde rural se conjuguent avec des protestations de type moderne. Les ouvriers reprennent à leur compte les slogans hostiles aux étrangers, pensant que c'est la meilleure façon de convaincre le pouvoir républicain du bien-fondé de leurs revendications.* »⁶⁵ A Aigues-Mortes, le contexte de rivalités anciennes entre ouvriers français et étrangers et de mobiles de vengeance et d'honneur à restaurer a incontestablement joué un rôle dans le déclenchement et le degré de barbarie atteint. Enfin, « *le poids des stéréotypes sur l'Italie et les Italiens joue également un rôle dans le massacre. La lâcheté, le cliché de l'Italien poignardeur, la figure du sournois ou du surineur constituent, selon Enzo Barnaba, un catalogue*

⁶¹ Pour une chronologie des faits, voir CUBERO José, *Nationalistes et étrangers : le massacre d'Aigues-Mortes*, Imago, Paris, 1996, 252p.

⁶² La récolte du sel se fait en deux étapes, le battage et le levage.

- Le battage consiste à casser la croûte de sel pour en constituer des tas ; cette opération doit être faite rapidement de façon à éviter les intempéries qui causeraient des dommages et nécessite à Aigues-Mortes l'emploi de 900 à 1200 hommes.

- Le levage consiste à porter de lourdes brouettes chargées de sel vers la camelle, c'est-à-dire le stock de sel à base rectangulaire et à coupe triangulaire en cours de constitution. C'est l'opération la plus pénible puisque à mesure que la camelle s'élève, l'inclinaison est plus forte. Le recrutement pour le battage se fait directement par la Compagnie qui verse une paie quotidienne tandis qu'elle fait appel pour le levage à des chefs de brigade, « chef de bricole » ou « chef de cole » pour constituer des équipes. Ceux-ci forment des brigades, bien souvent sur une base nationale, et prennent en charge le paiement des salaires, l'achat des repas et des boissons...

⁶³ Giovanni Giordano, jeune homme d'une vingtaine d'année, originaire de Vernante, est l'un des leaders du groupe des Italiens.

⁶⁴ AMAR Marianne, MILZA Pierre, *L'immigration en France au XX^e siècle*, Armand Colin, Paris, 1990, p.32.

⁶⁵ NOIRIEL Gérard, *Immigration, antisémitisme et racisme, (XIX^e-XX^e siècle)*, Fayard, Paris, 718p.

des préjugés chauvins, qui, outre le fait qu'il met en évidence l'idéologie dominante dans la France de ces années-là, montre tout son potentiel raciste à l'occasion de l'Affaire Dreyfus qui éclate un an après les faits d'Aigues-Mortes ». ⁶⁶ Si l'argument de la mise en concurrence entre ouvriers français et étrangers est avancé pour expliquer le massacre d'Aigues-Mortes, il n'est bien sûr pas le seul. Selon Pierre Milza, « le drame des Italiens des années 1890, c'est que le jugement porté sur eux, coïncide avec la poussée nationaliste de la fin du siècle et avec la phase aiguë de la brouille franco-italienne » ⁶⁷, faisant notamment référence aux rapports exécrables qu'ont entretenus les deux pays durant la décennie 1880, l'Italie ayant signé en 1882 et 1887 des traités d'alliance avec l'Autriche et l'Allemagne. L'éventualité d'une guerre est régulièrement évoquée dans des campagnes de presse d'une rare violence en Italie et en France. Le procès des principaux responsables du massacre n'apaise qu'un temps les tensions entre les deux pays puisqu'une nouvelle vague d'agitation anti-française naît de l'acquittement des inculpés.

II. LE LANGUEDOC-ROUSSILLON : POLE NATIONAL DE L'IMMIGRATION (1911-1938)

La France est, au lendemain de la Première guerre mondiale, « le point de mire des Européens à la recherche de travail et/ou fuyant les persécutions » ⁶⁸. Dans ce contexte, et face à la grave crise démographique qui secoue le Languedoc-Roussillon, la région devient rapidement un des pôles nationaux d'immigration. A partir des années 1930 néanmoins, la crise économique, sociale et politique mais aussi morale qui secoue le pays prend les étrangers pour cible. Les Espagnols et les Italiens, majoritairement employés dans le secteur agricole sont les plus nombreux. Dans une moindre mesure, la venue de Polonais, de Tchèques ou de travailleurs indigènes est organisée par les pouvoirs publics et le patronat en vue de pallier la pénurie de main-d'œuvre dans les mines du Gard.

1. Le Languedoc-Roussillon, région d'attraction pour les immigrés

1.1 L'immigration de masse comme réponse à la crise démographique (1911-1931)

Durant cette période, la part des étrangers en Languedoc-Roussillon augmente plus vite que dans le reste du territoire national. Entre 1911 et 1921, la part de la population étrangère en Languedoc-Roussillon double, passant de 3 à 7,6 % de la population régionale totale, et se situe largement au-dessus de la moyenne nationale (3,9%). La présence étrangère (+67800 personnes entre 1911 et 1921) compense en partie la baisse de la population régionale (-25200 habitants).

Dans les années 1920 et 1930, la proportion d'étrangers est supérieure à trois points entre l'échelon régional et national. Un pic est atteint en 1931 où plus de 10% de la population régionale est étrangère. En 20 ans, la population étrangère a plus que triplé faisant du Languedoc-Roussillon un véritable pôle national de l'immigration.

Les moyennes régionales masquent de fortes singularités au niveau départemental dans l'ampleur et les rythmes de progression du nombre d'étrangers. Le constat établi pour la Lozère entre 1851 et 1911 reste valable pour le premier tiers du XX^e siècle. Le département continue de se vider de ses habitants (-21446 habitants entre 1911 et 1931) et la part des étrangers ne dépasse pas les 1% de la population totale. L'Aude et l'Hérault se placent autour de la moyenne nationale en 1911, i.e autour de 3%.

La Première guerre mondiale marque un tournant important puisque la population étrangère double dans tous les départements du Languedoc-Roussillon. La progression se poursuit durant la période intercensitaire entre 1921 et 1926. L'Aude, les Pyrénées-orientales et l'Hérault comptent

⁶⁶ BARNABA Enzo, *op. cit.*, p.106.

⁶⁷ MILZA, Pierre, Le racisme anti-italien en France. La «tuerie d'Aigues-Mortes» (1893), *L'Histoire*, n°10, mars 1979, pp.23-31.

⁶⁸ BLANC-CHALEARD Marie-Claude, *Histoire de l'immigration*, La découverte, Repères, Paris, 2001, 121p., p.26.

en 1931 un taux d'étrangers à deux chiffres, soit plus du double de la moyenne nationale. Elle atteint même 12% dans l'Hérault et les Pyrénées-orientales. La progression de la part d'étrangers est spectaculaire dans le Gard puisqu'elle est multipliée par six entre 1911 et 1931.

Tableau 2. Evolution de la population étrangère 1911-1931.

	AUDE			GARD			HERAULT			LOZERE			PYRENEES-ORIENTALES			LANGUEDOC-ROUSSILLON		
	FR.	E	%	FR	E	%	FR	E.	%	FR	E	%	FR.	E	%	FR.	E	%
1911	288719	9447	3,2	403096	4893	1,2	460085	18095	3,8	117210	91	0,1	198400	13337	6,3	1467510	45863	3
1921	264398	21289	7,5	380480	12989	3,3	440451	47282	9,7	104185	156	0,1	184820	32006	14,8	1374434	113722	7,6
1926	259613	28267	9,8	377481	22934	5,7	445422	52941	10,6	99777	239	0,2	198094	30716	13,4	1380387	135097	8,9
1931	251477	36129	12,6	371939	32020	7,9	451004	62171	12,1	95764	646	0,7	207565	28247	12,0	1377749	159213	10,4

Sources : Statistique générale de la France

1.2 Phénomène croisé d'émigration et d'immigration : le cas d'Anduze (Gard)

Le Languedoc-Roussillon présente la caractéristique d'être, à la fois jusqu'à la veille de la Première guerre mondiale, une région de départ (mouvements de la montagne vers la plaine, de la bordure cévenole vers le littoral, départs vers Paris, ou l'Algérie) et une région d'arrivée. Mais « *la guerre a tari brutalement et durablement le réservoir de main-d'œuvre où traditionnellement s'alimentaient la plaine et les villes du Bas-Languedoc : les départements montagneux et pauvres du sud du Massif central privés comme tous les autres de leurs forces vives n'ont plus pu envoyer leur surplus de main-d'œuvre* »⁶⁹.

Alain Rouquette souligne, à propos d'Anduze, dans une étude consacrée aux mouvements migratoires régionaux, que si le développement des industries manufacturières (chapellerie, puis filatures) a entraîné l'arrivée de « migrants » de départements limitrophes du Gard dans le dernier quart du XIX^e siècle, leur déclin, au début du XX^e siècle, n'a pas entièrement freiné l'arrivée de populations nouvelles, malgré un solde migratoire globalement négatif (la population décroît de moitié entre 1876 et 1921, passant de 5110 à 2585). Autrement dit, malgré l'émigration massive des Anduziens, « *entre les deux guerres, on immigré toujours à Anduze. Mais plus souvent que de jeunes ruraux en quête de travail, les nouveaux venus sont des étrangers (Latins chassés de leur pays par la misère ou la persécution politique), ou des gens du troisième âge (d'origine locale ou extra-locale) attirés par une bourgade au climat et au site agréable, où il est facile de trouver pour une somme modique, appartement ou pavillon* »⁷⁰.

1.3 Le reflux des étrangers dans un contexte de crise

La crise économique des années 30 qui secoue la France n'épargne pas le Languedoc-Roussillon. « *L'aggravation des difficultés économiques, la montée du chômage, la stagnation ou la baisse du niveau de vie engendrent un mécontentement de plus en plus affirmé. Ceux qui perdent leur emploi ou subissent la concurrence sous ses diverses formes, toutes les victimes de la crise veulent comprendre la situation et en connaître les responsables. Dans cette recherche inquiète, les immigrés sont généralement les premiers désignés* »⁷¹.

Le nombre d'étrangers baisse en effectifs (cf. tableau) dans la région entre 1931 et 1936. La part des étrangers dans la population régionale diminue également, passant de 10,4% à 8,6%.

Le reflux des d'étrangers en Languedoc-Roussillon dans les années 30 est de 19% mais la moyenne régionale masque de fortes disparités départementales. Dans le Gard et l'Hérault, la baisse du nombre d'étrangers est supérieure à 20%. Les Pyrénées-orientales, qui résistent mieux à la crise, voient les effectifs étrangers baisser de façon plus modérée (-8,4%). C'est en Lozère que la baisse est la plus marquée avec 34,7% d'étrangers en moins entre 1931 et 1936. Mais c'est certainement là aussi que la baisse est la plus faible en effectifs (225 étrangers de moins), compte-tenu de la faible part des étrangers dans la population départementale.

Tableau 3. Evolution des effectifs étrangers 1931-1936

	AUDE	GARD	HERAULT	LOZERE	PYRENEES-ORIENTALES	LANGUEDOC-ROUSSILLON	FRANCE ENTIERE
1931	36129	32020	62171	646	28247	159213	2714697
1936	31474	24651	46759	422	25882	129088	2198236
Evolution en %	-12,8	-23	-24,7	-34,6	-8,4	-18,9	-19

Sources : Recensements généraux de population

⁶⁹ MAURIN Jules, Les étrangers en Languedoc-Roussillon au XX^e siècle, *Bulletin de la société languedocienne de géographie*, vol. 3-4, 1988, pp.153-175.

⁷⁰ ROUQUETTE Alain, Migrations à l'ère industrielle en Basses-Cévennes et en Gardonnenque, l'exemple d'Anduze, sous la Troisième et la Quatrième République, *Rencontres gardoises*, s.d, n°6, pp.35-40.

⁷¹ SCHOR Ralph, *Français et immigrés en temps de crise*, (1930-1980), L'Harmattan, Paris, 2004, 242p.

Cette baisse peut s'expliquer par les effets de l'établissement de quotas de travailleurs étrangers dans les différentes branches de l'industrie et des services à partir de 1932, de l'augmentation du nombre de naturalisation⁷² (qui fait baisser mécaniquement les chiffres des étrangers) et peut-être des retours au pays.

Le nombre d'étrangers accédant à la nationalité française connaît une nette progression au niveau national, de 248000 en 1926 à 361000 en 1936. Au niveau régional, le nombre de naturalisations passe de 8 400 en 1926, à 16 000 en 1931 et à près de 25 000 personnes en 1936, soit une progression de près de 300% en quinze ans.

Dans la mesure où la baisse des effectifs étrangers concerne surtout les Espagnols (-20000), on peut poser l'hypothèse que cette diminution traduit aussi en partie le reflet de la politique incitative de retour mise en place par le gouvernement républicain. Celui-ci, en établissant en 1931 un salaire minimum, la limitation de la durée journalière du travail à huit heures, en votant une réforme agraire en 1932 visant à exproprier de grands propriétaires terriens, a encouragé le retour au pays d'Espagnols, notamment des chômeurs.

Aux mesures de limitation de la main-d'œuvre étrangère du début des années 1930 succèdent à partir de 1938, les lois contre les étrangers « indésirables », autant de dispositions législatives, appliquées en Languedoc-Roussillon comme dans le reste de la France, qui ont conduit à l'exacerbation de la xénophobie et à l'exclusion des étrangers.

1.4 Une main-d'œuvre à dominante agricole

Les étrangers représentent environ 8% des actifs au niveau régional au début des années 1920, soit près du double de la moyenne nationale. Les départements de la Lozère et du Gard sont en dessous de la moyenne régionale (respectivement 0,1% et 3,6%) alors que les départements viticoles sont au-dessus (l'Aude et l'Hérault sont autour de 13%, les Pyrénées-orientales à 16,5%).

En 1926, dans tous les départements de la région, à l'exception du Gard, les étrangers actifs sont majoritairement employés dans l'agriculture et les métiers de la forêt. Ce secteur les emploie dans des proportions plus grandes que l'ensemble des actifs du département considéré, dans l'Aude (67% contre 62%) et dans l'Hérault, (56,8% contre 47,6%). Dans les Pyrénées-orientales, les étrangers ne sont pas uniquement employés dans le secteur viticole, mais également à la culture des fruits dans les zones de moyenne montagne. Dans le Gard, les étrangers sont employés pour 25% d'entre eux dans l'agriculture, contre 41% de l'ensemble des actifs.

L'activité est plus faible chez les femmes étrangères que chez les Françaises (à l'exception de la Lozère qui compte 18 femmes actives pour 48 hommes). Elle se situe autour de 30% chez les femmes françaises (le Languedoc-Roussillon se situe dans la moyenne nationale), contre 14% dans le Gard, 21,4% pour l'Hérault, 22,8% dans les Pyrénées-orientales, et 25% dans l'Aude pour les femmes de nationalité étrangère.

En 1934, les industries de transformation constituent le second secteur d'activité des étrangers après l'agriculture pour l'Aude, l'Hérault et les Pyrénées-orientales, après les industries extractives pour le Gard. 30,1% des étrangers actifs travaillent dans le secteur industriel dans le Gard, 26,5% dans les Pyrénées-orientales, 23,6% dans l'Hérault, 19% dans l'Aude, 35 des 87 étrangers actifs dénombrés en Lozère.

En matière industrielle, dans les Pyrénées-orientales, la proportion des étrangers employés dans l'industrie s'élève, en 1934, à 32%. Il s'agit essentiellement de petites industries d'origine traditionnelle (de bouchons de liège (au Boulou et à Port-Vendres) ou d'espadrilles, ainsi des fabriques dans les secteurs de « bois et meubles » ou « textile et vêtements ».)

8% des effectifs étrangers travaillent dans des industries d'extraction dans les Pyrénées-orientales (essentiellement dans la mine de plomb argentifère de Lamanère). Dans le Gard, ce taux d'élève à 37% des étrangers actifs.

⁷² Sur la loi de 1927 sur la naturalisation, voir Patrick Weil, *op. cit.*

Globalement, les étrangers actifs sont peu employés dans le commerce et la banque. Dans le Gard, 4% des étrangers sont « commerçants »⁷³ ou exercent un métier lié au secteur bancaire contre 9,5% de l'ensemble des actifs par exemple. En Languedoc-Roussillon, peu d'actifs étrangers exercent une profession libérale.

Les femmes étrangères travaillent majoritairement dans l'agriculture (48% des femmes actives dans les Pyrénées-orientales, 55% dans l'Hérault), même si elles ne représentent que 3,4% des actifs de l'agriculture dans les Pyrénées-orientales, et 2,9% dans l'Hérault. Elles occupent dans l'Hérault 10% des emplois domestiques ou liés aux soins personnels, alors même que seulement 1% des actifs étrangers travaille dans ce secteur dans l'Hérault. De la même manière, elles sont trois fois plus nombreuses que leurs homologues masculins à travailler dans ce secteur dans les Pyrénées-orientales.

2. Nouvelles vagues d'immigration européenne

2.1 Plus de 8 étrangers sur 10 de nationalité espagnole

Au niveau national, les Espagnols représentent 10,1% des étrangers en 1911 et 16,6% dix ans plus tard. En Languedoc-Roussillon, les Espagnols représentent 76,1% des étrangers en 1911 et 84,7% en 1921. Les effectifs triplent tant au niveau national⁷⁴, passant de 105000 à 313000 individus, qu'au niveau régional passant de 35000 à 96000 durant la période. La croissance de la part des Espagnols dans la population étrangère est particulièrement marquée dans le Gard et l'Hérault, puisque la part respective des Espagnols dans ces départements passe de 24,5% en 1911 à 47,2% en 1921, et de 69,1% en 1911 à 84% en 1921. En terme d'effectifs, la colonie espagnole compte plus de 51000 ressortissants dans l'Hérault. La part des Espagnols reste stable dans l'Aude, autour de 91% et 94% de la population étrangère totale, (mais les marges de progression sont faibles à ce niveau), et en Lozère où entre 25 et 28% des étrangers sont de nationalité espagnole (sur des effectifs très faibles). Dans les années 1920, la part des Espagnols diminue, tant au niveau régional que national. Cette baisse va se poursuivre dans les années 1930.

La neutralité de l'Espagne pendant le premier conflit mondial place ses candidats à l'immigration en bonne place pour pallier le manque de bras (d'autant plus que les migrants du Massif central et des Cévennes, moins nombreux, se dirigent vers les centres urbains plutôt que vers le midi viticole). L'attraction est forte, et les motifs de départs nombreux pour les candidats espagnols à l'immigration : *« La guerre de Cuba, la guerre du Maroc, la dictature, les événements de Catalogne ont provoqué une émigration intense. L'état social et économique de notre voisine, la vaste étendue de terrains arides ou cultivés sont autant d'autres influences répulsives qui se conjuguent avec les influences attractives du Roussillon. Ici, en effet, la richesse du sol, l'extension des cultures lucratives, le désir et la facilité d'une vie confortable, - d'autre part l'impérieuse nécessité d'une main-d'œuvre abondante, propre au travail de la vigne et aux cultures maraîchères ainsi qu'aux nombreuses entreprises en pleine croissance [Perpignan] voilà brièvement indiquées les causes essentielles de l'afflux des étrangers »*⁷⁵.

⁷³ Les statistiques ne nous permettent pas de déterminer la position hiérarchique des étrangers dans les commerces (employés ou patrons).

⁷⁴ *« Alors qu'en banlieue parisienne, note Natacha Lillo, près de trois quarts des actifs espagnols travaillaient comme journaliers ou manœuvres dans l'industrie métallurgique et chimique occupant les emplois les plus pénibles et les plus mal rémunérés, et qu'à Bordeaux nombre d'entre eux trouvèrent à s'embaucher comme dockers (...), dans le Languedoc-Roussillon, ils formaient les gros bataillons du prolétariat agricole, assignés aux travaux dont les locaux ne voulaient plus ».* Natacha LILLO, *op. cit.*

⁷⁵ AZEAU Jean, Les étrangers dans les départements des Pyrénées-orientales, *Bulletin de la société languedocienne de géographie*, vol. 7, mars 1936, pp.16-30. cité par LILLO Natacha, L'immigration espagnole en France dans l'entre-deux guerres à travers l'exemple du Languedoc-Roussillon, *Exils et Migrations ibériques*, n°2 (nouvelle série), Printemps 2007.

L'entrée en France se fait selon plusieurs modalités : des candidats au départ passent la frontière clandestinement mais se retrouvent à la merci d'employeurs peu scrupuleux quant aux salaires et aux conditions de travail ; des patrons se rendent en Espagne pour y recruter directement la main-d'œuvre ; enfin, l'embauche passe par le biais des bureaux de l'Office National de la Main-d'œuvre agricole ouverts à l'initiative du ministère de l'agriculture dès 1915, notamment à Sète dans l'Hérault et à Cerbère dans les Pyrénées-orientales⁷⁶. Georges Mauco note que « ces bureaux recevaient les immigrants qui se présentaient, les vaccinaient, les photographiaient, leur donnaient une carte d'identité et les plaçaient. Le salaire était fixé à 400 francs par an, logé et nourri et 765 francs non nourri. Les ouvriers bénéficiaient du demi-tarif en chemin de fer. Près de 100000 Espagnols vinrent ainsi travailler dans l'agriculture française pendant la guerre⁷⁷ ».

2.2 Une présence italienne renforcée : le cas de Lauragais audois

En Languedoc-Roussillon, la seconde nationalité étrangère présente en France est, tout comme en 1921, les Italiens. Ils constituent en France la première colonie étrangère avec 800000 ressortissants, les Espagnols se plaçant en troisième position derrière les Polonais. Le nombre d'Italiens fait plus que doubler entre 1911 et 1931, passant de 8342 à 19862. (Leur part relative dans la population étrangère régionale évolue en revanche peu (9,1% en 1921, 12,5% en 1931.) Encore relativement peu nombreuse dans l'Aude au sortir de la guerre, la présence italienne s'accroît tout au long de l'entre-deux guerres. La colonie italienne y est multipliée par 7 entre 1911 et 1931, passant de 624 à 4327, puis par 1,5 entre 1931 et 1936, soit 6346 personnes). L'afflux de Transalpins, encouragées par les autorités locales, bénéficie en fait à tout le grand Sud-ouest, à l'Aude et notamment au Lauragais audois. En effet, l'immigration transalpine apparaît comme la dernière planche de salut avant l'abandon définitif des terres agricoles désertées (du fait du déficit démographique lié à la Première guerre mondiale, à l'exode rural,...) Ainsi les offices et comités locaux et régionaux de main-d'œuvre agricole se structurent-ils en vue de recruter une main-d'œuvre italienne en quête d'expatriation. Au recrutement organisé et planifié des travailleurs s'ajoutent nombre de migrants clandestins. Les moyennes départementales masquent des contrastes importants à l'échelon cantonal. En effet, les Italiens ne représentent que 5% de la population étrangère dans l'arrondissement de Narbonne, mais sont plus nombreux que les Espagnols dans celui de Castelnaudary, tandis qu'à Limoux, les Italiens se situent dans la moyenne départementale.

La composition sociologique de la colonie italienne montre que l'on a affaire à une paysannerie pauvre, qui trouve majoritairement à s'employer dans les fermes et les domaines agricoles, et, dans une moindre mesure, dans le travail forestier et saisonnier. Un certain nombre d'Italiens s'orientent enfin, à Toulouse ou à Narbonne, vers les métiers du bâtiment⁷⁸. Dans le contexte de crise des années 30, ceux-ci se trouvent en proie à l'hostilité de leurs confrères français. Si la majorité des immigrés Italiens est « silencieuse, apolitique en apparence, ou tout au moins dégagée de l'expression publique d'un quelconque positionnement »⁷⁹, le régime mussolinien n'en déploie pas moins des relais de propagande dans le département via les structures consulaires. En face, divers mouvements antifascistes s'organisent, des socialistes réformistes aux communistes ainsi qu'à la CGT.

2.3 Les Polonais dans le Gard : une immigration organisée

Après la Première guerre mondiale, le gouvernement, encouragé par le patronat, poursuit sa politique de convention avec les pays d'émigration potentielle : la Pologne (3 septembre 1919), l'Italie (30 septembre 1919) et la Tchécoslovaquie (le 20 mars). Pour ce qui est de l'immigration

⁷⁶ Ainsi qu'à Fos (Haute Garonne) et à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) la même année, à Marseille (Bouches-du-Rhône), à Arreau (Hautes Pyrénées) et à Bordeaux (Gironde) l'année suivante.

⁷⁷ Georges MAUCO, *Les étrangers en France, leur rôle dans l'activité économique*, Armand Colin, Paris, 1933, 195p., cité par Natacha LILLO, *op. cit.*

⁷⁸ TEULIERES Laure, Une présence méconnue : les immigrés italiens dans l'Aude durant l'entre-deux guerres, *Bulletin de la société scientifique d'études de l'Aude*, tome XCVIII, 1998, pp.151-157.

⁷⁹ TEULIERES Laure, Une présence méconnue : les immigrés italiens dans l'Aude durant l'entre-deux guerres, *op. cit.*

polonaise, Philippe Rygiel note que « les conventions signées avec plusieurs pays fournisseurs permettent d'implanter des centres de recrutement à l'étranger, qui mènent d'actives campagnes d'information et sélectionnent sur place les candidats au départ. Pour des raisons qui tiennent à la désastreuse situation économique, que connaît ce pays après guerre, et aux liens étroits qu'entretiennent Paris et Varsovie, capitale d'un pays que, côté français, on considère à la fois comme un rempart contre le bolchevisme et un possible allié de revers lors du prochain conflit franco-allemand, la Pologne fournit la masse des nouveaux entrants, plus de 500 000 Polonais sont recensés en France en 1931 alors qu'ils étaient moins de 50 000 en 1921. Plusieurs centres de recrutement sont implantés sur le territoire polonais. Les candidats à l'émigration, jugés les plus aptes au travail agricole, ou capables de devenir des manœuvres vigoureux, y sont pourvus d'un contrat de travail qui les lie pour un an à une entreprise française, ou à un fermier. »⁸⁰

Tableau 4. Evolution des effectifs polonais (1921-1936)

	1921	1926	1931	1936
Aude	4	12	276	463
Gard	686	1815	3474	3226
Hérault	39	151	513	545
Lozère	0	3	92	52
Pyrénées-orientales	5	11	22	57
Languedoc-Roussillon	729	1992	4377	4343

Sources : Statistiques générales de la France.

Lors du recensement de 1921, le Languedoc-Roussillon compte 729 Polonais dont 686 uniquement dans le Gard, soit 5,3% de la population étrangère du département. Cinq ans plus tard, les effectifs ont plus que doublé dans la région mais la hausse bénéficie en fait essentiellement au Gard où les Polonais représentent 7,9% de la population étrangère (+1129). En 1931, 80% des 4377 Polonais de la région résident dans le Gard, 11% dans l'Hérault, le reste dans les trois autres départements. Il est à noter que les Polonais, avec 92 ressortissants, représentent, à cette date, plus de 14% des effectifs étrangers en Lozère. Enfin, en 1936, les effectifs polonais sont stables par rapport à 1931.

3. Diversité des trajectoires sociales des Espagnols

3.1 La figure méprisée du travailleur espagnol

Même si la composition sociologique de la communauté espagnole dans la région est diverse, l'Espagnol incarne la figure du pauvre, « le mort de gana (mort de faim), qui se nourrit de hareng (la côtelette du pauvre), «de pain et d'oignons », appartient à un sous-prolétariat misérable et méprisé. L'Espagnol passe pour être un être inférieur. Le terme lui-même devient une injure »⁸¹, selon Raymond Sala et Alain Tarrius, dans leurs travaux sur l'hispanophobie rampante depuis le XIX^e siècle.

Selon les estimations de Javier Rubio, l'analphabétisme touche autour de 33% des Espagnols en 1936, soit deux fois plus que la population étrangère dans son ensemble, d'ailleurs, « parmi les nationalités qui constituent les grandes colonies de travailleurs étrangers, [ils jouissent] sans doute de l'opinion la moins favorable »⁸².

A partir de 1929, le secteur viticole, qui emploie de nombreux Espagnols, est en crise de surproduction et les cours du vin s'effondrent. En 1931, le « statut de la viticulture » est édicté

⁸⁰ RYGIEL Philippe, *Le temps des migrations blanches, Migrer en Occident (1850-1950)*, Aux lieux d'être, Paris, 2007.

⁸¹ SALA Raymond, TARRIUS Alain, *op. cit.*

⁸² RUBIO Javier, La population espagnole en France : flux et permanences, in MILZA Pierre et PESCHANSKI Denis, *Exils et migrations. Italiens et Espagnols en France*, 1938, 1946, L'Harmattan, Paris, 1994, p. 39.

dans le but de freiner la production, mais à la mévente s'ajoutent les effets de la concurrence du vin algérien et d'un autre fléau, le mildiou⁸³. Les propriétaires viticoles, à court de capitaux de réserve, font pression sur les salaires⁸⁴. En réponse, une grève « dure » éclate en 1933, pour protester contre l'embauche de marchands d'hommes qui se rendent en Espagne pour recruter alors que le village compte de nombreux chômeurs. Les services de la main-d'œuvre des Pyrénées-orientales et de l'Hérault reçoivent également des lettres de dénonciation d'employeurs suspectés de ne pas respecter les quotas d'Espagnols dans de nombreux secteurs où ils sont employés comme la boulangerie ou l'hôtellerie-restauration. C'est dans ce contexte que se généralise l'expression « Espagnols de merde »⁸⁵. Malgré les divers « *tableaux idylliques* » dressés par diverses sources, « *quant à la bonne intégration des immigrés espagnols, dans l'Hérault et les Pyrénées-orientales, ceux-ci sont les premiers désignés comme les boucs émissaires par l'opinion, ce dont témoignent de nombreuses lettres et pétitions retrouvées dans les archives des services de main-d'œuvre étrangère de ces départements* »⁸⁶.

3.2 Un exemple de structuration de la communauté immigrée : le Centro español de Perpignan

La figure de l'immigré espagnol ne peut-être réduite au seul prolétaire famélique car une classe de notables locaux se constitue durant cette période. En effet, comme le note Natacha Lillo, « *en Languedoc-Roussillon, le fait que l'immigration espagnole ait été bien plus ancienne et plus dense que dans d'autres espaces, en région parisienne par exemple, permet une nette ascension sociale, notamment grâce aux réseaux migratoires familiaux ou villageois établis depuis les années 1870-1880, voire plus tôt, qui aidaient les derniers arrivés à trouver un emploi et un logement puis à obtenir les papiers nécessaires pour être en règle vis-à-vis des autorités françaises. En 1933, Georges Mauco faisait ainsi référence aux Espagnols enrichis dans le commerce et qui possèdent presque toutes les grandes épiceries de Béziers, d'importants bazars, des salons de coiffures, des cafés.* »⁸⁷

Les immigrés espagnols enrichis créent des sociétés de secours mutuels à Béziers, Montpellier et Perpignan⁸⁸. La *colonia española* de Perpignan créée en 1888, sous la présidence de Martin Angli, est la première. Elle fusionne en 1920 avec deux autres associations, *La Union Iberica* et *La Paloma* et prend le nom de *Centro español*. Outre les activités mutualistes, elle propose à son millier de membres des cours d'alphabétisation, des leçons de français et d'espagnol, monte une chorale, organise des représentations théâtrales, crée des sections sportives (en football, athlétisme, cyclisme), édite un bulletin... Durant la guerre civile, le *Centro español* accueille des enfants réfugiés pour lesquels il multiplie les appels aux dons et les collectes sous le slogan « *Sauvons nos enfants* », permettant à 700 enfants d'être accueillis en pension complète et à 1200 enfants de poursuivre leur scolarité. Les Espagnols de Béziers-Saint Pons font construire à Sète une colonie pour les Orphelins de Madrid⁸⁹.

4. Les étrangers au service de l'aventure charbonnière : l'exemple du bassin houiller des Cévennes

4.1 Mineurs étrangers en Cévennes avant la Première guerre mondiale

⁸³ Le mildiou est le nom donné à diverses maladies cryptogamiques de la vigne dûes à des champignons. Le mildiou s'attaque surtout à la feuille de la plante, qui est recouverte d'un fin duvet blanc, gris ou violacé.

⁸⁴ FORNAIRON José-Dominique, *op. cit.*

⁸⁵ Trois sources documentaires mentionnent l'emploi de cette expression : Natacha LILLO, *op. cit.*, LAGARDE Christian, « Les limites de l'intégration réussie, à travers le discours des immigrés castillanophones de première génération en Roussillon », acte du colloque et Maryvonne LAURANS, *op. cit.*

⁸⁶ LILLO Natacha, *op. cit.*

⁸⁷ LILLO Natacha, *op. cit.*

⁸⁸ ALMAGRO Mercedes, Le Centro Español de Perpignan : un exemple d'intégration à travers le renforcement de l'identité, *Migrance*, n°29, 2007, pp.115-119.

⁸⁹ DREYFUS-ARMAND Geneviève, La constitution de la colonie espagnole en France, in *L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc-Roussillon*, *op. cit.*

Devenue en l'espace d'une quarantaine d'année une véritable ville-champignon, la Grand'Combe est érigée en commune, puis en chef-lieu de canton en 1847. La population étrangère est estimée, au même moment, à une cinquantaine de personnes en 1876, à une trentaine en 1906 dans les Cévennes. L'essor de l'industrie charbonnière gardoise, à partir de 1912, dû notamment aux destructions des bassins houillers du Nord et la mobilisation des soldats, ouvrent la voie à la massification du recrutement des étrangers. Malgré leur réticence, la pénurie de main-d'œuvre résout les compagnies minières à recruter dans tous les pays du pourtour méditerranéen et au delà, à l'est de l'Europe. En dépit de l'hostilité de la population et des syndicats, trois cents mineurs étrangers, majoritairement espagnols sont recrutés entre 1910 et 1913 dans le bassin minier du Gard. Des Nord-africains, des Italiens et des Grecs complètent les effectifs étrangers. Cette main-d'œuvre, pourtant expérimentée est occupée, « *à des travaux de forçage ou d'abattage que les ouvriers français ne veulent pas effectuer*⁹⁰ ». La répartition de la main-d'œuvre immigrée s'effectue selon le choix des directions de compagnies. A Rochebelle, par exemple, au nord d'Alès, les effectifs immigrés représentent dès 1913 près de 14% des effectifs totaux.

4.2 Les grandes étapes du recrutement de main-d'œuvre étrangère pendant la Première guerre mondiale et durant l'entre-deux guerres

Pendant la Première guerre mondiale, des prisonniers de guerre allemands⁹¹ sont affectés au travail de la mine, essentiellement comme manœuvres dans les travaux d'abattage. Au nombre de 668 en décembre 1916, ils sont près du double un an plus tard. Soumis à une étroite surveillance, ils sont logés dans des baraquements à l'écart de la population (camp Fournier, camp de Nonnes). La mine de la Grand'Combe concentre près de la moitié d'entre eux. C'est d'ailleurs là que les prisonniers déclenchent « *un refus de travail concerté* »⁹² en juin 1917. Conscients du caractère provisoire de cette main-d'œuvre, de faible rendement mais de faible coût, les pouvoirs publics et les organisations patronales maintiennent leur effort pour son placement dans les mines. Des mineurs réfugiés belges⁹³ sont également recrutés dans les mines gardoises.

En 1916, la création du service des travailleurs coloniaux alimente l'industrie française en travailleurs nord-africains, malgaches, indochinois et chinois. « *Quelques indochinois sont employés, mais faute d'interprète, ils ne peuvent ni comprendre le travail, ni la nécessité de suivre les consignes de sécurité élémentaires. La compagnie s'empresse de demander leur départ* »⁹⁴. Pour limiter le turn-over, et maintenir des volants de main-d'œuvre suffisants sur les sites de production, des primes sont accordées au personnel étranger. Ainsi le sous-secrétariat d'Etat à l'Administration de la guerre décide l'octroi de 70 francs à tout travailleur nord-africain renouvelant son contrat pour six mois.

Entre 1923 et 1936, la population étrangère employée dans les mines cévenoles oscille entre 1200 et 1800 personnes originaires du Maghreb, de la rive nord de la Méditerranée et de l'Europe de l'Est (Polonais et Tchèques), selon trois étapes :

- entre 1920 et 1926 où « *l'essentiel de l'accroissement net global est réalisé* »⁹⁵ et où les maghrébins sont majoritaires,

⁹⁰ SUGIER Fabrice, *Mineurs des Cévennes*, Espace Sud, Montpellier, 1993, tome 1, p.114.

⁹¹ Guy Oliver mentionne dans un court article l'internement de prisonniers allemands dans les Pyrénées-orientales, dans le fort désaffecté de Serrat d'En Vaquer à Perpignan, dans l'ancien couvent trappiste à Espira de l'Agly, au Fort-Collioure ou encore à Saint Paul de Fenouillet pour lequel il est signalé qu'ils furent employés à la coupe de bois dans la forêt de Fanges. OLIVER Guy, les camps de prisonniers de guerre allemands dans les Pyrénées-orientales pendant la guerre de 1914-1918, *Les Feuilles marcophiles*, n°221, 2^{ème} trimestre 1980, p.29.

⁹² D'après l'extrait d'un rapport de police cité par HUARD Raymond, Les mineurs du Gard, pendant la Première guerre mondiale, guerre, syndicalisme, mentalités, économie et société en Languedoc-Roussillon, p.277.

⁹³ HUARD Raymond, *op. cit.*, p.282.

⁹⁴ SUGIER Fabrice, L'immigration européenne dans le bassin houiller de la Grand'Combe, *Causse et Cévennes*, n°4, tome 17, octobre-décembre 1992, pp.242-247.

⁹⁵ SUGIER Fabrice, L'immigration européenne dans le bassin houiller de la Grand'Combe, *op. cit.*, p.268.

- entre 1927 et 1935, où les effectifs stagnent mais où la part des européens de l'Est augmente,
- enfin à partir de 1936-37, la population étrangère amorce une croissance rapide, passant à près de 3000 personnes en 1939. La part des Nord-africains devient prépondérante, malgré l'afflux d'exilés espagnols directement recrutés dans les camps.

Ce sont pour la plupart des Berbères, originaires de Kabylie⁹⁶. Le recrutement de Marocains, un temps envisagé, est rapidement abandonné, en raison des préjugés négatifs qui pèsent sur eux. L'embauche et le renvoi des mineurs étrangers, particulièrement des Nord-africains constituent la variable d'ajustement. Ceux-ci sont renvoyés chez eux durant les crises conjoncturelles du secteur minier (1927-1928, 1931-1935), et en fonction de l'évolution du cadre juridique de l'emploi de la main-d'œuvre indigène. Les Nord-africains représentent ainsi jusqu'à 45% des effectifs étrangers en 1927, seulement 11% en 1933 et à nouveau plus de 43% en 1939⁹⁷.

4.3 La privatisation du recrutement ou le recours à la main-d'œuvre d'Europe centrale

Après la signature des accords de main-d'œuvre, la commission interministérielle de l'immigration décide du doublement des trains entre les deux pays pour faciliter l'acheminement des mineurs polonais. Très vite, le recrutement est privatisé et le comité central des houillères joue le rôle d'intercesseur entre l'Etat et les directions des mines. « *Dès mai 1919, en liaison avec l'Union générale des mineurs polonais de Westphalie, ses représentants assurent le tri et l'acheminement des ouvriers polonais parvenus au dépôt de Toul.* »⁹⁸ Les cadres de l'entreprise enjoignent la direction de procéder au recrutement des Polonais, « *vu les besoins de charbon et l'obligation où nous sommes de remonter le plus possible la production, nous devons profiter de cette facilité.* »⁹⁹

Fin 1926, le bassin minier compte 903 mineurs polonais, 805 Espagnols, 766 Italiens et 70 Grecs. Mais ces chiffres ne traduisent pas la concentration des étrangers, regroupés dans les mines par nationalité : si les Espagnols représentent la moitié des étrangers européens à Rochebelle fin 1926, les Polonais sont majoritaires à Tréllys en 1928¹⁰⁰.

⁹⁶ SANTUCCI Marie-Renée, *op. cit.*

⁹⁷ Les Nord-africains sont considérés par les compagnies des mines comme des étrangers.

⁹⁸ SUGIER Fabrice, L'immigration européenne dans le bassin houiller de la Grand'Combe, *op. cit.*

⁹⁹ SUGIER Fabrice, L'immigration européenne dans le bassin houiller de la Grand'Combe, *op. cit.*, citant un courrier d'un ingénieur des mines à son directeur en septembre 1919 (soulignement d'origine reproduit).

¹⁰⁰ Dans une étude consacrée au personnel de l'usine sidérurgique de Saint-Chély d'Apcher (Lozère), Jules Maurin note qu'en 1936, les étrangers représentaient 16% des effectifs totaux, les Polonais constituant « *la colonie étrangère la plus importante, suivis des Tchèques, des Espagnols et des Italiens* ». (Economie et société en Languedoc-Roussillon de 1789 à nos jours.) p.226.

FORMULE DE DEMANDE D'OUVRIERS POLONAIS POUR L'INDUSTRIE

Reproduit dans Fabrice Sugier, « *Mineurs des Cévennes* »¹⁰¹.

Désignation de l'établissement employeur (raison sociale et adresse)

COMPAGNIE DES MINES DE LA GRAND'COMBE à LA GRAND'COMBE

Siège social : 26, rue Lafitte, PARIS

Lieu de l'emploi : Concessions des Mines de la GRAND'COMBE

Gares : Saint-Jean-de-Valérisclé (Gard)

La Levade (Gard)

Nom et adresse du représentant désigné en vue du recrutement

Comité central des houillères de France

55, rue des Châteaudun PARIS

Nombre total d'ouvriers demandés : 120 (cent vingt)

Nombre d'ouvriers par profession : Tous manœuvres pour la mine et âgés de plus de 18 ans.

Observations générales sur la nature du travail :

Travaux de mine (houille). Abattage et chargement du charbon dans les chantiers, déchargement et mis en place des remblais, roulage des véhicules sur les voies des galeries et tous autres travaux de manœuvres de fond.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE I

La compagnie des Mines de la Grand'Combe assurera pendant douze mois, à dater du lendemain de leur arrivée, un travail continu aux ouvriers faisant l'objet de la présente demande

4.4 Contrôle social et différenciation ethnique

Tandis que les travailleurs français sont répartis pour moitié au travail de fond et pour moitié au travail de jour, les mineurs étrangers sont plus souvent affectés au travail de fond. Bien que la part des ouvriers qualifiés soit plus importante chez les étrangers que chez les Français, aucun n'est chef de poste, surveillant ou contremaître. Parmi les étrangers, les Nord-africains, peu qualifiés, sont très souvent manœuvres. Tous les travaux de maçonnerie, de charpente ou d'électricité sont, par ailleurs, exclusivement effectués par des Français.

Si le contrôle social sur les populations autochtones diminue après la Première guerre mondiale, il n'en est pas de même pour les populations immigrées. Cette logique de contrôle s'apparente un celle pratiquée pendant 70 ans : « *surveillance étroite, prise en charge de tous les besoins par les Compagnies, répression immédiate des écarts* »¹⁰²

La reprise en main progressive du recrutement des ouvriers étrangers par le comité central des houillères (recrutement dans le pays d'origine, répartition sur les sites d'exploitation) montre une stratégie de maîtrise et de contrôle social forts. L'indiscipline, l'insubordination, les risques d'errance liés aux ruptures inopinées de contrat ne sont pas sans inquiéter les autorités et celles-ci auront à cœur de contrôler et de canaliser les populations étrangères. Maintenus à l'écart des Français, les étrangers sont regroupés, par nationalité, de façon à recréer leurs « habitudes », leurs « goûts ». Les compagnies privilégient l'immigration familiale, considérée comme un facteur de stabilité, au détriment des célibataires. L'effort va uniquement porter sur les ouvriers européens tant elle fait peu de cas de la main-d'œuvre indigène considérée comme une masse indistincte,

¹⁰¹ SUGIER Fabrice, *Mineurs des Cévennes*, op. cit., tome 2, p. 385.

¹⁰² SUGIER, *Mineurs des Cévennes*, op. cit. tome 2, p.396.

instable et versatile. Un logement (une cité est construite pour les Polonais à Saint-Jean de Valérisclé, des baraquements des camps de prisonniers sont aménagés pour les Polonais et les Italiens à Trescol et à Nonnes) et du mobilier (tables, bancs, couverture), des allocations familiales, sont délivrés. Le recensement de 1936 rend compte d'une proportion de femmes comprises entre 37% pour les Polonais et les Tchèques, et autour de 47% pour les Italiens et les Espagnols, mais seulement 2,82% de femmes parmi les « Africains sujets français », soit 16 femmes pour une population totale de 567 personnes.

4.5 La mine : espace d'affrontements idéologiques au sein des communautés italiennes et espagnoles

En 1938, près d'un quart des effectifs étrangers sont « *originaires des rives nord de la Méditerranée* »¹⁰³, soit environ 3500 personnes, dont environ 1200 Espagnols et Italiens. Les compagnies recrutent dans des régions précises, en vue selon Fabrice Sugier, « *de limiter les risques de dépaysement et de posséder des informations sur les ouvriers recrutés* »¹⁰⁴. Les provinces de Murcie (Lorca, La Union, Cartagena) et d'Almeria fournissent près des quatre cinquièmes des Espagnols recrutés dans les mines cévenoles entre 1920 et 1938. Les Espagnols ne proviennent pas de la Catalogne toute proche. Les Italiens, quant à eux, sont originaires de Sicile, de la province de Caltanissetta (Campobello, San Cataldo, Montedoro, Favara)¹⁰⁵. Malgré ces précautions, Italiens et Espagnols sont fortement politisés. Les Italiens « *essayant d'amener leurs compatriotes dans les organisations du mouvement ouvrier* »¹⁰⁶, les Espagnols tournés vers la guerre civile dans leur pays. Les événements politiques majeurs de la fin de la décennie trouvent un écho dans les communautés italienne et espagnole du bassin cévenol où s'expriment une concurrence et d'âpres affrontements idéologiques entre fascistes et antifascistes. La lutte d'influence s'exerce à travers l'association de loisirs *Dopolavoro* à Nîmes, qui compte une centaine de sympathisants fascistes mais qui ne parvient pas à créer une section dans l'arrondissement d'Alès (ceux-ci sont regroupés dans l'association nationale des combattants italiens). Le contrôle de l'activité politique par les autorités consulaires italiennes et la compagnie des mines s'exerce conjointement dans le bassin houiller par des « agents de renseignements », qui, en échange d'« *un poste de tout repos* »¹⁰⁷, surveillent leurs compatriotes. Les Espagnols se partagent à Nîmes entre le *Centro español* favorable à Franco et la *Colona española*, soutien des Républicains.

III. L'EXIL DES REPUBLICAINS ESPAGNOLS, PERSÉCUTIONS DES ÉTRANGERS ET RÉSISTANCE DURANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE (1936-1945)

Les revers militaires des Républicains durant la guerre civile espagnole entraînent des afflux massifs de réfugiés en France, particulièrement dans les départements de la région Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon. La Retirada, la retraite en espagnol, débute après la chute de la Catalogne, en janvier 1939 et marque l'arrivée de réfugiés sans précédent. En l'absence totale de dispositif d'accueil, les réfugiés sont regroupés et internés, dans des conditions matérielles déplorables, dans des camps de fortune, dont certains au bord des plages du Roussillon. Dès la fin de l'année 1939, la phase d'internement massif des réfugiés est terminée. La politique du régime de Vichy se caractérise par une mise au travail forcé et des internements des étrangers et des déportations vers les camps de la mort de juifs étrangers, notamment vers

¹⁰³ SUGIER Fabrice, Groupes sociaux et événements politiques : les Italiens et les Espagnols dans les mines du Gard, 1938-1940 in MILZA Pierre, PESCHANSKI Denis (dir.), *Exils et migrations. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, L'Harmattan, Paris, 1994, pp.349-363.

¹⁰⁴ *Ibidem*.

¹⁰⁵ *Ibidem*.

¹⁰⁶ SUGIER Fabrice, Groupes sociaux et événements politiques : les Italiens et les Espagnols dans les mines du Gard, 1938-1940, *op. cit.*

¹⁰⁷ *Ibidem*.

Auschwitz. Dès 1940, les étrangers jouent un rôle actif dans la Résistance au nazisme et lors de la Libération, notamment depuis les maquis des Cévennes.

1. L'exil des Républicains espagnols

1.1 Premiers afflux de réfugiés durant la guerre civile espagnole (juillet 1936 - janvier 1939)

Depuis la fin du XIX^e siècle, l'afflux, de nature souvent temporaire, de réfugiés politiques espagnols, ne s'est pas interrompu, selon une logique de balancier propre aux migrations politiques ibériques déjà évoquée. En 1909, des anarchistes émigrent pour la France après la répression qui a suivi « la semaine tragique » de Barcelone ; ainsi 7 000 personnes environ trouvent refuge dans les Pyrénées-orientales. Quatorze ans après, en 1923, le coup d'état du Général Primo de Rivera, qui met à la fin à la monarchie constitutionnelle, provoque une nouvelle vague d'émigration. Après l'avènement de la République, ce sont les partisans d'Alphonse XIII qui se tournent vers la France. Cependant, l'exil de la Guerre civile est, de par sa nature et son importance, sans précédent.

L'afflux de Républicains espagnols commence dès le déclenchement des hostilités en juillet 1936, et les premiers exilés, fuyant les théâtres d'opération militaire, sont autorisés à séjourner dans le département d'arrivée, « *les premières instructions données aux Préfets* » étant « *indubitablement inspirées des soucis humanitaires* »¹⁰⁸. Les rapatriements sont effectués selon un poste-frontière laissé au choix du réfugié, « *par les Pyrénées-orientales pour les républicains ou par les Basses-Pyrénées, coté nationaliste* »¹⁰⁹. La progression des insurgés franquistes entre 1936¹¹⁰ et 1939, entraîne par la suite, plusieurs vagues de réfugiés en France. La prise du Pays basque et des Asturies a pour conséquence l'arrivée, dans la région d'Hendaye, d'un flot de réfugiés, composé dans un premier temps de civils puis de combattants républicains défaits à Irun et à Saint-Sébastien. « *Tandis que beaucoup de civils repartent vers leur lieu de résidence habituel, les militaires retournent par Perpignan vers la zone républicaine, croisant un flux de fugitifs qui quitte plus ou moins clandestinement l'Espagne en guerre* »¹¹¹. D'autres civils arrivent par voie maritime, notamment en Gironde. Mais très vite, le gouvernement du Front populaire restreint sa politique d'accueil, déployant contrôle et surveillance aux frontières, et encourage le rapatriement en Espagne des réfugiés à la charge de l'Etat français, à l'exception des femmes, des enfants, des personnes âgées et des malades. Pour ceux-là, des mesures de dispersion sur l'ensemble du territoire français sont appliquées.

1.2 Transit de volontaires pour les Brigades internationales

Des centaines de volontaires désireux de rejoindre les brigades internationales se présentent aux postes frontières franco-espagnols de Cerbère, du Perthus et de Bourg-Madame dans les Pyrénées-orientales, dès juillet 1936. (L'entrée en Espagne était alors encore libre, sous couvert de justifier de son identité.) La Troisième internationale d'août 1936, rendue publique seulement en octobre accentue le flux des arrivées. « *Si certains volontaires espagnols ou internationaux arrivant par trains spéciaux formés à Paris traversaient la frontière sans faire halte à Perpignan, ils n'en étaient pas de même pour les milliers d'entre eux qui arrivaient dans le capitale du Roussillon, souvent démunis de tout, y compris de papiers. Leur accueil et leur mise en*

¹⁰⁸ DREYFUS-ARMAND Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, op. cit., p.35.

¹⁰⁹ *Ibidem*.

¹¹⁰ En mars 1936, avant l'exil républicain de la guerre civile, le recensement général de population compte 253 000 Espagnols pour l'ensemble de l'hexagone. Ils constituent la troisième colonie étrangère, mais se placent loin derrière les Italiens (720000) et les Polonais (420000). Les dix-huit départements situés au-dessous de la ligne Bordeaux-Nice concentrent près des deux tiers des Espagnols, les seuls départements de l'Aude, les Pyrénées-orientales et l'Hérault près du tiers.

¹¹¹ DREYFUS-ARMAND Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, op. cit., p.35.

route pour les milices de l'armée populaire puis pour les Brigades internationales à partir d'octobre, fut une des tâches que le parti communiste prit en charge »¹¹². Dans le Gard, des mineurs Italiens et espagnols, s'engagent dans les Brigades internationales, par le biais de l'Union populaire italienne, ou du parti communiste local qui organise l'hébergement des volontaires et aide au ravitaillement des troupes républicaines en Espagne¹¹³. Plusieurs vagues de volontaires espagnols du Gard, également aidés par le parti communiste local, se font passer pour des touristes et partent en car jusqu'à Béziers ou Narbonne, pour s'engager dans les Brigades internationales. En février 1936, d'après les estimations du Préfet du Gard, 137 volontaires sont partis pour Espagne, dont 103 Espagnols, majoritairement en provenance du bassin minier.

1.3 La Cohorte de l'épouvante et de la peur¹¹⁴

La chute de Barcelone et de la Catalogne, à la fin du mois de Janvier 1939, entraîne un exode de réfugiés d'une ampleur jamais égalée à une frontière française. Après quatre jours de blocage, les autorités françaises laissent, le 28 janvier 1939, entrer sur le territoire, notamment par les postes-frontières des Pyrénées-orientales, plusieurs centaines de milliers de réfugiés civils épuisés par plusieurs jours de marche et d'attente, et de militaires républicains défaits, la marche victorieuse des insurgés franquistes les ayant poussés vers le nord. Malgré des avertissements répétés sur la forte probabilité d'un afflux massif de réfugiés en cas d'effondrement du front républicain, rien ou presque n'a été envisagé pour l'accueil des réfugiés espagnols. Entre la fin du mois de janvier et le 9 février 1939, date à laquelle la frontière est fermée par les franquistes, ce sont près d'un demi-million d'Espagnols¹¹⁵, civils et militaires, le plus souvent dans le dénuement le plus complet, qui franchissent la frontière à pied, escortés par des troupes coloniales, tirailleurs sénégalais ou soldats marocains. « *La France accomplit son devoir d'asile mais à contre-cœur ; l'accueil des réfugiés républicains est le reflet d'une opinion publique qui reste généralement réservée, à côté de solidarités affirmées ou du déchaînement hargneux d'une partie de la classe politique contre ces « rouges »* »¹¹⁶. En application des dispositions prises en avril 1938 par le gouvernement Daladier et renforcées en novembre, les étrangers « *indésirables* » font l'objet d'un internement dans des camps, dans des conditions proches de la détention. Les femmes, les enfants, les malades, les personnes âgées sont ainsi séparés des soldats et les hommes en âge de servir sous les drapeaux dans des camps de « triage » ou de « collectage », à Prats-de-Mollo, La Tour-de-Carol, au Boulou ou encore à Arles sur Tech, à Bourg-Madame dans les Pyrénées-orientales... Sous l'autorité des pouvoirs publics et parfois avec l'aide des associations d'aide aux réfugiés, les premiers sont orientés vers d'innombrables centres d'hébergement, des locaux plus moins salubres, tandis que les hommes sont concentrés dans des premiers camps de fortune. « *Dans le seul département du Gard, note Geneviève Dreyfus-Armand, il existe au 15 mai 1939 dix-neuf centres d'hébergement pour enfants* »¹¹⁷. A Saint-Hippolyte du Fort, dans le Gard, les réfugiés sont installés « *dans l'« ancienne gendarmerie » ou chez des particuliers* »¹¹⁸. A Couiza-Montazels, dans l'Aude, c'est dans une usine appartenant à la société anonyme « l'industrie chapelière de l'Aude » que 900 femmes et enfants sont parqués. A Montolieu, dans l'Aude également, c'est l'ancienne manufacture royale qui est investie. Dans l'Hérault, une prison

¹¹² CADE Michel, Les communistes des Pyrénées-orientales et l'aide à l'Espagne républicaine, *Bulletin du centre d'histoire contemporaine du Languedoc méditerranéen Roussillon*, n°40, mai 1987, pp.13-17.

¹¹³ SUGIER Fabrice, Groupes sociaux et événements politiques : les Italiens et les Espagnols dans les mines du Gard, 1938-1940, *op. cit.*

¹¹⁴ COLOMER Claude, *Histoire du Roussillon*, P.U.F. Que sais-je ?, 128p., p.103.

¹¹⁵ Les progrès de la recherche historique ont permis de dégager ce chiffre, qui après avoir fait d'âpres débats entre les historiens est aujourd'hui communément admis.

¹¹⁶ DREYFUS-ARMAND Geneviève, La constitution de la colonie espagnole en France, in *L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc-Roussillon*, *op. cit.*

¹¹⁷ DREYFUS-ARMAND Geneviève, TEMIME Emile, *Les camps sur la plage, un exil espagnol*, Autrement, Paris, 1995, 103p., p.23.

¹¹⁸ TEMIME Emile, Espagnols et Italiens entre 1936 et 1946: répartitions et déplacements en France, MILZA Pierre, PESCHANSKI Denis (dir.), *Exils et migrations. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, *op. cit.*

désaffectée fait office de centre d'hébergement à Lodève, la caserne Maraussan est réquisitionnée à Béziers, à Montpellier, c'est l'ancienne usine de Villodève qui abrite les réfugiés.¹¹⁹

1.4 Les camps sur la plage

C'est à Argelès et à Saint-Cyprien, en bordure de plage, que les réfugiés sont initialement internés. Le camp d'Argelès, créé le 1^{er} février 1939 sur la décision d'Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, et Marc Rucart, ministre de la santé reçoit jusqu'à 180 000 personnes. L'aménagement des lieux est plus que sommaire, il consiste à délimiter la plage en rectangles d'un hectare et à les clôturer par des barbelés. La nourriture et les médicaments pour soigner les blessés manquent, il n'y a ni eau potable, ni latrine et la rigueur de l'hiver pousse les réfugiés à creuser des trous dans le sable, à les couvrir avec des couvertures ou des branchages pour se protéger du froid. A Argelès, comme à Saint-Cyprien, autre camp sur la plage, ouvert le 9 février et comptant jusqu'à 150 000 réfugiés, les internés contribuent eux-mêmes à la construction des baraques pour se protéger au plus vite du froid et de la tramontane qui balaie la plage. Très vite, le manque d'hygiène et d'eau provoque des maladies (dysenterie, pneumonie, typhoïde, tuberculose, lèpre, scorbut, conjonctivite). **C'est au bout d'environ de vie** dans ces conditions déplorables que les différents services (distributions de nourriture, soins) commencent à fonctionner de façon efficace. « *L'inorganisation généralisée, qui se rencontre à tous les niveaux du camp, contraste avec une organisation parfaite du dispositif de surveillance* »¹²⁰, car des gardes mobiles, des hommes de troupes, des soldats coloniaux, spahis ou tirailleurs, patrouillent à l'intérieur et à l'extérieur des camps. (A Argelès des mitrailleuses sont installées au centre du camp). Le camp du Barcarès compte parmi les mieux équipés (il a des cuisines et de l'électricité), mais sa capacité initiale de 50000 personnes est très vite dépassée, il reçoit 70000 personnes un mois après sa mise en service)¹²¹. Dans le Vallespir, des anciens camps de triage sont transformés en camps d'internement : à Arles-sur-Tech, à Prats-de-Mollo notamment. « *Le nombre de réfugiés qui succombent dans les premiers mois d'internement est difficile à évaluer encore, faute de recherches monographiques suffisantes pour prendre en compte les décès survenus dans les différents camps, mais il atteint certainement plusieurs milliers* »¹²². Parmi eux, le poète d'origine sévillane, Antonio Machado, auteur de « Solitudes », de « Champs de Castille » ou encore de « Chants nouveaux », qui s'était engagé aux côtés des Républicains, meurt des suites de la dysenterie, à Collioure, le 22 février 1939.

Très vite, cependant, une intense vie culturelle se développe dans les camps, à la fois pour lutter contre la monotonie et le désespoir des internés mais aussi pour perpétuer l'idéal républicain défendu en Espagne en matière d'éducation et de culture. Si l'expression politique est interdite à l'intérieur des camps, les activités culturelles sont tolérées. Avec l'aide de comités de solidarité qui fournissent du petit matériel de papeterie des bulletins manuscrits révélant des aptitudes remarquables au dessin, à la calligraphie ou à la création littéraire, paraissent dans chaque camp, comme, par exemple, « *El boletín de los estudiantes* ». « *La hoja de los estudiantes* », « *Profesionales de la enseñanza* » à Argelès-sur-mer, Saint-Cyprien ou au Barcarès. Des cours d'alphabétisation, de mathématiques, de langues ou d'éducation physique sont dispensés par des enseignants professionnels ou des étudiants, des séances de veillées sont consacrées à la poésie, au chant, à des lectures...

1.5 Les camps de Bram, Montolieu, Rieucros, Agde, Fort-Collioure...

D'abord concentrés dans les camps d'Argelès, de Saint-Cyprien, et du Barcarès dans les Pyrénées-orientales, les exilés sont répartis dans de nouveaux camps, plus en retrait de la

¹¹⁹ MOTTE Christine, Le soutien aux réfugiés espagnols dans l'Hérault en 1939 et les débuts du camp d'Agde, *Bulletin du centre d'histoire contemporaine du Languedoc Méditerranéen Roussillon*, op. cit.

¹²⁰ RAFANEAU BOJ Marie-Claude, *Odyssée pour la liberté : les camps de prisonniers espagnols, 1939-1945*, Denoël, Paris, 1993, 347p., p.116.

¹²¹ DREYFUS-ARMAND Geneviève, TEMIME Emile, *Les camps sur la plage, un exil espagnol*, op. cit.

¹²² *Ibidem*.

frontière. En mars 1939, seize camps sont répartis dans huit départements et en Algérie et en Tunisie, dont un nombre important dans les départements de la région Languedoc-Roussillon. Les camps des Pyrénées-orientales sont évacués au printemps 1939 vers d'autres lieux d'internement, ou connaissent des aménagements comme au Barcarès, camp par lequel les réfugiés transitent avant de retourner en Espagne.

Les camps de Bram et de Montolieu dans l'Aude sont créés pour les personnes âgées de plus de cinquante ans, les anciens fonctionnaires, les « intellectuels » (journalistes, écrivains, médecins, avocats...) internés à Argelès et à Saint-Cyprien et « *que l'on désirait sans doute traiter avec quelques égards* »¹²³. Il est décrit par la presse locale comme un camp « modèle », accueillant en moyenne entre 12000 et 15000 personnes. Le camp est surplombé par un mirador et entouré d'un chemin de ronde et est gardé par le 52^{ème} bataillon de mitrailleurs indochinois alors à Carcassonne stationné¹²⁴.

Le camp de Rieucros (Près de Mende en Lozère), créé le 18 février, reçoit des Espagnols ou des brigadistes internationaux. Au mois d'octobre 1939, ceux-ci sont envoyés au camp du Vernet et Rieucros devient un camp réservé aux femmes.

Le camp d'Agde (Hérault), ouvert en mars 1939, sur le terrain de manoeuvre militaire de la caserne Mirabel, est réservé aux Catalans et comptera jusqu'à 25000 hommes en mai 1939.

Fort-Collioure, « *premier cachot de l'exil* »¹²⁵ est gardé par les tirailleurs sénégalais du 24^{ème} régiment d'infanterie de Perpignan.

Le camp de Vernet-les-Bains, dans les Pyrénées-orientales, « accueille » les malades.

D'autres camps sont créés hors de la région Languedoc-Roussillon : le camp disciplinaire de Vernet d'Ariège¹²⁶, près de Pamiers ; le camp de Septfonds près de Montauban (Tarn et Garonne) pour les ouvriers spécialisés et les techniciens ; le camp de Gurs, près de Navarreux (Basses-Pyrénées) destiné aux Basques, aux aviateurs et aux anciens membres des brigades internationales ; les camps au Maroc, en Tunisie et dans le Sud algérien (Biserte, Gafsa) où le régime carcéral a été particulièrement cruel.

« *Au milieu de l'année 1939, la population internée s'est réduite substantiellement, et à la fin de la même année, la phase d'internement massif des réfugiés de la guerre civile peut être considérée comme pratiquement terminée* »¹²⁷. La diminution de la population internée s'explique par les rapatriements en Espagne, par la ré-émigration vers des pays tiers (le Mexique accueille ainsi 12000 réfugiés...), et l'emploi de la main-d'oeuvre immigrée, notamment pour les travaux agricoles. Les demandes des employeurs sont adressées dans les services de main-d'œuvre de quatre départements où se trouvent les principaux camps dont les Pyrénées-orientales et l'Hérault, avant que les CTE puis les GTE ne prennent le relais et massifient le recrutement durant « la drôle de guerre ».

¹²³ DREYFUS-ARMAND Geneviève, TEMIME Emile, *Les camps sur la plage, un exil espagnol*, op. cit., p.23.

¹²⁴ LAGARDE Eric, La création et l'organisation du camp de Bram, in actes du colloque des Réfugiés espagnols et l'Aude, p.88.

¹²⁵ RAFANEAU BOJ Marie-Claude, op. cit. p.128.

¹²⁶ Arthur Koestler, écrivain, auteur entre autres de *La lie de la terre* et du *Zéro et l'infini*, y a été interné.

¹²⁷ RUBIO Javier, La politique française d'accueil : les camps d'internement in MILZA Pierre et PESCHANSKI Denis (Dir.), *Exils et migrations. Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, L'Harmattan, Paris, 1994.

Poème publié dans Juan Carrasco, *La odisea de la republicanos espanoles en Francia* (1939-1945), *Album-souvenir de l'exil républicain espagnol en France*, Perpignan, 1984.

Cet extrait fait partie du *romancero* de l'exil espagnol.

La fin du poème non reproduite évoque la déportation vers les camps d'extermination où ont été envoyés des républicains espagnols.

Campos

*Playa abierta
mares cerrados de pena
aire preso en los espinos
Argelès-sur-mer
espacio clavado
de hombres caidos
en el pozo sin fondo
de la ilusion perdida
Paisaje de mantas descoloridas
tufo de polvora y regusto de sal
hombres peleando
esclavos impelidos
seres agarrados a un sueno
mar abierto y campo cerrado
arena fria y voragine de sarna*

*Cuadro primero de un exilio
inicio de tiempos erraticos
umbral de un capitulo salvaje
de tragedia y de calvario*

*Allez allez
circulez
Allez allez
circulez
Allez allez*

*Circulad hombres enjaulados
corred por la playa lacerada
pisad sin tregua la arena
destilad vuestro monte de pena
os han vencido habeis perdido*

*Allez allez
circulez*

*Aprende a caminar
refugiado
un dia y otro y otro
y anos detras de los espinos
Aprende a reventar
en otros infiermos
concentracionarios*

Allez, allez circulez

Meliton Bustamente Ortiz

Camps

*Plage ouverte
mers fermées de peine
air captif des barbelés
Argelès-sur-mer
enceinte fermée
d'hommes tombés
dans le puit sans fond
de l'illusion perdue
Paysages de couvertures décolorées
odeur de poudre et renvoi de sel
hommes luttant
esclaves refoulés
êtres agrippés à un rêve
mer ouverte et camp fermé
sable froid et gale dévorante*

*Premier cadre d'un exil
amorce de temps erratiques
seuil d'un chapitre sauvage
de tragédie et de calvaire.*

*Allez allez
circulez
Allez allez
circulez
Allez allez*

*Circulez hommes encagés
courez sur la plage lacérée
foulez sans trêve le sable glacé
distillez votre montagne de peine
on vous a vaincus, vous avez perdu*

*Allez allez
circulez*

*Apprendre à cheminer
réfugié
un jour et un autre et un autre encore
et les années derrières les barbelés
Apprends à crever
en d'autres enfers
concentrationnaires*

Allez, allez, circulez

Meliton Bustamente Ortiz

2. Travail obligatoire, internements et déportations sous le régime de Vichy

2.1 Des réfugiés mis au travail

Pendant l'Occupation, à l'automne 1940, une loi édicte, sur la base d'un texte rédigé en avril 1939, « *le travail obligatoire des Réfugiés* ». Sous le coup de cette loi, les réfugiés espagnols sont recrutés dans les camps pour former les Compagnies de Travailleurs Etrangers (CTE). Les CTE, devenus en septembre 1940, les GTE (Groupements de Travailleurs Etrangers) emploient des étrangers et les réfugiés espagnols comme volants de main-d'œuvre dans l'agriculture, mais également dans les usines d'armement, d'aéronautique (en échange non pas d'une rémunération mais d'une simple indemnité). 56 000 anciens combattants sont ainsi organisés dans 226 compagnies. Environ 40000 réfugiés sont placés dans des exploitations agricoles et l'industrie. La compagnie minière de la Grand'Combe recrute par ce biais un millier de mineurs, en provenance de Septfonds et de Saint-Cyprien, certains étant appelés par la compagnie à titre individuel car étant déjà connus d'elle. Malgré les protestations des représentants syndicaux et de la Préfecture, qui peine à loger les réfugiés civils dans des centres d'hébergement collectif, un autre millier d'hommes internés au camp de Bram sont envoyés dans le Loiret et le Loir-et-Cher pour travailler dans l'agriculture. Enfin, environ 2000 réfugiés espagnols se sont engagés dans les Régiments de marche de volontaires étrangers (sur un effectif total de 6000 âmes), et sont formés au Barcarès.

« *Maintenir la discrimination effectuée actuellement entre les réfugiés et les autres étrangers* »¹²⁸ est un des objectifs que se fixe le gouvernement de Vichy. Ainsi, les réfugiés sont incorporés aux GTE, créés dans le prolongement des CTE par la loi du 27 septembre 1940 et les Espagnols constituent la majorité des effectifs, tandis que les autres réfugiés gardent leurs statuts de travailleurs libres. « *Dans l'Aude, trois GTE ont des activités para-militaires : la BOC de Bram (226^{ème}), le dépôt de chevaux de La Nouvelle (144^{ème}) et le magasin automobile de Trèbes* »¹²⁹. Les Espagnols indigents ou « *indésirables* » sont à nouveau internés, notamment à Argelès, qui compte entre 15000 et 20000 membres (dont des femmes et des enfants) en novembre 1940. Les étrangers inaptes au travail sont dirigés dans le camp de Rivesaltes, au nord de Perpignan (Pyrénées-orientales).

En février 1940, débute le reclassement des réfugiés en provenance d'Autriche et d'Allemagne, les « Sarrois », « Rhénans », « Dantzigois » internés dans des centres de rassemblement de l'Hérault (Olargues et Saint-Pons). Le tri s'effectue au moyen d'une « commission de criblage » qui classe, dans la catégorie des « prestataires », les étrangers aptes au travail les émigrés politiques, et dans la catégorie des « non-prestataires », les étrangers inaptes au travail et les sympathisants nazis. Les « prestataires » sont regroupés dans le camp d'Olargues qui comptent, fin mars 1940, 102 internés tandis que les « non-prestataires » sont à Saint-Pons au nombre de 68 (dont des mineurs rhénans et sarrois occupés dans les mines des alentours)¹³⁰.

2.2 De l'internement à la déportation¹³¹ : les juifs étrangers de Rivesaltes à Auschwitz

Selon Anne Grynberg, « *dès les semaines qui suivent leur accession au pouvoir, les responsables du régime de Vichy renforcent et développent le réseau d'internement mis en place à la fin de la Troisième République, balayant toutes les limites à l'arbitraire qui existaient jusqu'alors.* »¹³² En juin 1942, un accord est conclu par le gouvernement français et les autorités allemandes pour « la livraison » de 10000 juifs de la zone non occupée. Sous la direction de René Bousquet, la police française a pour ordre d'organiser la déportation des juifs non français. A partir d'août 1942, les camps du sud de la France deviennent des viviers de victimes destinées à la déportation, afin de mettre en application la « Solution finale ». Ainsi le camp de Rivesaltes passe du statut de « Centre de Regroupement Familial » à celui de « Centre Régional de Rassemblement des Israélites » pour devenir à la fin du mois d'août 1942, le « Centre National de

¹²⁸ DREYFUS-ARMAND Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco op.cit.*, p.127.

¹²⁹ Eric LAGARDE, La création et l'organisation du camp de Bram, in actes du colloque des Réfugiés espagnols et l'Aude, p.88.

¹³⁰ BADIA Gilbert, *Les barbelés de l'exil*, P.U.G., Grenoble, 1979, 443p.

¹³¹ L'expression est d'Anne GRYNBERG dans GRYNBERG Anne, Les camps du Sud de la France, de l'internement à la déportation, *Annales ECS*, n°3, mai-juin 1993, pp.557-566.

¹³² GRYNBERG Anne, *op. cit.*

Rassemblement des Israélites », devenant ainsi « le Drancy de la zone libre »¹³³. « Une commission de criblage » détermine qui « Part », est « Exclu », ou « Réservé » (cas litigieux re-examiné)¹³⁴. Les enfants, séparés des familles, sont pris en charge par des oeuvres d'assistance et logés à Marseille dans des hôtels. Rivesaltes regroupe alors des Juifs de nationalité allemande et polonaise majoritairement, mais aussi des Autrichiens, des Russes, des Tchèques, des Roumains, des apatrides. « *Les représentants des oeuvres s'efforcent de leur venir en aide, traquant le moindre détail biographique (ou la moindre ambiguïté) pour parvenir à se glisser dans un cas d'exemption, multipliant les certificats médicaux et les certificats de grossesse.* »¹³⁵ Cependant, pour atteindre les objectifs chiffrés, l'administration du camp instaure rapidement un système de compensation (chaque personne retirée des listes doit être remplacée) plaçant « *les dirigeants des organisations juives dans un dilemme d'ordre moral* »¹³⁶. Au total, neuf convois ont quitté Rivesaltes pour Auschwitz. Trois vagues de déportation de juifs étrangers sont organisées depuis Rivesaltes : les internés des camps de Rivesaltes, Gurs, Le Vernet, Récébédou, Noé, les Milles, les travailleurs des GTE et les juifs étrangers arrivés en France après 1936, soit 2313 personnes entre le 11 et le 20 août 1942¹³⁷. La fermeture du camp est décidée en novembre 1942 et effective à partir de décembre, les internés restant étant transférés dans le camp de Gurs, à l'exception des Tziganes qui partent pour le camp spécialement construit à leur intention à Saliers dans les Bouches-du-Rhône. En février 1943, les locaux sont réquisitionnés par les autorités allemandes pour y loger leurs troupes et les membres de l'organisation Todt¹³⁸.

2.3 L'internement et la déportation de femmes étrangères internées à Rieucros (Lozère)

Le camp de Rieucros, près de Mende, prend la dénomination officielle de « camp de rassemblement pour étrangères » au mois d'octobre 1939. Des Françaises furent internées aux côtés des étrangères enfermées pour des motifs politiques, notamment des antifascistes allemandes¹³⁹. Si les autorités n'ont envisagé après l'Armistice l'internement de femmes françaises aux côtés d'étrangères que de façon provisoire, la situation a perduré jusqu'à la fermeture du camp, sans que les raisons d'une telle situation n'aient clairement été établies¹⁴⁰. Les motifs d'internement sont l'application des lois sur les étrangers indésirables mais également le résultat d'« *un curieux mélange de morale et de politique où apparaît une idéologie qui s'épanouira totalement sous le régime de Vichy* »¹⁴¹, condamnant un mode de vie qui contrevient aux

¹³³ L'expression est de Serge Karsfeld, reprise par Anne BOITEL, *Le camp de Rivesaltes 1941-1942 : du centre d'hébergement au Drancy de la zone libre*, Mare Nostrum, Presses universitaires de Perpignan, Perpignan, 2001, 319p., p. 218. D'autres internés sont maintenus à Rivesaltes dans le cadre d'« un Centre d'Hébergement Familial », à l'écart des juifs étrangers, c'est-à-dire hors des îlots K et F.

¹³⁴ BOITEL Anne, *op. cit.*, p.233.

¹³⁵ GRYNBERG Anne, *Les camps de la honte : les internés juifs dans les camps français*, La découverte, Paris, 1991, 399p.

¹³⁶ Anne GRYNBERG citant un rapport de la HICEM. L'HICEM, contraction de HIAS (Hebrew Immigrant Aid and Sheltering Society), JCA (Jewish Colonization Association) et EMIGDIRECT est une association organisant l'émigration des juifs en Palestine. GRYNBERG Anne, *Les camps de la honte : les internés juifs dans les camps français*, *op. cit.* p.304.

¹³⁷ BOITEL Anne, *op. cit.*, p.265.

¹³⁸ L'organisation Todt est une formation créée en 1938 par le Reich, chargée de l'exécution en Allemagne et dans les territoires occupés de travaux d'équipement et de fortifications (autoroutes, Ligne Siegfried, Mur de l'Atlantique,...) pour lesquels elle enrôla de forces des travailleurs étrangers. Emile Temine indique par ailleurs que si la Todt a officiellement recruté 26000 Espagnols entre 1942 et 1944, tous n'ont pas répondu à l'ordre de réquisition et dans l'Aude notamment, les cas de désertion ont été nombreux. Cf. TEMINE Emile, *Espagnols et Italiens en France*, in PESCHANSKI Denis, MILZA Pierre (dir.), *Exils et migrations, Italiens et Espagnols en France, 1938-1946*, *op. cit.*, p.29.

¹³⁹ BRES Yann, BRES Evelyne, *Un maquis d'antifascistes allemands en France : 1942-1944*, Presses du Languedoc, Montpellier, 1989, 389p, p.33.

¹⁴⁰ GILZMER Mechtild, *Résistance des femmes internées en France 1939-1945* in GILZMER Mechtild, LEVISSE-TOUZE Christine, MARTENS Stefan, *Les femmes dans la résistance en France*, actes du colloque international de Berlin, organisé par le Mémorial de la Résistance allemande de Berlin et par le Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclouque/Musée Jean-Moulin à Paris, Tallandier, Paris, 2001, 430p.

¹⁴¹ *Ibidem*.

« conventions morales prédominantes ». Ils concernent des prisonnières politiques, des prisonnières de droit commun et des prostituées. Le camp compte, quelques mois après son ouverture, au moment de l'Armistice, 425 internées puis 570 en juillet 1940. Le camp prend officiellement la dénomination de « camp de concentration » en janvier 1941, peu après l'instauration du régime de Vichy. Mathilde Peri, l'épouse du député communiste Gabriel Péri fusillé par les Allemands en 1941 y est internée, avec sa mère, sa sœur et sa nièce.

Les femmes étrangères qui n'ont pas pu émigrer (ou pas voulu pour des raisons familiales ou politiques, vers le Mexique notamment) sont déplacées vers le camp de Brens en février 1942, date de la fermeture du camp de Rieucros. Les internées de nationalité polonaise, les juives de nationalité étrangère et les Allemandes opposées au régime nazi sont livrées par l'administration du camp aux autorités allemandes et déportées vers le camp de transit de Drancy, puis vers le camp d'extermination d'Auschwitz.

Un second camp a fonctionné en Lozère, il s'agit du camp de prestataires de Langlade, situé à une quinzaine de kilomètres de Nîmes mis en fonction à partir de mai-juin 1940. Il regroupe des antifascistes allemands employés à des travaux de voiries ou de fortifications dans des CTE. « Il existait, en Lozère et dans le Gard, le 321^{ème} Groupe à Chanac et le 805^{ème} à Rochebelle. C'est d'eux que dépendaient, au début novembre 1942, la plupart des antifascistes allemands de la région »¹⁴². Après le passage de la Commission Kundt¹⁴³, en août 1942, une partie des internés du camp de Langlade, des Juifs autrichiens, allemands ou hongrois, sont transférés à Beaucaire, dans le Gard, avant d'être déportée.

3. La Résistance au nazisme : les guerilleros espagnols et le Travail allemand

3.1 Les premiers pas dans la Résistance et le rôle des guerilleros espagnols

De nombreux républicains espagnols réfugiés en France, possédant l'expérience de la lutte armée, s'engagent dans la Résistance, dès les premiers temps de l'Occupation et du régime de Vichy. Ces engagements sont d'autant plus périlleux que, de par leurs statuts d'étrangers, les autorités de Vichy sont promptes à les extraditer en Espagne ou à les livrer aux Nazis. Mû par un idéal démocratique, cet engagement est aussi et malgré tout imprégné de l'idée de reconquête de l'Espagne sur les franquistes. Des réseaux de passage clandestin des Pyrénées se structurent ainsi dès 1940, organisant le franchissement de la frontière franco-espagnole, notamment à Bourg-Madame, dans les Pyrénées-orientales, d'anarchistes ou de marxistes espagnols et d'armes, avec l'appui des services secrets alliés, en vue d'un renversement de Franco. Selon Emilienne Eychenne, environ 4000 personnes ont ainsi passé la frontière. La surveillance par le régime de Vichy des réfugiés et des personnalités républicaines est étroite. Le Préfet des Pyrénées-orientales signale ainsi les activités de délégués du SERE et de la JARE¹⁴⁴ qui sont immédiatement arrêtés. Les partisans du POUM, les anarchistes, les communistes espagnols en France sont durement frappés et la saisie d'organes de propagande entraîne des rafles. Un exemplaire de *Reconquista de España* (Reconquérir l'Espagne), journal édité initialement par le PCE et emblématique de la presse clandestine car dupliqué en de nombreuses éditions locales et structuré en de denses réseaux de diffusion, est trouvé dans le 3^{ème} GTE des Pyrénées-orientales et entraîne une lourde condamnation de ses instigateurs. Les bases de la résistance armée dans le sud-ouest sont jetées dès la fin 1941 à partir de groupes constitués dans l'Aude, l'Ariège le

¹⁴² BRES Yvan, BRES Evelyne, *op. cit.*

¹⁴³ La commission Kundt, du nom du haut fonctionnaire des Affaires étrangères du Reich, le Dr Ernst Kundt, est chargée d'entreprendre des visites d'inspection dans les camps de la zone non-occupée afin notamment de faire appliquer l'article 19 de la convention d'Armistice du 22 juin 1940, qui prévoyait que le gouvernement de Vichy livrerait aux autorités allemandes « tous les prisonniers de guerre et prisonniers civils allemands, y compris les prévenus et condamnés pour les actes en faveur du Reich allemand ».

¹⁴⁴ Le SERE (Servicio de Evacuacion de los Republicanos Españoles) et la JARE¹⁴⁴ (Junta de auxilio a los Republicanos españoles) sont des organes pour la « ré-émigration » des Réfugiés espagnols.

Tarn, constituant malgré la faiblesse des effectifs « *ce que l'on peut déjà qualifier de maquis espagnol* »¹⁴⁵

La création par le PCE de l'Union Nacional Española (UNE), probablement à Toulouse, en novembre 1942, parvient à fédérer différents courants anarchistes et de gauche engagés dans la résistance armée. La résistance espagnole entre ainsi dans une nouvelle phase à la fin de l'année 1942 quand est formé, avec des effectifs modestes, le *XIVe corps des guerilleros espagnols*, constitué en véritable mouvement armé autonome et indépendant des autres mouvements de la Résistance. « *Les groupes de guerilleros sont directement issus des noyaux de protection ou de résistance qui se créent à partir des chantiers de GTE, notamment dans les lieux les plus propices à l'activité clandestine de par leur environnement comme les exploitations forestières des départements pyrénéens, les barrages en construction du Massif Central ou les mines cévenoles* »¹⁴⁶. Fin 1943, la deuxième brigade du XIVe corps des guerilleros intègre les FTP-MOI pour une meilleure liaison et coordination des activités dont la 35ème Brigade « Marcel Langer » FTP de la MOI de Toulouse. Dans les autres départements de zone sud, les unités ne font que changer de nom (« Région » remplace Brigade, « Interrégion » succède à Division). Le mouvement est donc structuré en « divisions » selon la répartition géographique des unités, sabotant des installations, attaquant des troupes allemandes ou organisant l'évasion de prisonniers. La troisième division qui couvre la Lozère et le Gard est dirigée par Cristino Garcia. La quatrième division qui regroupe les Pyrénées-orientales, l'Aude, l'Aveyron, le Tarn et l'Hérault connaît plusieurs dirigeants (Camano jusqu'à son arrestation, Medrano, Miguel Angel Sanz). Ces divisions s'illustrent dans de nombreuses opérations de sabotage ou d'évasion de prisonniers ou de harcèlement des troupes allemandes et des forces de l'ordre françaises.

S'agissant de la place des Italiennes et des Espagnoles dans la Résistance, Hélène Chaubin note qu'« *on ne trouve pas de marques d'une participation significative des Italiennes en Corse. Mais en Languedoc, où les républicains espagnols réfugiés de 1936 à 1939 ont bénéficié d'une forte solidarité, il y a, pendant l'occupation, un milieu préparé, presque contraint, à la résistance. Des femmes de cette origine constituent 5 % des CVR*¹⁴⁷ *de l'Hérault. Elles ont adhéré aux FTPF en 1942 et 1943 et assuré les liaisons des brigades de guerilleros en 1944. Pour moitié, elles ont été déportées.* »¹⁴⁸

3.2 Le maquis d'antinazis allemands dans les Cévennes

Les Cévennes sont propices, de par leurs caractéristiques géographiques (des terres arides, couvertes de forêts de pins et de châtaigniers, difficiles d'accès en raison du relief escarpés, des voies routières et ferroviaires peu nombreuses, des territoires à l'habitat disséminés) à la constitution de maquis. Elles deviennent d'abord un refuge¹⁴⁹ pour les réfractaires et les évadés des camps d'internement qui servent de main-d'œuvre dans les mines d'Alès et de la Grand'Combe ou dans les ateliers de métallurgie. Les Cévennes, et particulièrement les Cévennes protestantes¹⁵⁰, pays des Camisards, se constituent ensuite en maquis au début des années 1940, accueillant d'abord les réfractaires au Service obligatoire du

¹⁴⁵ CUBERO José, *Les républicains espagnols*, Cairn, Pau, 2003, 365p., p.194.

¹⁴⁶ DREYFUS-ARMAND Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco op.cit.*, p.165.

¹⁴⁷ Combattants Volontaires de la Résistance.

¹⁴⁸ CHAUBIN Hélène, *Femmes dans la Résistance méditerranéenne, deux exemples, Corse et Languedoc, Cléo : Résistances et Libérations France, 1940-1945, n°1, 1995.*

¹⁴⁹ A Chambon-sur-Lignon, le pasteur protestant Alndré Trocmé et sa femme Magda ont accueilli quelque 2500 personnes (des républicains espagnols, des allemands antinazis, des juifs de toute nationalité).

¹⁵⁰ JOUTARD Philippe, POUJOL Jacques, CABANEL Patrick, *Cévennes, terre de refuge 1940-1944*, Montpellier, Presses du Languedoc/Club Cévenol, 1987, réed 2006, 366p. Cet ouvrage qui porte sur « *la terre de refuge que furent les Cévennes à l'égard des juifs (étrangers ou non) et des Allemands antinazis traqués par le régime de Vichy et les troupes d'occupation* » souligne ainsi le rôle du protestantisme comme « *première expression nette de l'opposition des non juifs à l'antisémitisme* ».

travail (STO), puis un noyau dur de la résistance aux Nazis, dont le maquis de Bir-Hakeim fondé par l'avocat toulousain « Barot » et un groupe d'anti-nazis allemands. Otto Kühn, dit « Robert », ancien député communiste allemand du Reichstag et ses camarades Martin Kalb, Richard Hilgert, Max Dankner, Paul Hartmann, Hermann Meyer, Max Frank et d'autres anciens brigadistes ont trouvé refuge dans les Cévennes, employés dans la fonderie de Saint-Chély d'Apcher ou dans les exploitations forestières. *« Cependant, le sentiment de relative sécurité dont bénéficièrent, jusqu'en 1943, les Allemands antinazis, était trompeur. Les deux vagues d'arrestations de juifs étrangers, en août 1942 et 1943 furent les signes annonciateurs de la fin de cette période de calme. (...) Ceux qui cumulaient les deux risques d'être catalogués à la fois comme « antinazis et Juifs » furent les premiers à se réfugier dans la clandestinité, avant même l'invasion de la zone Sud par la Wehrmacht (le 11 novembre 1942) »*¹⁵¹. Otto Kühn forme le maquis « Montaigne », du nom de code du résistant du français François Rouan, composé initialement d'une quarantaine d'Allemands, deux Tchèques, deux Yougoslaves, trois Autrichiens, un pasteur luxembourgeois et quelques Français.

La direction du T.A., Travail antifasciste Allemand ou Travail Allemand est établi à Lyon pour structurer l'action des résistants communistes allemands de France en zone sud. Il regroupe des antifascistes germanophones réfugiés en France, notamment depuis de l'avènement d'Hitler en 1933. Ils conduisent de délicates missions de contacts avec les troupes d'occupation, d'infiltration dans la Wehrmacht ou les services civils. A partir de novembre 1943, le T.A. s'oriente clairement vers l'action armée.

3.3 Les étrangers dans la Libération

En application des ordres du général Koenig¹⁵², qui exhorte l'ensemble de la résistance à ralentir au maximum les déplacements terrestres de l'ennemi », les guerilleros, qui portent la réputation d'être « *indisciplinés mais pourtant efficaces* »¹⁵³ multiplient les opérations de sabotages et d'attaques-surprises dans tout le Sud-Ouest. La première brigade de guerilleros des Pyrénées-orientales attaque ainsi le 13 juin 1944 une voiture occupée par des militaires allemands et un milicien.

Cette stratégie efficace oblige les forces allemandes à réorganiser leurs troupes. Des opérations frontales sont également conduites. Dans le département du Gard, le 10 juin, une unité conduite par Emilio Alvarez attaque la prison de Nîmes.¹⁵⁴ Dans les Pyrénées-orientales, à Perpignan, un dépôt d'armes est pris, le 26 juillet. La Garnison de Prades est attaquée le 29 juillet, et l'assaut est donné au siège de la police allemande, à la Villa Marguerite, sans succès cette fois.

Conséquence du débarquement en Provence, « *dans les Pyrénées-orientales, le repli allemand est précocement exécuté. Dès le 17, à minuit, tous les détachements frontaliers, en particulier ceux, de Prats-de-Mollo, de Saint-Laurent-de-Cerdans, d'Arles, de Corsavy, constitués progressivement en colonne, se dirigent vers Saint-Céret pour se joindre à la garnison de la ville. Attaqués par des éléments de la première bridage des guerilleros, ils prennent la fuite au bout de deux heures de combat, laissant un gros butin en armes et en munitions aux Espagnols* ».¹⁵⁵ Aidés par des renforts venus du département de l'Aude, les guerilleros libèrent Perpignan le 20 août.

¹⁵¹ *Ibidem*.

¹⁵² Marie-Pierre Koenig est depuis mars 1944 délégué du Gouvernement provisoire de la République française auprès du général Eisenhower, Commandant suprême interallié, commandant supérieur des Forces françaises en Grande-Bretagne et commandant des Forces françaises de l'intérieur (FFI).

Promu général de corps d'armée le 28 juin 1944, il est nommé Gouverneur militaire de Paris le 25 août suivant et le reste jusqu'à la fin des hostilités.

¹⁵³ Selon l'expression du Capitaine Moreau, reprise par CUBERO José, *Les républicains espagnols*, op.cit., p.221.

¹⁵⁴ CUBERO José, *Les républicains espagnols*, op. cit., p.229.

¹⁵⁵ *Ibidem*.

Cristino Garcia¹⁵⁶ et Miguel Arcas, dit Victor, à la tête d'une section de 32 guerilleros espagnols et de quatre FTPF, tendent un guet-apens aux forces d'occupation allemandes en repli, au croisement dit de la Madeleine, près d'Anduze, le 25 août. En provenance de Toulouse et de Perpignan, un détachement allemand passe par la route d'Alès tandis que le gros du convoi prend la route des Cévennes par Hippolyte-du-Fort et Quissac dans le Gard. C'est dans cette zone, près du château de Castellas-de-Tornac, que la colonne allemande est immobilisée par les guerilleros puis pilonnée par les forces alliées. « *Huit soldats allemands ont été tués au cours des combats et le lieutenant-général¹⁵⁷ ainsi qu'un autre officier supérieur se sont suicidés. La réalité de cette bataille a parfois été mise en doute, mais curieusement, son bilan, prisonniers, morts et blessés, n'a pas été remis en cause.* »¹⁵⁸

Les combattants étrangers prennent une part active dans la libération de plusieurs communes du Languedoc-Roussillon dont Prades, Céret et Perpignan dans les Pyrénées-orientales, mais aussi dans les villes de Montpellier et Nîmes.

IV. LES « TRENTE GLORIEUSES DE L'IMMIGRATION »¹⁵⁹ EN LANGUEDOC-ROUSSILLON¹⁶⁰ : FLUX, MUTATIONS ET AMBIVALENCES DES SITUATIONS D'IMMIGRÉS (1946-1974)

La région connaît durant cette période de profondes modifications dans la composition de sa population, tant du point de vue de sa structure démographique que de ses caractéristiques sociologiques (conséquences de la guerre d'Algérie, nouvelle migration ibérique, l'étiollement des anciennes colonies européennes, nouvelles vagues d'immigrants portugais, algériens et marocains). L'agriculture offre toujours un grand nombre d'emplois (salariés agricoles et saisonniers) mais la multiplication des grands travaux, des opérations d'urbanisme et l'explosion du péri-urbain crée de nombreux emplois à des postes de manœuvres et de maçons dans le secteur des BTP en zone urbaine.

1. Entre ruptures et continuités

1.1 Les profondes mutations de la démographie régionale

Au sortir de la guerre, la région Languedoc-Roussillon connaît une perte nette de 98200 habitants par rapport à 1936, soit 6% de sa population totale. Entre 1946 et 1954, la population régionale croît beaucoup moins vite au niveau régional (+3%) qu'au niveau national (+7,6%). La région perd, par exemple, des habitants dans sa partie occidentale (le Narbonnais, le Biterrois, la moyenne vallée de l'Hérault) où se conjuguent les effets des crises viticoles, de la sous industrialisation chronique, et de la crise démographique. Les centres urbains du Languedoc occidental sont particulièrement touchés par la baisse de la natalité et le vieillissement de la population, et « *le bilan, naturel et migratoire, reste négatif en dépit d'une nouvelle vague d'immigrants espagnols, (...) la population urbaine régresse à Carcassonne, Béziers et Narbonne, et se retrouve en 1954 en dessous de son niveau de 1936* »¹⁶¹.

¹⁵⁶ Retourné en Espagne après la seconde guerre mondiale, l'ancien chef de maquis Cristino Garcia est arrêté et exécuté par les autorités franquistes en octobre 1946.

¹⁵⁷ Malgré des doutes, il semble qu'il s'agisse de Konrad A. Nitzche Martin.

¹⁵⁸ CUBERO José, *Les républicains espagnols*, op. cit.

¹⁵⁹ L'expression est de Marie-Claude Blanc-Chaléard, dans BLANC-CHALEARD Marie-Claude, op. cit.

¹⁶⁰ Les programmes d'action régionale qui ont donné lieu au découpage définitif de la France en régions datent de 1955.

¹⁶¹ FERRAS Robert, PICALER Henri, VIELZEUF Bernard, op. cit.

L'installation à partir de 1962 de nombreux rapatriés d'Afrique du Nord permet de corriger la situation¹⁶². Ainsi, dans les Pyrénées-orientales, l'augmentation de la population n'est pas due à l'accroissement naturel, négatif, mais plutôt à un solde migratoire très largement positif. La baisse de la natalité continue durant la période, et le départ encore important des jeunes est compensé par l'arrivée massive des Pieds-noirs d'Algérie à partir de 1962, originaires pour beaucoup de la Mitidja et d'Oranie, de « Harkis » et d'Espagnols.

Dans le contexte démographique et économique morose de l'immédiat après-guerre, la baisse des effectifs étrangers est plus marquée en Languedoc-Roussillon que dans le reste du territoire (17% contre 10%). Au recensement de 1946, on dénombrait dans la région 14631 étrangers de moins qu'en 1936, soit une baisse de 11%.

La part de la population étrangère s'élève néanmoins à 8,1% en Languedoc-Roussillon contre 4,3% au niveau national en 1946. C'est dans l'Hérault que le nombre d'étrangers est le plus élevé en 1946 (et ce depuis 1891). En revanche, lorsque l'on regarde la part des étrangers dans les départements, ce sont les Pyrénées-orientales qui arrivent en tête (12,4%), devant l'Aude (11%), l'Hérault (7,6%), le Gard (5,6%) et la Lozère (0,9%).

Dans les années 1960 et 1970, la tendance s'est en effet inversée car le nombre d'étrangers progresse à nouveau (+19763 étrangers entre 1962 et 1975, soit 16% d'augmentation), même si la part de la population étrangère en Languedoc-Roussillon demeure stable au niveau régional (autour de 8%). (La stabilité de la part des étrangers dans la population régionale tient à la forte augmentation de la population régionale (+250100 habitants entre 1954 et 1968.) Les étrangers en Languedoc-Roussillon continuent à être proportionnellement plus nombreux que la moyenne nationale, même si l'écart se réduit (1,5 point entre l'échelon régional et national entre 1975).

La part des femmes dans la population étrangère progresse. Elle est comprise entre 41,7% en 1946 et 44% en 1975. Les Espagnoles et les Italiennes sont proportionnellement les plus nombreuses et se placent au dessus de la moyenne régionale. L'immigration portugaise et maghrébine est, en revanche, sous la barre des 40% jusqu'en 1968, mais en progression rapide.

¹⁶² CARRIERE Pierre, L'insertion dans le milieu rural languedocien des agriculteurs rapatriés d'Afrique du Nord, *Etudes rurales*, n° 52, 1973, pp.57-79. Le choix du Languedoc-Roussillon comme destination est expliqué, par le géographe Pierre Carrière, par l'attrait lié au cadre de vie et au climat proches de celui de l'Algérie, mais également par les facilités de logement « dans ces régions d'émigration chronique, dont beaucoup se dépeuplaient. [Enfin], la persistance des liens familiaux unissant ceux des colons qui descendaient de cultivateurs languedociens conduit, jadis, en Afrique du Nord, par la crise phylloxérique, à leur parents restés au pays, l'habitude prise au Maghreb, souvent d'envoyer les grands enfants terminer leurs études à Montpellier, la possibilité offerte, aussi, de participer à l'œuvre d'aménagement entreprise en Languedoc-Roussillon au début des années 60 à la diligence de la puissance publique, ont fait de cette Région de programme une terre d'accueil privilégiée pour les Rapatriés ». Toujours selon le géographe, sur 928 620 rapatriés d'Algérie, 84 748 se sont installés en Languedoc-Roussillon. Certains d'entre eux sont d'origine italienne ou espagnole.

	AUDE			GARD			HERAULT			LOZERE			PYRENEES-ORIENTALES			LANGUEDOC-ROUSSILLON		
	PT	E	%	PT	E	%	PT	E	%	PT	E	%	PT	E	%	PT	E	%
1946	267816	29476	11	377642	21259	5,6	454888	34910	7,6	87574	847	0,9	224364	27975	12,4	1412284	114467	8,1
1954	265207	22527	8,5	399489	18409	4,6	478123	28583	5,9	82992	1352	1,6	229892	23912	10,4	1455703	94783	6,5
1962	270340	21440	12,6	422660	26680	6,3	512840	39600	7,7	81180	2780	3,4	251460	32660	12,9	1538480	123160	8
1968	276572	23312	8,4	481232	33872	7	589816	50312	8,5	77268	1804	2,3	281844	38048	13,4	1706732	147348	8,6
1975	272187	19660	7,2	494433	36066	7,3	647802	50874	7,8	74828	2188	2,9	299331	34135	11,4	1788581	142923	8

Tableau 5. Evolution de la population étrangère (1946-1975).

Sources : 1946 et 1954 : recensements généraux de population. 1962-1975 : données issus du logiciel de l'INSEE

1.2 L'immigration espagnole : exilés et nouvelle vague migratoire

La prépondérance de l'immigration espagnole sur les autres nationalités se vérifie encore au lendemain de la Seconde guerre mondiale, malgré une baisse des effectifs. En terme de proportion, 72,3% des étrangers sont de nationalité espagnole en Languedoc-Roussillon en 1946.

Malgré l'afflux massifs d'exilés de 1939, le nombre d'Espagnols baisse de 6800 personnes, entre 1936 et 1946, passant de 89820 à 82954. La plus forte baisse concerne le département de l'Hérault qui compte, en 1946, 10000 ressortissants espagnols de moins qu'en 1936 (27055 contre 37028). (La diminution est nettement moins marquée dans l'Aude qui ne compte que 459 Espagnols de moins, avec un effectif de 21695 personnes en 1946, et dans le Gard où il n'y a que 250 Espagnols de moins durant la même période pour un effectif de 7933 personnes.) Le département des Pyrénées-orientales compte en revanche, en 1946, 3400 ressortissants espagnols de plus qu'en 1936. D'après les estimations de Javier Rubio, « *le nombre de réfugiés de 1939 dans le département en 1946 est nettement supérieur aux trois mille, [il est] probablement de l'ordre de six à sept mille au moins lorsque l'on prend en compte les naturalisations qui avaient lieu pendant la période, entre deux recensements* »¹⁶³. La Lozère, qui ne compte que 73 Espagnols en 1936, en dénombre 426 en 1946, soit 350 espagnols dans le département.

Geneviève Dreyfus-Armand estime à 40% la part des réfugiés républicains de la colonie espagnole résidant en France en 1945. Leur nombre augmente d'ailleurs légèrement dans les années de l'immédiat après-guerre puisque 10000 Espagnols (prisonniers politiques, familles fuyant la misère...) passent clandestinement la frontière jusqu'en 1950. « *Le statut de réfugié politique* », note l'historienne, *accordé aux exilés de 1939 par un décret du 15 mars 1945 est attribué assez libéralement à ces clandestins jusqu'en 1950 ; le décret de 1945 a donné, en effet, aux républicains espagnols le bénéfice du statut international de réfugiés tel qu'il résulte de la convention internationale de 1933.* »¹⁶⁴

Aux exilés de la guerre civile espagnole succède, à partir de 1956, par le truchement de l'O.N.I., une immigration espagnole qualifiée communément d'immigration économique. En réalité, les deux phénomènes, l'exil et l'émigration dite économique « *sont souvent liés et se recoupent partiellement* »¹⁶⁵, accélèrent ainsi les mutations de la colonie espagnole (compositions sociologiques, vieillissement des exilés, naturalisations). Les effectifs espagnols atteignent un pic en 1968 avec plus de 108000 ressortissants en Languedoc-Roussillon. Au niveau national également, les Espagnols constituent la première colonie étrangère. D'après les estimations de Javier Rubio, il reste, en 1968, après avoir déduit les naturalisations, les décès et les retours en Espagne, environ 3000 personnes résidant dans les Pyrénées-orientales avec le statut de réfugié.

Beaucoup de traits distinguent les immigrés économiques des exilés de 1939 : ils sont plutôt issus des provinces du sud de l'Espagne, et appartiennent à une génération qui a grandi sous le franquisme. Très souvent, ils considèrent leur présence comme temporaire, et se tiennent à distance des « rouges » diabolisés par le franquisme et sans espoir de retour.

Les Espagnols représentent autour de 74% des effectifs étrangers entre 1954 et 1968.

1.3 Le devenir des colonies italienne et polonaise

La colonie italienne connaît, en 1946, au niveau régional une baisse d'environ 25% par rapport à son niveau de 1936, passant de 21814 à 16184 ressortissants. Elle se réduit encore de moitié entre 1946 et 1975.

¹⁶³ RUBIO Javier, Nouvelles précisions sur l'accueil et l'intégration dans le Languedoc-Roussillon de la grande vague des réfugiés espagnols de 1939 in OBSERVATOIRE DE L'INTEGRATION EN LANGUEDOC-ROUSSILLON, *L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc-Roussillon*, actes du colloque, Montpellier, 1995, 161p.

¹⁶⁴ DREYFUS-ARMAND Geneviève, La constitution de la colonie espagnole en France, in *L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc-Roussillon*, op. cit.

¹⁶⁵ DREYFUS-ARMAND Geneviève, *L'exil des Républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco*, op. cit.

La baisse est la plus marquée dans l'Aude où l'on dénombre 66% Italiens de moins en trente ans (-3160), contre 46% dans le Gard (-3378), et 21% dans l'Hérault (-735).

La part des Italiens dans la population étrangère est stable en revanche en Lozère puisque l'on y retrouve une centaine de ressortissants transalpins au lendemain de deuxième guerre mondiale (avec de notables fluctuations durant la période, puisque l'on dénombre 940 italiens dans le département de la Lozère au recensement de 1962).

L'étiollement de la colonie polonaise est patent. Le nombre des Polonais dont la présence était significative dans le département du Gard depuis les années 20 baisse de façon continue en raison d'une part des retours volontaires après 1946, mais surtout des décès et des naturalisations. Les Polonais, aussi nombreux en 1946 qu'en 1936, avec des effectifs oscillant autour de 3200 personnes, sont deux fois moins nombreux aux recensements suivants, et cette baisse se poursuit jusqu'en 1968 où l'on ne compte plus que 260 Polonais domiciliés dans le Gard.

1.4 Nouvelle vague d'immigration portugaise

On note l'émergence d'une nouvelle vague migratoire jusque là inédite, celle des Portugais. Les conditions du *push and pull* concernant l'immigration portugaise ont été réunies à la fin des années 50. Du côté de l'Etat portugais, « *l'émigration légale se renforce durant toute la dictature de Salazar (1928-1968), avec la mise en place de la Junta de Emigracao, mais dans une politique ambiguë qui maintient un contrôle social et policier sur la population, tout en laissant se développer une forme d'émigration clandestine, indispensable aux équilibres économiques et sociologiques du pays* »¹⁶⁶. Du côté de l'Etat français, la diversification de l'origine nationale des ouvriers étrangers marque la volonté de limiter les entrées d'Algériens sur le territoire français. Avec l'essoufflement de l'immigration espagnole et italienne, l'immigration portugaise apparaît alors comme satisfaisante. Ainsi un million et demi d'émigrants quittent le Portugal entre 1957 et 1974. Si le passage de la frontière (« *o salto* » *en sautant par-dessus*) se fait en effet pour beaucoup de façon irrégulière et par l'entremise de passeurs, les « clandestins » bénéficient de mesures de régularisations rapides.

Dans la région, l'augmentation du nombre de Portugais est sensible à partir du recensement de 1962. En Languedoc-Roussillon, la colonie portugaise passe, en effet, de 1260 personnes à 6345 entre 1962 et 1975, doublant ses effectifs à chaque recensement. Elle représente 1% de la population étrangère régionale en 1962, 4,4% en 1975. Un tiers des étrangers de Lozère sont portugais en 1975, même si les effectifs globaux sont faibles (786 Portugais pour 2188 étrangers). L'Hérault voit les effectifs de la colonie portugaise se multiplier par 4,5 en quinze ans, passant de 460 en 1962 à 2038 personnes en 1975. Enfin, le Gard et les Pyrénées-orientales comptent environ 1400 ressortissants portugais en 1975.

1.5 Des « Français musulmans d'Algérie »... aux « Algériens »

A partir de 1947, la loi Lamine-Gueye (1946) qui accorde la nationalité française (et la citoyenneté) à tous les sujets de l'Empire, est appliquée en Algérie. Cependant, l'octroi de la nationalité française n'est pas accompagné de l'égalité politique et juridique : Français et « Français Musulmans d'Algérie » demeurent clairement séparés. En Algérie, le statut des « Français Musulmans d'Algérie » prévoit la libre circulation en métropole. Le département des Pyrénées-orientales constitue alors « *un lieu de passage et de courte durée pour la plupart des Nord-africains débarquant à Port-Vendres ou à l'aérodrome de Perpignan-Llabanère* »¹⁶⁷ dans les années 50, mais tous ne s'installent pas dans le département. Au recensement de 1954, 5980 « Musulmans originaires d'Algérie » ont été dénombrés en Languedoc-Roussillon, dont 3960 dans le Gard, soit 66% des effectifs régionaux. Après les accords d'Evian de 1962, l'immigration algérienne se poursuit et s'intensifie. Le nombre d'Algériens double entre 1962 et 1975, passant à

¹⁶⁶ VOLOVITCH-TAVARES Marie-Christine, Les travailleurs immigrés portugais pendant les Trente Glorieuses, *Hommes et Migrations*, n°1263, septembre-octobre 2006.

¹⁶⁷ BEAUCARNE Anthime, Situation de la main-d'œuvre nord-africaine dans les Pyrénées-orientales, mémoire de stage, ENA, Perpignan, 1952, 25p.

près de 700000. Le Languedoc-Roussillon compte 8859 Algériens en 1962 et près du double en 1975.

Au côté des Algériens apparaissent deux nouvelles vagues d'immigration : la première tunisienne reste modeste. On compte en Languedoc-Roussillon 640 Tunisiens en 1962, 720 en 1968, 1708 en 1975. La seconde, de plus grande ampleur, résulte, de la signature des accords de main-d'œuvre avec le Maroc en 1963. Entre 1962 et 1975, la colonie marocaine passe de 400 à 13713 personnes. Elle est ainsi multipliée par 35 en moins de quinze ans, pour représenter 9,5% des étrangers de la région en 1975.

2. Au travail !

2.1 Un emploi ouvrier dans l'agriculture ou le bâtiment

L'absence de correspondance entre les grilles des recensements de population rend nécessaire une interprétation prudente des données sur l'évolution des secteurs d'activités des étrangers. Nous pouvons néanmoins souligner un certain nombre d'évolutions.

L'agriculture emploie encore massivement les étrangers durant cette période. En 1954, 55,4% des étrangers sont employés dans le secteur « forêts et agriculture », majoritairement en qualité d'ouvrier agricole. De façon complémentaire, le travail saisonnier, pénible physiquement, est en grande partie assuré par des Espagnols qualifiés. *« La riziculture en bas Languedoc exige un travail de spécialistes nécessitant un tour de main pour le semis en pépinière pratiqué en mars-avril, mais aussi un travail pénible puisque le repiquage, au mois de mai, s'effectue dans l'eau. Ces deux raisons expliquent l'absence des Français. »*¹⁶⁸ Le second volant de main-d'œuvre saisonnière est celui, plus ancien, des vendangeurs, employés dans les grands domaines viticoles.

Conséquence des grandes mutations économiques de l'après-guerre, la part de l'emploi agricole régresse en trente ans pour atteindre 33,2% en 1975. L'emploi agricole recule nettement dans l'Aude (71,6% en 1954 contre 46,2% en 1975), dans l'Hérault (53,3% en 1954 contre 29,7% en 1975), dans les Pyrénées-orientales (53,5% en 1954 contre 28,8% en 1975). En 1975, 35% des actifs espagnols et 30,3% des actifs marocains travaillent dans l'agriculture en Languedoc-Roussillon. Les Marocains sont employés dans l'agriculture (arboriculture fruitière notamment) en relais de la main-d'œuvre espagnole. Comme le note en effet Jules Maurin, *« 56,2% des actifs étrangers employés dans l'agriculture gardoise sont marocains »*, (dans le Gard Rhodanien et les Costières (canton d'Aramon, Beaucaire, Saint-Gilles) ¹⁶⁹.

10,4% des étrangers travaillent dans le secteur des BTP en 1954¹⁷⁰ contre 32,4% dans le bâtiment, le génie civil et agricole en 1975. Parmi des actifs étrangers travaillant dans la construction en 1975, on trouve des Espagnols à 49,3%, des Algériens à 21%, des Marocains à 12%. En 1975, dans l'Hérault, on note 18,6% de Marocains, 19,5% d'Algériens employés dans le BTP, ce qui confirme l'idée selon laquelle, cette présence, s'étend à la fin des années 70 à l'Hérault et à l'agglomération montpelliéraine du fait de *« la croissance de l'urbanisation »*¹⁷¹.

Si l'on regarde les secteurs qui ont traditionnellement employé une forte main-d'œuvre étrangère comme, par exemple, dans le bassin minier et industriel d'Alès-La Grand'Combe, on constate un net repli : 22,8% des étrangers du Gard sont employés dans les industries extractives du Gard en 1954, (soit 1741 actifs étrangers) contre 3,8% en 1975, (soit 480 actifs étrangers). En revanche, ils restent très majoritairement algériens (à 86%).

¹⁶⁸ HUBSCHER Ronald, *L'immigration dans les campagnes françaises*, Odile Jacob, Paris, 2005, 478p., p.375.

¹⁶⁹ MAURIN Jules, *Les étrangers en Languedoc-Roussillon au XXe siècle*, op. cit.

¹⁷⁰ Un centre de formation aux métiers du bâtiment est ouvert pour les Nord-africains à Rivesaltes en 1951.

¹⁷¹ MAURIN Jules, *Les étrangers en Languedoc-Roussillon au XXe siècle*, op. cit.

11,1% des étrangers travaillent en 1954 dans le secteur des « autres industries de transformation ». En cumulant les catégories de l'industrie des biens intermédiaires, des biens d'équipement et des biens de consommation courante, on trouve également 11%.

6,5% des actifs étrangers sont employés dans le secteur du commerce, de la banque et des assurances en 1954, contre 12,7% dans les secteurs cumulés du « commerce » et des « services marchands ».

Les étrangers appartiennent majoritairement aux catégories ouvrières. En 1962, dans l'Aude par exemple, près de la moitié des actifs étrangers sont salariés agricoles, 14% ouvriers spécialisés et manœuvres, 9% ouvriers qualifiés ou contre-maîtres. 13% environ sont agriculteurs exploitants, 4% sont patrons d'industrie ou de commerce. Dans le Gard, pour prendre un autre exemple, les salariés agricoles sont également majoritaires (environ 30% des actifs étrangers), suivis des OS (32%), puis des ouvriers qualifiés (13%) et les mineurs (11%). Les exploitants agricoles étrangers ne représentent que 4% des actifs et les patrons de commerce et d'industrie 3%.

La part des femmes étrangères dans la population active est en baisse depuis 1946 : elles représentent 20,5% des actifs étrangers en 1946 contre seulement 13,4% en 1975. Les femmes actives étrangères sont, en 1954, majoritairement employées dans les services (37,5%) puis l'agriculture (33,1%) et dans les industries de transformation (13,8%). En 1968, Plus de la moitié des femmes actives étrangères travaillent dans le secteur des services (50,4%), 16,6% d'entre elles sont employées dans les industries de transformation, 15,9% dans l'agriculture.

2.2 Permanence de la condition d'indigène : les « opérations de transferts » de mineurs nord-africains des Cévennes vers la Lorraine

Dans le bassin minier cévenol, la main-d'œuvre étrangère, et particulièrement nord-africaine sert au milieu des années 50, comme durant les crises des années 30, de variable d'ajustement. C'est ce que montre une étude publiée par l'INED en 1957 sur *«l'adaptation en Lorraine des mineurs du Centre-Midi à la suite des opérations de transfert»*. Ce document nous apprend que, compte tenu de l'insuffisance du nombre de jours effectivement travaillés en 1953 et 1954 (respectivement 274,8 et 264,3), une partie du personnel des mines du Centre-Midi, est « replacée », selon le mot employé dans l'étude, dans les mines lorraines, dans le but d'éviter les licenciements. Au total, 630 ouvriers ont été « transférés, dont une partie des ouvriers des mines cévenoles¹⁷². *« Décidés par voie autoritaire, ils [les transferts] devaient, à l'origine, ne porter que sur des ouvriers célibataires nord-africains ou étrangers. »*¹⁷³. Ces « transferts » ont ainsi eu lieu en décembre 1953, février 1954, et tout au long de l'année 1955, avant qu'une reprise de l'activité minière ne les rende inutiles. La « Haute Autorité », à la demande du gouvernement français qui relaie les protestations *« des dirigeants syndicaux, des élus locaux, des commerçants et même [du] clergé »* décide de prendre en charge la moitié des frais de déménagement et de transport et d'une prime de réinstallation de 75000 francs pour les célibataires et de 200000 francs pour les familles. Les auteurs de l'étude notent plus loin que *« si le régime de volontariat a fonctionné d'avril 1954 à avril 1955, des pressions assez vives ont été exercées par la suite pour convaincre des célibataires nord-africains et étrangers et un groupe d'ouvriers espagnols implantés à Decazeville. »* On apprend également que *« certains se sont plaints que le délai imparti pour faire ce choix était trop court. »*

2.3 La viticulture régionale dépendante des saisonniers espagnols

La viticulture régionale est dépendante de la main-d'œuvre saisonnière espagnole. D'après les directions départementales de l'emploi et du travail, plus de 55400 contrats de travail

¹⁷² L'étude de l'INED, qui vise à comprendre les difficultés d'adaptation d'un milieu à l'autre, porte sur une cohorte de 200 mineurs déplacés. Parmi eux, 28% est issu du bassin minier cévenol. L'intérêt de l'étude de l'INED porte surtout sur le récit des circonstances et le déroulement de ces transferts de mineurs nord-africains. Le reste de l'étude est consacrée aux impressions à l'arrivée des mineurs déplacés, à leur adaptation à leur nouveau milieu de travail, à l'habitat et aux conditions de vie en Lorraine.

¹⁷³ GIRARD Alain, Région Languedoc-Roussillon, économie et population, *Cahier de l'INED*, travaux et documents, n°30, PUF, Paris, 1957, 327p.

saisonniers¹⁷⁴, représentant approximativement un million de journées de travail, ont été conclus avec des vendangeurs espagnols pour l'année 1966 dans les quatre départements viticoles de la région Languedoc-Roussillon (Aude, Gard, Hérault et Pyrénées-orientales), soit une progression de 650% par rapport à 1956. 44% des saisonniers ont, en 1966, rejoint l'Hérault (essentiellement le Biterrois et le Montpelliérais), 35% l'Aude (le Narbonnais et les Corbières), 13% le Gard (l'Uzègeois, la costière et la plaine littorale gardoise), et seulement 6,3% les Pyrénées-orientales (Vallespir, les Albères). Ces différences s'expliquent par la structure et l'organisation économique des vignobles départementaux, où le recours à l'emploi saisonnier, plus important dans les zones de monoactivité viticole, est proportionnel à la taille de l'exploitation. « *Les grandes exploitations qui, mieux que les moyennes ou les petites, savent ajuster leur main-d'œuvre au volume des travaux à effectuer en période creuse, trouvent, chez les saisonniers espagnols, le volant de force de travail qui leur permet de faire face à leurs besoins, brusquement accrus en période de vendange.* »¹⁷⁵

En 10 ans seulement, les vendangeurs outre-pyrénéens ont entièrement remplacé la main-d'œuvre gavache. Les immigrés espagnols, durablement installés, jouent un rôle dans le recrutement puisqu'une forte corrélation existe entre l'origine géographique (provinces de Valence, Murcie, Alicante et Castellon et dans une moindre mesure d'Andalousie et de Nouvelles Castille) des saisonniers et celle des Espagnols établis à demeure. Les saisonniers espagnols, motivés par les compléments de salaires, renouvellent généralement l'expérience d'année en année, souvent chez le même employeur. Les saisonniers proviennent donc « *des provinces rurales espagnoles d'économie comparable, à la faveur du décalage dans la date de récolte* »¹⁷⁶. Ils viennent généralement en famille, les enfants en âge de travailler sont en grand nombre, leur salaire venant grossir le pécule familial, « *la reconstitution de la vie familiale sur les lieux de travail est un moyen de vivre en vase clos et d'économiser la plus grande partie possible du salaire perçu, en assurant, par exemple, la préparation des repas* »¹⁷⁷. Employés à forfait pour les vendanges, les saisonniers espagnols prolongent leur séjour en se rendant dans les exploitations où les vendanges sont plus tardives (en Charente-maritime par exemple ou dans la partie occidentale de l'Aude) ou trouvent à s'embaucher encore dans les caves coopératives, avant de rentrer en Espagne.

2.4 Les Portugais dans le BTP

Les Portugais sont plutôt employés dans le BTP que dans les autres secteurs d'activité. Alors que 37% des actifs étrangers occupés travaillent, en 1968, dans l'agriculture, les Portugais ne sont que 21,4% à travailler dans ce secteur. Près de la moitié d'entre eux est employé dans le secteur des BTP, contre 31,4% des étrangers actifs de l'Hérault. Les Portugais travaillent dans des proportions légèrement plus grandes dans le secteur des services que la moyenne des actifs. Lorsqu'ils travaillent dans l'agriculture, tous sont salariés agricoles, aucun n'est exploitant. 36% de la population active portugaise est employé en qualité d'ouvriers spécialisés et de manœuvres contre 24% de la population étrangère active du département de l'Hérault, 3,5% des portugais actifs sont patrons dans l'industrie ou le commerce contre 5,5% de l'ensemble des étrangers actifs du département. Enfin, les Portugais sont contremaîtres ou ouvriers qualifiés dans les mêmes proportions que l'ensemble des étrangers actifs du département, c'est-à-dire autour de 20%.

¹⁷⁴ Il faut ajouter à ce chiffre officiel un certain nombre d'embauches non déclarées de ressortissants espagnols ayant franchi la frontière avec un passeport de touriste.

¹⁷⁵ *Ibidem*.

¹⁷⁶ CARRIERE Pierre, FERRAS Robert, Migration saisonnière des vendangeurs espagnols en Languedoc-Roussillon, *Population*, 23^e année, n°1, Janvier-février 1968, pp.129-134.

¹⁷⁷ *Ibidem*.

Tableau 6. Répartition des actifs étrangers et portugais par secteur d'activité dans l'Hérault en 1968.

	Ensemble des étrangers		Portugais	
	Effectifs	%	Effectifs	%
Pêche, agriculture, forêts	6272	37,0	96	21,4
Bâtiments et travaux publics	5324	31,4	208	46,4
Autres industries de transformation	1656	9,8	48	10,7
Services	1744	10,3	64	14,3
Autre	1940	11,5	32	7,1
TOTAL	16936	100	448	100

Sources : recensements généraux de population

Le taux de féminisation de la colonie portugaise est nettement inférieur à celui de la moyenne des étrangers en 1962 au niveau régional (31,7% contre 42,8% pour l'ensemble des étrangers et 45,1% pour les Espagnols). (L'écart est encore plus important avec la moyenne nationale puisque le taux de féminisation est de 29,5% en 1962). En quinze ans, la colonie portugaise se féminise néanmoins fortement et se situe dans la moyenne régionale, soit un taux de féminisation des étrangers à environ 44%.

3. Le logement des immigrés

3.1 L'accession à la propriété dans la stratégie d'ascension sociale¹⁷⁸

En milieu rural, les Espagnols issus des premières vagues migratoires sont logés dans le domaine du propriétaire dans des conditions que Maryvonne Laurans qualifie de « servage moderne ». « Dissocier le logement du travail a été pour la majorité des ouvriers de ces domaines un acte d'autonomie sociale »¹⁷⁹. La location, mieux encore l'accession à la propriété entrent alors dans « une stratégie d'affranchissement ». Au-delà de cet affranchissement se cache parfois une volonté d'affichage, d'ostentation de la réussite sociale. Les Espagnols qui ont réussi à passer du statut de *ramonet* à celui de métayer et de petit propriétaire, ceux qui se sont enrichis grâce à une entreprise artisanale de maçonnerie ou au négoce du vin veulent traduire leur réussite matérielle par la construction d'une belle maison. Les réfugiés politiques, quant à eux, observeraient « d'un œil critique les immigrés économiques pris dans le mirage de l'accession à la propriété et obnubilés par des préoccupations matérielles considérées comme mineures »¹⁸⁰.

3.2 Du gourbi au HLM, l'itinéraire urbain de la famille Qaddûr

Pour les immigrés installés en zone urbaine, le logement est, dans les années 50, souvent insalubre et temporaire et dépend de la débrouille, particulièrement durant les premières années. La reconstitution de l'itinéraire urbain de sept ménages d'une même famille algérienne installés à Montpellier entre 1952 et 1970¹⁸¹ permet de retracer leur parcours résidentiel.

Saïd Qaddûr, le premier, quitte en novembre 1951 le Nord des Aurès dont il est originaire pour la France afin d'aider sa famille et lutter contre les effets de la colonisation « en envoyant au douar l'argent nécessaire au maintien et au développement du patrimoine foncier »¹⁸². Lorsqu'il arrive à Montpellier, c'est d'abord dans un hôtel qu'il trouve à se loger. Dans les années 50, en l'absence de politique publique, dans un contexte de crise du logement aiguë, les travailleurs immigrés, trouvent à loger dans « des immeubles en construction », des « entrepôts », « des meublés à plusieurs ». On évoque aussi des bidonvilles, des campements, comme celui du chemin des

¹⁷⁸ Voir également HUBSCHER Ronald, *op. cit.*, p. 344, « sortir du prolétariat ».

¹⁷⁹ LAURANS Maryvonne, *op. cit.*

¹⁸⁰ *Ibidem*.

¹⁸¹ BESOMBES-VAILHE Jean-Pierre, Itinéraire urbain d'une famille algérienne, *Hommes et Migrations*, vol. 1169, 1993, pp.13-18

¹⁸² *Ibidem*.

Barques, les écuries de la caserne Joffre, des caves d'immeuble, des baraques de chantiers où les immigrés font également office de gardiens.

En 1953, l'obtention d'une place de gardien d'entrepôt et d'un logement de fonction permet à Saïd Qaddûr de faire venir sa femme et ses enfants en France et d'héberger son frère Saïd. Celui-ci loue à partir de 1955 une pièce, dans le quartier des abattoirs, pour loger sa famille qu'il a fait venir du pays. Le réseau familial va jouer et d'autres frères ou cousins vont immigrer, de façon temporaire ou définitive. Ali a, par exemple, aménagé avec sa famille en 1957 «*rue Saint-Ursule dans un îlot délabré du centre-ville*»¹⁸³.

Dans les années 60, les membres de la famille Qaddûr déjà installés à Montpellier et ceux qui les ont rejoint (7 ménages de la famille élargie ont immigré à Montpellier) ont eu accès à l'habitat collectif dans les cités HLM issus des projets d'aménagement urbains liés au rapatriement des pieds-noirs et des politiques publiques de résorption de l'habitat insalubre¹⁸⁴ (Cité Gély, ZUP de la Paillade et Petit-Bard à Montpellier). Les années 70 signifient pour certains l'accession à la propriété dans le péri-urbain souvent «*motivés par un projet volontariste d'insertion dans la société d'accueil*»¹⁸⁵, vécus comme une forme de promotion sociale ou une stratégie d'évitement des grands ensembles.

4. Dans la tourmente de la guerre d'Algérie

4.1 Des militants indépendantistes algériens internés sur les causses du Larzac, dans le Gard et les Pyrénées-orientales

D'après les rapports de police et des renseignements généraux cités par Bernard Deschamps, les mineurs algériens du bassin cévenol sont perméables aux idées nationalistes et leur sympathie va au MTL¹⁸⁶ de Messali Hadj. En novembre 1952, le régime colonial est condamné par une résolution conjointement signée à Alès par le MLTD, le PCF, la CGT et l'UFF. Dans le conflit qui oppose le MNA¹⁸⁷ et le FLN, en 1956 et 1957, les mineurs algériens prennent position pour le FLN. Pour autant, «*« cette guerre dans la guerre » a pour l'essentiel épargné le Gard*»¹⁸⁸. La lutte armée prônée par le FLN en métropole pour l'indépendance de l'Algérie se traduit dans la région par plusieurs tentatives d'attentat et de sabotages, tels des départs d'incendies dans la région de Roquemaure en septembre 1958. Plus tard, en 1960, des projets de destruction de barrages hydroélectriques ou de canalisation dans le quartier des Prés Saint-Jean sont contrecarrés, une cache d'armes est découverte en 1960 à Alès.

Comme le note Marc Bernardot, «*pour lutter contre le FLN en métropole, le ministère de l'intérieur met en place un réseau de centres d'assignation qui constituent un cas original dans l'histoire de l'internement en France, en ce qu'ils sont à la fois le théâtre d'un affrontement continué et celui d'une coopération entre l'administration et les assignés*»¹⁸⁹.

Ainsi des militants du FLN sont-ils installés dans des CARS (centre d'assignation à résidence surveillée) sur des sites militaires des causses du Larzac (Aveyron) et à Saint-Maurice l'Ardoise (Gard), tandis que le camp militaire de Rivesaltes (Pyrénées-orientales) est utilisé comme CARS pour les militants de l'OAS puis comme centre d'accueil pour les familles harkies après 1962. Décrivant l'organisation et les effectifs du FLN, Bernard Deschamps note qu'Alès, devient «*un*

¹⁸³ *Ibidem*.

¹⁸⁴ Loi Vivien du 10 juillet 1970.

¹⁸⁵ BESOMBES-VAILHE Jean-Pierre, *op. cit.*

¹⁸⁶ Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques.

¹⁸⁷ Mouvement National Algérien, faisant suite au MLTD.

Voir également la synthèse de Benjamin Stora, *Histoire de la guerre d'Algérie, (1954-1962)*, La découverte, Repères, Paris.

¹⁸⁸ DESCHAMPS Bernard, *Le fichier Z, essai d'histoire du FLN algérien dans le Gard, 1954-1962*, Le temps des cerises, Pantin, 2004, 161p.

¹⁸⁹ BERNARDOT Marc, Entre répression policière et prise en charge sanitaire : le cas du centre d'assignation à résidence du Larzac (1957-1963), *Bulletin de l'IHTP*, n°83, Répression, contrôle et encadrement dans le monde colonial au XXe siècle.

centre névralgique important en raison de sa position géographique et de la présence de 1300 mineurs algériens fortement politisés »¹⁹⁰ et la « répression policière » à leur rencontre s'est notamment traduite par la création du camp de 215 hectares de 1070 places à Saint-Maurice l'Ardoise en 1958¹⁹¹.

4.2 Difficile arrivée des Harkis et pieds-noirs

Avec le processus de décolonisation et la fin de la guerre d'Algérie, la composition sociologique de la population du Languedoc-Roussillon est modifiée par l'arrivée nombreuse de pieds-noirs et de harkis. « *Le rapatriement massif et tragique sur le sol métropolitain « des Pieds-noirs » du printemps et de l'été 1962 devient l'élément fondateur d'une communauté qui se vit en exil* »¹⁹² comme le souligne l'historien Jean-Jacques Jordi. Le terme de « Pied-noirs », au départ refusé, devient rapidement un enjeu de mémoire collective comme en témoigne le succès des rassemblements du 15 août à Nîmes pour fêter, chaque année, Santa Cruz, la protectrice d'Oran. Le Languedoc-Roussillon va en outre « accueillir », dans des conditions le plus souvent indignes, bon nombre des milliers de français musulmans ou « harkis », désignation impropre et chargée de mépris qui définit les supplétifs de l'armée française¹⁹³. Ces derniers arrivent dans la région à Port-Vendres ou à Sète à l'issue d'un voyage sans retour vers la métropole. Les conditions de rapatriement déterminent leurs trajectoires individuelles et familiales alors qu'ils sont installés provisoirement ou durablement dans trois anciens camps militaires de la Région : à Rivesaltes (Pyrénées-orientales), sur le causse du Larzac ou au camp de Saint-Maurice l'Ardoise (Gard) jusqu'à la fin des années 70.

Mail à Pascal Blanchard pour photo jpeg supplément ML

Légende : « Coiffeur de fortune à Rivesaltes »

Photographie, anonyme, issue du fonds de *l'Indépendant*, 1962.

Cette photo est significative de la précarité des conditions de vie du camp de Rivesaltes, à l'arrivée des populations harkis, en 1962. On perçoit un vaste terrain vague non débroussaillé, et à l'arrière-plan, les baraques. Un homme se fait couper les cheveux ou raser dans un salon de coiffure improvisé en plein air, (visiblement sans eau). L'abri, plus que sommaire, est constitué de quelques bâches tenus par des planches

¹⁹⁰ DESCHAMPS Bernard, *op. cit.* p. 38.

¹⁹¹ Il y a eu d'autres lieux de détention dans le Gard, comme la Maison d'arrêt de Nîmes ou le fort Vauban d'Alès.

¹⁹² JORDI Jean-Jacques, 1962, *l'arrivée des pieds-noirs*, Autrement, 1995, 139p.

¹⁹³ CHARBIT Tom, Les français musulmans rapatriés et leurs enfants, *Migrations-études*, DPM, vol. 117, 12p.

et a peut-être pour fonction d'isoler ces hommes de la forte tramontane (vent du nord-ouest) qui balaie en permanence la région.

3.3 Des camps de Harkis : Saint Maurice l'Ardoise, à «Saint Laurent les Arabes »

Le camp de Saint-Maurice l'Ardoise, entre Avignon et Nîmes, reçoit dans un premier temps et dans l'urgence 6000 personnes. La population très hétérogène que le camp accueille est triée durant les deux années qui suivent, et « recasée » », en fonction de critères diversement appliqués, tels que le niveau de qualification, le statut matrimonial, la taille de la famille... Un emploi dans l'agriculture, les BTP ou l'industrie, le regroupement familial, l'installation dans un chantier de forestage, ou le maintien dans un des camps constituent les principales solutions de « recasement ». A partir de la fin de l'année 1964, le camp de Saint Maurice l'Ardoise devient « une cité d'accueil et d'hébergement », selon la terminologie officielle, et regroupe les rapatriés issus de différents camps jugés « incasables » : « *infirmes, invalides, victimes de guerres, malades mentaux, mais aussi des hommes âgés ou des veuves à qui il était indispensable de prodiguer des soins et d'assurer un encadrement médico-social* »¹⁹⁴. Le renouvellement de la population du camp est profond, puisque 16,3% seulement des personnes qui se trouvent dans le camp à la fin de l'année 1964 y résident depuis son ouverture.

Dès lors, ses effectifs tournent autour de 800 personnes jusqu'à la fermeture du camp en 1975. Malgré des travaux d'entretien, la dégradation des équipements et des locaux du camp s'accroît au fil des années. L'isolement géographique et le maintien d'une discipline militaire inspirée du monde colonial contribuent à « la dégradation de la santé physique et mentale des résidents. L'évolution du regard que l'administration porte sur eux a d'ailleurs changé. Vus comme des « incasables » jusqu'au milieu des années soixante, selon une grille de perception directement issue du monde du travail, ce regard bascule progressivement dans le registre de l'assistance à une population souffrant de handicaps physiques ou mentaux. »¹⁹⁵ Tous ces éléments concourent à la crise de l'été 1975, conduite par les jeunes nés pendant la guerre d'Algérie et ayant grandi dans les camps de Bias et de Saint-Maurice. Aux grèves de la faim et à l'occupation du camp succèdent des prises d'otages. En réponse, le conseil des ministres adopte des mesures d'urgence en août 1975, dont la fermeture des camps effective à la fin de l'année suivante. « *Malheureusement, à l'inverse d'une véritable politique envers ces rapatriés, les structures et autres organismes de suivi se succèdent les uns après les autres, preuve d'une incapacité à régler fondamentalement les difficultés des anciens harkis et de leurs enfants.* »¹⁹⁶

V. PROFILS DE L'IMMIGRATION EN LANGUEDOC-ROUSSILLON À LA FIN DU XX^e SIÈCLE

A partir des années 1970, l'immigration de travail est officiellement suspendue, mais les arrivées d'immigrants se poursuivent, notamment au travers du regroupement familial. L'apparente stabilité des chiffres de l'immigration régionale cache de nouvelles évolutions dans la composition de la population immigrée (importance de l'immigration maghrébine et étiollement de la colonie espagnole, naturalisations, féminisation, vieillissement). Dans le contexte de crise qui met fin aux Trente glorieuses, les travailleurs étrangers sont plus durement frappés par le chômage que les Français. L'activité économique régionale se structure autour du secteur tertiaire délaissant peu à peu les secteurs d'activité traditionnels des immigrés (Agriculture, Bâtiment et travaux publics). Les formes classiques de l'immigration du travail et du regroupement familial cohabitent avec de nouvelles migrations venues d'Europe du Nord et du Maroc. Enfin, des travaux permettent de rendre compte des divers obstacles que rencontrent les immigrés et leurs descendants dans leur processus d'intégration.

¹⁹⁴ CHARBIT Tom, Saint-Maurice-l'Ardoise : socio-histoire d'un camp de Harkis (1962-1976), *Migrations-études*, DPM, vol. 128, 2005, 12p.

¹⁹⁵ *Ibidem*.

¹⁹⁶ MOUMEN Abderahmane, *Entre histoire et mémoire, les rapatriés d'Algérie*, Dictionnaire bibliographique, éditions Jacques Gandini, 2003. Une nouvelle révolte, partie cette fois de la cité des Oliviers à Narbonne et qui s'étend rapidement à Carcassonne, Saint-Laurent les Arbres et Amiens notamment, voit le jour quinze ans plus tard, en 1991.

1. Les mutations démographiques de la population immigrée

1.1 Stabilisation du nombre d'étrangers dans un contexte de crise

Les rythmes et l'évolution de l'immigration en Languedoc-Roussillon dans les dernières décennies sont influencés par la politique publique conduite au niveau national. Et l'année 1974 marque en cela un tournant. Une des solutions proposées par Valéry Giscard d'Estaing, fraîchement élu à la présidence de la République pour conjurer les effets de la crise économique naissante, est l'arrêt de l'immigration. Les mesures de restrictions prises ont pour but de suspendre les flux d'immigration de travailleurs permanents, à l'exception de ceux originaires de la CEE. Ces mesures sont d'ailleurs plus « *le reflet de préoccupations croissantes devant les effets sociaux et politiques de la situation antérieure qu'une réponse à la crise économique encore mal perçue* »¹⁹⁷. Le contrôle des flux migratoires produit peu d'effets, l'immigration de travail se poursuit, tandis que l'installation en France des familles rejoignantes s'intensifie.

En Languedoc-Roussillon, la baisse du nombre d'étrangers entre 1975 et 1982 est de l'ordre de 8% (-8091 étrangers). La part de la population étrangère s'établit à 7% de la population régionale en 1982, légèrement en dessous de la moyenne nationale (8%). Le nombre d'étrangers se stabilise à partir de 1982, puisque la région compte 134832 étrangers en 1982, 132854 en 1990 et 131493 en 1999, mais sa part dans la population étrangère passe de 7% en 1982 à 5,7% en 1999 de la population régionale totale. (Dans le même temps, le Languedoc-Roussillon connaît une des plus fortes croissances démographiques régionales, la progression de la population étant de 9,8% entre 1982 et 1990 par exemple.)

Si l'on s'intéresse à l'évolution de la population étrangère sur trente ans, on constate que la population étrangère a baissé de 11430 personnes entre 1975 et 1999, soit une diminution de 8% des effectifs. Celle-ci s'explique, outre les facteurs exogènes (volonté politique de fermeture des frontières) par des causes endogènes (vieillissements, décès, naturalisations). La baisse est surtout marquée dans les Pyrénées-orientales (le département compte 29,1% d'étrangers en moins, et dans le même temps, la population des P.O a progressé sensiblement dans les mêmes proportions, autour de 31%). L'Aude compte 23% d'étrangers en moins alors que, dans le même temps, la population départementale a progressé de 13%. *A contrario*, les effectifs étrangers ont progressé dans l'Hérault (+1715), la Lozère (+422), et le Gard (+968).

La répartition de la population étrangère est contrastée entre les zones rurales et urbaines. En 1990, 66% des étrangers contre 60% de la population régionale vit en zone urbaine. Les villes abritent en effet les principaux pôles d'activité économique qui emploient les étrangers. Montpellier à elle seule attire 15% des étrangers de la région contre 7% à Nîmes et Perpignan.

Enfin, si on prend en compte la nouvelle catégorie « immigré »¹⁹⁸ des statistiques, le Languedoc-Roussillon en compte 205 000. Cela concerne donc 9% de la population régionale, et place la région Languedoc-Roussillon au quatrième rang après l'Île de France, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'azur.

¹⁹⁷ RICHARD Jean-Luc, TRIPIER Maryse, Les travailleurs immigrés en France, des Trente glorieuses à la crise in DEWITTE Philippe (Dir.), *Immigration et intégration, L'état des savoirs*, La découverte, Paris, 1999, p. 437. p.178.

¹⁹⁸ A partir de 1995, la catégorie « Immigré » est apparue dans la statistique française. Elle concerne les personnes nées hors du territoire national et résidant en France, quelle que soit leur nationalité. Les étrangers, seuls, répondent au critère de nationalité, qu'ils soient nés ou non en France.

Tableau 7. Evolution des effectifs étrangers (1975-1999)

	AUDE			GARD			HERAULT			LOZERE			PYRENEES-ORIENTALES			LANGUEDOC-ROUSSILLON		
	PT	E	%	PT	E	%	PT	E	%	PT	E	%	PT	E	%	PT	E	%
1975	272187	19660	7,2	494433	36066	7,3	647802	50874	7,8	74828	2188	2,9	299331	34135	11,4	1788581	142923	8
1982	280836	17316	6,2	528656	34288	6,5	708836	49316	6,9	74156	2976	4,0	334664	30936	9,2	1927148	134832	7
1990	298793	17321	5,8	585376	37312	6,4	795142	49399	6,2	73010	2720	3,7	363558	26102	7,2	2115879	132854	6,2
1999	309952	15091	4,9	623058	37034	5,9	896909	52589	5,9	73508	2610	3,5	392930	24169	6,1	2296357	131493	5,7

1.2 D'une immigration majoritairement ibérique à une immigration algérienne puis marocaine

La période se caractérise par le passage d'une immigration majoritairement ibérique à une immigration algérienne puis marocaine.

En 1975, les Espagnols représentent 57% de la population étrangère en Languedoc-Roussillon. Entre 1975 et 1982, les recensements dénombrent 28780 Espagnols de moins. La baisse se poursuit en 1990 et 1999, et l'on ne compte plus que 23617 Espagnols dans la région en 1999. Ils ne représentent alors plus que 17,9% de la population étrangère. Depuis 1990, les Espagnols ne sont plus au premier rang des étrangers en Languedoc-Roussillon. L'acquisition de la nationalité française, le vieillissement et les décès expliquent pour partie cette baisse.

Entre 1975 et 1982, on compte 2529 Algériens de plus, soit une augmentation de la population de nationalité algérienne de plus de 12% (elle passe de 19823 à 22352 personnes). La population de nationalité algérienne baisse en revanche après 1982 du fait des naturalisations, mais également du fait du déclin de l'industrie minière où ils étaient principalement employés.

L'immigration marocaine¹⁹⁹ connaît durant cette période une forte poussée. Leur nombre double entre 1975 et 1982, passant de 13713 à 25196 personnes, alors que les groupes nationaux majoritaires à l'échelon national sont les Algériens et les Portugais qui représentent respectivement 21,6% et 20,8% des étrangers de France.

Les Marocains constituent la première communauté étrangère en Languedoc-Roussillon en 1990 avec 40547 ressortissants, soit 30,5% de la population étrangère régionale. Au recensement de 1999, 43437 personnes sont de nationalité marocaine dans la région, soit 33% de la population étrangère.

L'accord de main-d'œuvre signé avec la Turquie en 1965 a pour conséquence l'afflux de 50000 Turcs au niveau national en 1974, mais seulement 354 en Languedoc-Roussillon. La colonie turque compte en France près de 200 000 personnes en 1990 dont 3590 en Languedoc-Roussillon en 1990.

Les résultats du recensement de 1999 montrent également que 57% de la population immigrée (française ou non) est originaire d'un pays de l'Union européenne (en premier lieu l'Espagne), un tiers provient d'un pays du Maghreb (principalement du Maroc).

1.3 Répartition géographique et filières migratoires

Il s'agit d'une population majoritairement urbaine (Montpellier, Béziers, mais aussi Perpignan...) Les Marocains sont également présents dans « *le chapelet de villes qui s'étire tout au long du couloir languedocien, de Pont Saint-Esprit à Castelnaudary, sans pour autant respecter scrupuleusement la hiérarchie urbaine : Nîmes et Narbonne ont moins attiré alors que Sète, Lunel ou Beaucaire sont mieux représentées* »²⁰⁰ ainsi que dans la vallée de l'Hérault et Lodève, la haute vallée de l'Aude.

Les Marocains ont en outre remplacé les Espagnols dans la plaine viticole du Gard, le Lunellois, et le Biterrois. Enfin, dans les cantons de l'arrondissement d'Alès et de Nîmes (à l'exception de Bessèges, Lussan, Villeneuve-Les Avignon), les personnes originaires du Maghreb, dont les Marocains, représente jusqu'à 2% de la population totale.

Le croisement des données permet de faire apparaître des chaînes migratoires : Dans l'Hérault, 90% des personnes originaires d'Ouarzazate vivent à Montpellier. A Montpellier également, les Marocains sont préférentiellement originaires de Errachidia, Meknès, Casablanca. « *Alors que le couloir sudatlasique marocain du Dadss et du Todrha (Tineghir, Boumalne, Ouarzazate) et la vallée du Ziz (Errachidia, Erfous, Rissani) sont dans la zone d'attraction prioritaire de... Montpellier, ainsi que le Saïs de Meknès, Béziers compte surtout sur l'oriental marocain (Oujda) et*

¹⁹⁹ A l'échelle inter-régionale, on constate en 1982 une diminution de la part des Maghrébins dans la population étrangère d'Est en Ouest : 6,8% en Corse, 4,38% en Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2,59% en Roussillon, 1,38% en Midi-Pyrénées, 1,10% en Aquitaine. Voir BOUMAD Brahim, MIOSEC Jean-Marie, Espaces maghrébins en Languedoc-Roussillon, *op. cit.*

²⁰⁰ *Ibidem.*

le couloir de Taza. »²⁰¹ Les Marocains du Lunellois sont plutôt originaires de Khemisset et de Meknès, ceux de Sète, Agde et Pézenas (littoral et vallée de l'Hérault) de Nador.

La répartition de la population immigrée n'est pas également répartie au sein des villes. A l'échelle des quartiers à Montpellier, la ZUP de la Paillade et le Petit Bard-Pergola, à l'ouest de la ville, concentrent par exemple de fortes proportions de populations immigrées, d'origine maghrébine. Le quartier du plan cabanes²⁰², situé à la bordure sud du centre-ville, qui a accueilli, dans les années 60, des travailleurs originaires du Maghreb devient à partir des années 80, « *le quartier arabe dans l'imaginaire de la population montpelliéraine* »²⁰³. Les immigrés maghrébins y connaissent en réalité une faible implantation résidentielle²⁰⁴ mais fréquentent quotidiennement le quartier en raison notamment de l'implantation de commerces de produits « orientaux », de lieux de culte musulman (mosquée et salle de prière), d'un marché quotidien très animé²⁰⁵.

A propos des conditions de logement, les statisticiens de l'INSEE indiquent en 1997 que « *les étrangers sont logés dans la partie la plus vétuste du parc. Ils restent majoritairement locataires de logements en immeuble collectif, mais bénéficient de l'amélioration de la qualité générale du logement* ». ²⁰⁶ Même si le nombre d'accession à la propriété a cru rapidement des dernières années, 3 ménages sur cinq sont encore locataires de leur logement. L'habitation des étrangers est en général plus exigüe et plus peuplée que celle des Français, mais « *« le confort d'usage » du logement des étrangers est meilleur dans la région que sur le reste du territoire* ». ²⁰⁷

Photo de Edouard Hannoteaux/J.A.M

Légende : Le quartier de la Paillade

²⁰¹ *Ibidem*.

²⁰² Voir en particulier les travaux de Jean-Pierre BESOMBES VAILHE dont BESOMBES-VAILHE Jean-Pierre, *Emergences des faits de « frontières culturelles » : autour d'un espace communautaire maghrébin : le quartier du Plan Cabanes à Montpellier*, LAU-mission du patrimoine ethnologique, 1995, 67p.

²⁰³ CHEVALIER, Dominique, *Pratiques et images d'un lieu d'immigration : le Plan Cabanes à Montpellier*, *Les Cahiers du CREHU*, n°8, 1998, pp. 71-80.

²⁰⁴ PRAT Alain, *Le Plan Cabanes, Centre des immigrés maghrébins à Montpellier*, *Mappe Monde*, 3/1995.

²⁰⁵ A partir des années 90, le quartier accueille également « une filière d'immigration turque » majoritairement masculine, jeune (entre 25 et 39 ans en 1990), qui fournit, selon l'expression d'Alain Prat, « une main-d'œuvre docile et faiblement rémunérée » aux entrepreneurs du BTP. L'immigration turque est également localisée la commune de Narbonne, dans l'Aude, dans le quartier du centre historique. Voir PRAT Alain, *op. cit.* et INSEE Languedoc-Roussillon, *Les étrangers en Languedoc-Roussillon*, *op. cit.*

²⁰⁶ INSEE Languedoc-Roussillon, *Les étrangers en Languedoc-Roussillon*, *op. cit.*

²⁰⁷ *Ibidem*.

1.4 Féminisation de l'immigration

« Le contrôle après coup de l'immigration par le pouvoir politique se heurte à une série d'obstacles, entre autres à la dynamique propre aux flux migratoires, une fois ceux-ci déclenchés. Effet pervers ou résultat prévisible, si les nouvelles entrées de travailleurs s'amointrissent, la population étrangère s'accroît encore du fait de la venue des familles et de la présence de personnes en situation irrégulière. »²⁰⁸ Le regroupement familial, signe d'une installation durable des immigrés en France, implique une féminisation de l'immigration.

En cela, le Languedoc-Roussillon suit une tendance nationale. En 1975, la supériorité numérique de la population étrangère masculine issue du Maghreb est écrasante (de l'ordre de 2,5 hommes pour 1 femme). Elle se réduit 1,7 homme pour une femme en 1982. (Les Pyrénées-orientales et l'Hérault sont à 1,8.)²⁰⁹ « C'est entre 1990 et 1999 que la différence de progression est la plus forte : le nombre de femmes immigrées dans la région augmente de 7% quand celui des hommes stagne (+0,2%). »²¹⁰ L'immigration est donc dans les années 90 le fait des femmes et celles-ci sont plus nombreuses que les hommes à partir de 1999.

Les femmes actives (occupées ou en recherche d'emploi) sont, en conséquence, plus nombreuses, dans tous les départements de la région : la part de femmes dans la population active régionale passe de 14% en 1975 à 19% en 1982. L'Hérault par exemple compte 2330 femmes actives en 1975 contre 5868 en 1982, soit une progression de 151%. Il reste néanmoins inférieur au taux d'activité des femmes françaises de la région, et inférieur à la moyenne des femmes étrangères au niveau national en 1990.

1.5 Vieillesse et état de santé des immigrés

Le vieillissement de la population immigrée est un des aspects de la réalité sociale qui concerne l'ensemble du territoire national.

D'après les données issues des recensements généraux de population, la part des immigrés de plus de 60 ans est passée de 27% en 1962 à 35% en 1999 en Languedoc-Roussillon. Le poids des plus de 80 ans s'est également accru (passant de 5900 en 1968 à 16000 en 1999). « En Languedoc-Roussillon, le vieillissement de la population immigrée est plus marqué que celui de l'ensemble de la population car les grandes vagues d'immigration dans la région sont relativement anciennes. »²¹¹ Le vieillissement des immigrés concerne donc plus spécifiquement les Espagnols et les Italiens. Six immigrés sur dix d'origine italienne ou espagnole ont plus de 60 ans, alors que la moyenne d'âge des immigrés marocains est de 38 ans, de 40 ans pour les immigrés portugais et de 47 ans pour les immigrés algériens.

La répartition géographique des immigrés âgés sur le territoire régional porte également la marque de l'ancienneté d'implantation des immigrés : ainsi, dans les arrondissements marqués par l'immigration espagnole de Céret et Perpignan, où 50% des immigrés ont plus de 60 ans et 25% plus de 70 ans ou dans l'arrondissement d'Alès marqué par l'afflux de main-d'œuvre immigrée (algérienne cette fois).

Des travaux conduits au niveau national dressent « le constat qu'un certain nombre de facteurs, qui, en général, affectent de façon négative les conditions de vie et l'état de santé des personnes au-delà de 50 ans, peuvent se trouver accentuées par les caractéristiques des migrants. »²¹²

Même si l'état de santé des populations immigrées a tardé à se constituer en objet d'étude²¹³, des travaux conduits dans plusieurs bassins gérontologiques de la région ont montré que les immigrés

²⁰⁸ RICHARD Jean-Luc, TRIPIER Maryse, *op. cit.*

²⁰⁹ FAVIER François, LEMAIRE Sophie, La mortalité des Maghrébins en Languedoc-Roussillon, *Bulletin de la société languedocienne de géographie*, vol. 3-4, 1988, pp.287-337.

²¹⁰ INSEE, Atlas de la population immigrée en Languedoc-Roussillon, *op. cit.*

²¹¹ INSEE, Atlas de la population immigrée en Languedoc-Roussillon, 2004.

²¹² DESMARTIN BELARBI Valérie, LEDESERT Bernard, RIDEZ Simone, *Conditions de vie et état de santé des immigrés isolés de 50 ans et plus en Languedoc-Roussillon*, Recensement de la population d'enquête, Mars 2002, 71p.

²¹³ FASSIN Didier, Peut-on étudier la santé des étrangers et des immigrés ?, *Plein Droit*, avril, 1998, <http://www.gisti.org/doc/plein-droit/38/sante.html#fn0>, consulté le 24 mars 2008.

âgés présentent des fragilités et vulnérabilités accrues par rapport à la population générale isolée du même âge²¹⁴ : l'usure prématurée du corps due à la pénibilité du travail augmente les risques d'invalidité et de dépendance ; l'isolement des célibataires ou n'ayant pas eu recours au regroupement familial peut entraîner des carences affectives et sexuelles ; la prise en charge financière de la dépendance peut poser problème du fait du petit niveau de retraite ou de revenu (le parcours professionnel est marqué par un faible niveau de salaire et des périodes de chômage).

2. Les étrangers dans la crise

2.1 Réduction du volant de main-d'œuvre étrangère dans un contexte d'économie régionale en berne

Avec la fin des Trente glorieuses, on assiste à un rétrécissement de la main-d'œuvre étrangère dans les secteurs d'activité traditionnels pourvoyeurs d'emploi. « *La population active étrangère a d'abord fortement régressé de 1975 à 1982 (moins 6% en région contre moins 1% en France)* »²¹⁵. Entre 1982 et 1990, le nombre d'emplois occupés par les étrangers a continué de baisser (-4%) et la part des étrangers parmi les actifs occupés est passée de 5,7% en 1982 à 4,9% en 1990²¹⁶. Les étrangers continuent d'appartenir majoritairement aux catégories ouvrières. 7 actifs étrangers sur 10 entrent en 1990 dans cette catégorie (qui comprend les services à la personne), contre 8 sur 10 en 1982.

Depuis les années 70 au moins, la région Languedoc-Roussillon connaît des taux de chômage structurellement supérieurs à la moyenne nationale. Dans ce contexte, la rétraction du marché de l'emploi qui touche en premier lieu la catégorie socio-professionnelle des ouvriers et le secteur du bâtiment et de l'agriculture, affecte, par ricochets, particulièrement les étrangers de la région.

En 1982, en Languedoc-Roussillon, le taux de chômage des Français est de 11,28% alors qu'il est à 18,9% pour les étrangers²¹⁷. Les étrangers originaires de l'Algérie et du Maroc sont les plus durement touchés : 21,35% des Marocains actifs et 33,35% des Algériens sont au chômage (contre 17,3% des Tunisiens actifs).

Durant la dernière décennie, il y a deux fois plus de chômeurs parmi les étrangers que parmi les Français (sauf chez les Portugais). En mars 1997, une étude de l'ANPE montre que les deux tiers d'entre eux sont Marocains, les immigrés natifs d'un pays européen étant proportionnellement moins touchés²¹⁸.

2.2 La tertiairisation de l'emploi immigré

A partir des années 70, les Marocains²¹⁹ remplacent les Espagnols dans l'agriculture où les conditions observées sont plus précaires et les cadences plus soutenues : « *L'embauche dans*

²¹⁴ DESMARTIN BELARBI Valérie, LEDESERT Bernard, RIDEZ Simone, SIEIRA ANTELO Marcos, *Conditions de vie et état de santé des immigrés isolés de 50 ans et plus en Languedoc-Roussillon*, Synthèse des principaux résultats, CESAM Migrations santé, ORS LR octobre 2003, 4p. Ce document présente la synthèse d'une enquête conduite par Cesam Migrations santé et ORS Languedoc-Roussillon en 2001 et 2002 dans plusieurs bassins gérontologiques (Montpellier/Lunel, Nîmes, Béziers/Pézenas, Perpignan) sur un échantillon de 395 immigrés (Espagnols et Maghrébins) âgés de plus de 50 ans et isolés, sur leurs conditions de vie, sur l'état de santé et l'accès aux soins.

²¹⁵ CALVO Michel, *Population étrangère en Languedoc-Roussillon : flux, caractéristiques démographiques, données sociales*, Cahier de l'Observatoire de l'intégration, Observatoire de l'intégration, Montpellier, n°1, 1993, 66p.

²¹⁶ INSEE Languedoc-Roussillon, *Les étrangers en Languedoc-Roussillon*, op. cit.

²¹⁷ FAVIER François, LEMAIRE Sophie, *La mortalité des Maghrébins en Languedoc-Roussillon*, op. cit.

²¹⁸ INSEE Languedoc-Roussillon, *Les étrangers en Languedoc-Roussillon*, op. cit.

²¹⁹ Selon Marie-Thérèse ESPINASSE et P. BOIRAL, l'emploi des Maghrébins dans l'agriculture est en partie lié à l'implantation des rapatriés dans l'agriculture, qui ont développé les activités arboricoles. Soulignant les rapports entretenus par l'employeur rapatrié d'Afrique du Nord et le travailleur immigré, les auteures indiquent que « *employeurs et salariés ont reproduit en France, les rapports de type paternaliste qui caractérisaient leurs rapports en Afrique du Nord. Rapports qui à y regarder de plus près offrent des avantages secondaires aux deux parties : heures supplémentaires plus ou moins licites, flexibilité du temps de travail qui permet aux employeurs de faire face aux*

l'agriculture au forfait avec des rythmes intensifiés et pauses et « buvettes réduites voire supprimées est une des premières formes d'accès à l'emploi »²²⁰. De 400 souches de vigne par jour habituellement taillées dans les années 1970, on est passé à 500 et à 800 dans certains domaines. Dans ces conditions, l'emploi agricole, constitue « en quelque sorte le degré le plus faible de la réussite sociale »²²¹

Les actifs étrangers occupent, en 1982, 16,1% de l'emploi dans le bâtiment, 12,4% de l'emploi dans le secteur agricole, 4,9% de l'emploi industriel. Le nombre d'artisans dans le bâtiment progresse fortement, notamment chez les Maghrébins. Ils passent, d'après les fichiers de la chambre des métiers de l'Hérault, de 21 en 1979 à 218 en 1988. Les Espagnols progressent dans le même temps de 94 à 278²²². « L'évolution 1975-1982 montre [en effet] une tendance à l'accès aux professions indépendantes et au tertiaire »²²³.

« Après avoir été, pour la plupart, salariés, répartis à parts sensiblement égales dans le bâtiment, les services et l'agriculture, les étrangers sont désormais plus nombreux dans le tertiaire, dans les emplois les moins qualifiés. Ce mouvement s'inscrit dans un phénomène d'ensemble où les emplois ouvriers se déplacent progressivement de l'industrie vers les services. »²²⁴

En 1990, les actifs étrangers représentent 14,4% de l'emploi dans la construction et 13,3% dans l'agriculture. Conséquence de l'effacement de la colonie espagnole (dûe au vieillissement notamment) et de la montée en puissance de l'immigration marocaine, ceux-ci occupent le premier rang dans ces deux secteurs d'activités.

Les accidents du travail sont deux fois plus fréquents chez les étrangers que chez les Français. Les maladies professionnelles sont également plus nombreuses (dermatoses, infections pulmonaires)²²⁵. Plus souvent manœuvres et OS, les étrangers sont plus exposés aux risques professionnels liés au travail répétitif, aux cadences soutenues, aux ports de charge lourde, à la station debout prolongée, à la manipulation de produits dangereux...

3. Nouvelles mobilités

3.1 L'immigration des ressortissants aisés d'Europe du Nord

Au début des années 80, Brigitte Simon-Cochet se réjouit du frémissement démographique que connaît le Valborgne, haut canton cévenol considéré comme un véritable « désert humain » où l'on constate l'arrivée de ressortissants allemands, belges et suisses, au côté de nouveaux arrivants originaires du couloir rhodanien ou de la région parisienne. Il s'agit, « *hormis les retraités, de jeunes couples ou des individus pour qui l'installation en Cévennes correspond à des reconversions totales ou à l'institutionnalisation de l'alternance et de la mobilité géographique entre le lieu de résidence et lieu d'activité professionnelle...* »²²⁶.

En fait, les migrations des ressortissants d'Europe du Nord s'inscrivent dans un processus sociologique plus large, qui s'est accentué au fil des années. La région compte en effet 17200 ressortissants des pays riches²²⁷ contre 1560 en 1962.

périodes de pointe tout en offrant aux salariés la possibilité de cumuler les congés sur des périodes de deux mois, périodes plus propices à un séjour au Maroc ». BOIRAL Pierre, PERRIN-ESPINASSE Marie-Thérèse, Des immigrés aux champs : une population sans avenir ?, *Bulletin de la société languedocienne de géographie* : Les Maghrébins en Languedoc-Roussillon, vol. 3-4, 1988, pp.223-231.

²²⁰ BOUMAD Brahim, MIOSSEC Jean-Marie, *Espaces maghrébins en Languedoc-Roussillon*, op. cit.

²²¹ BOIRAL Pierre, PERRIN-ESPINASSE Marie-Thérèse, *Des immigrés aux champs : une population sans avenir ?*, op. cit.

²²² BOUMAD Brahim, MIOSSEC Jean-Marie, *Espaces maghrébins en Languedoc-Roussillon*, op. cit.

²²³ FAVIER François, LEMAIRE Sophie, *La mortalité des Maghrébins en Languedoc-Roussillon*, op. cit., p.308.

²²⁴ INSEE Languedoc-Roussillon, *Les étrangers en Languedoc-Roussillon*, op. cit.

²²⁵ FAVIER François, LEMAIRE Sophie, *La mortalité des Maghrébins en Languedoc-Roussillon*, op. cit.

²²⁶ SIMON-COCHET Brigitte, *Le Valborgne : un canton en mutation ou du déclin au « melting pot »*, *Causses et Cévennes*, Tome XV, n°1, 1984, pp.151-155.

²²⁷ Selon la catégorisation employée par l'INSEE et désignée par le sigle OCR. Elle concerne les immigrés d'Allemagne, Belgique, Danemark, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Autriche, Finlande, Suède, Islande,

Le phénomène migratoire issu d'Europe du Nord concerne de nombreuses régions françaises mais il est plus intense en Languedoc-Roussillon (ils représentent 2,2% de l'accroissement de la population régionale contre 1,4% au niveau national en 1999).

Le profil de ces immigrants décrit une population plutôt âgée (24% a plus de 65 ans en 1999) et diplômée de l'enseignement supérieur (44% en 1999), mais concerne également des actifs et des étudiants. La ventilation par tranche d'âge fait d'ailleurs apparaître des différences d'implantations : Les étudiants vivent majoritairement dans les grandes villes universitaires, les actifs les périphéries des villes et les retraités privilégient l'arrière-pays pour le climat, les paysages et la possibilité d'acquisition de foncier à bas prix (Les Albères, le Minervois, les Cévennes-Gardoises, L'Uzègeois)... « A l'intérieur du Languedoc-Roussillon, la répartition des migrants étrangers par nationalité révèle aussi des préférences. Les Suisses dominent dans la vallée du Rhône, les Néerlandais dans l'Aude et les Pyrénées-orientales, les Allemands dans les Hautes-Corbières, le Lauraguais, les Cévennes gardoises et héraultaises. Les nordiques ne sont pas assez nombreux pour présenter la proportion d'OCR la plus forte dans beaucoup de communes, mais c'est quand même le cas dans quelques unes : Mas-Cabardès, Limousis et Aragon, communes contigües de la Basse-Vallée de l'Aude ou Cubières dans les Cévennes-Vivaraïses. »²²⁸

3.2 Jeune errant étranger à Montpellier : nouvelle figure du migrant

Difficilement quantifiable et longtemps ignorée par les pouvoirs publics, la présence, à Montpellier, de migrants mineurs, notamment d'origine marocaine, en situation d'errance, a été mis au jour à la suite de travaux de recherche²²⁹ conduits au tout début des années 2000. C'est le port de Sète (Hérault) qui assure la liaison avec le Maroc qui constitue une porte d'entrée privilégiée pour les mineurs clandestins marocains. Un certain nombre d'entre eux, originaire de Casablanca, sont acheminés par des passeurs à qui ils sont tenus de rembourser les frais de voyages. Pour ce faire, ils travaillent dans la prostitution, le secteur du bâtiment ou de l'agriculture. Leur présence renouvelle la figure de l'immigré économique ou du réfugié économique tant leur situation semble déterminée de façon concomitante par ces deux dimensions²³⁰ en même temps qu'elle interpelle acteurs associatifs et professionnels confrontés à des problèmes complexes et douloureux²³¹. Il arrive également que les pères marocains fassent entrer un enfant sur le territoire français. Une simple inscription de l'enfant sur le passeport du parent lui permet de franchir la frontière, les autorités marocaines, peu regardantes, ne demandant pas, comme c'est le cas en Tunisie ou en Algérie, les certificats de l'OMI de regroupement familial. Confiés à un tiers (parent ou ami), l'enfant, à la défaveur d'un conflit avec l'accueillant, se trouve en situation d'errance. Pour autant, tous les mineurs en situation irrégulière ne sont pas errants et/ou dans des circuits de travail clandestin, loin s'en faut. (Dans l'Hérault, 1600 enfants étrangers, dont un tiers en situation irrégulière sont des primo-arrivants).

4. Expériences de l'intégration

4.1 L'immigration espagnole : une immigration ancienne qui fait souche

Si les statistiques marquent une diminution de la colonie espagnole, son empreinte est durable car « un languedocien sur cinq est issu d'un parent, d'un grand-parent ou d'un arrière-grand-parent espagnol et vraisemblablement un héraultais et un Catalan sur quatre »²³². Les

Liechtenstein, Norvège, Etats-Unis, Canada installés en France. INSEE Languedoc-Roussillon, La migration des pays occidentaux riches vers le Languedoc-Roussillon, *Repères synthèse pour l'économie du Languedoc-Roussillon*, n°10, décembre 2004, 4p.

²²⁸ INSEE Languedoc-Roussillon, La migration des pays occidentaux riches vers le Languedoc-Roussillon, *op. cit.*

²²⁹ AZEMAR Joël, *Jeunes en errance : vers une professionnalité de la rencontre*, Notes et étude n°3, IS CRA, 2000

²³⁰ LALLE Marie, *Les mineurs étrangers isolés*, Mémoire de maîtrise AES, Université Montpellier III, 2004.

²³¹ LEBOEUF Anaïs, Mémoire de DESS IDS, Université Montpellier III, 2006.

²³² CALVO Michel, Que nous apprennent les statistiques sur les Espagnols en Languedoc-Roussillon ?, *L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc-Roussillon*, *op. cit.*

naturalisations, intervenues plus tardivement pour les exilés que les immigrés économiques des années 60, et les mariages mixtes ont en effet joué un rôle d'« invisibilisation »²³³. D'aucuns ont pu d'ailleurs parler d'« intégration exemplaire »²³⁴ à propos des immigrés espagnols de France. A y regarder de plus près, la situation est plus nuancée.

Geneviève Dreyfus-Armand met en effet en garde contre l'idée d'une « intégration sans douleur » des Espagnols, notamment ceux issus de l'exil. Elle souligne que « *l'intégration a dû surmonter les jugements dépréciatifs portés sur les immigrés de l'entre-deux guerres et la vague de peur, de méfiance et de mépris soulevée par l'arrivée des républicains de 1939.* »²³⁵

Un autre aspect est la maîtrise de la langue française, dont le Haut Conseil à l'Intégration (HCI)²³⁶ a considéré qu'elle était un des premiers signes de l'« intégration » des immigrés dans la société dite « d'accueil ». « *L'étude de terrain du discours montre toute la violence occultée d'une intégration que l'on croirait a priori aisée.* »²³⁷ La langue française est en effet restée, pour certains immigrants castillophones, en Roussillon, notamment, après une première phase d'apprentissage, à un second niveau, lacunaire et non évolutif que les linguistes désignent, sous le terme technique, de « plateau de fossilisation ». Le locuteur parle ainsi une langue hybride, « un melanjao » pendant des décennies, sans progresser. « *La communauté dominante est rendue responsable de cet état de fait, pour s'être en quelque sorte dérobée à son rôle de pourvoyeuse d'un modèle linguistique normatif, alternatif de la langue première.* »²³⁸

4.2 L'expérience maraîchère des réfugiés hmongs dans le Gard (années 80)

Face à l'instauration du régime communiste Laotien en mai 1975, nombre de Laotiens d'ethnie hmong ayant pris part aux guerres d'Indochine se voient contraints de quitter leur pays. Ils trouvent d'abord refuge dans les pays voisins (Thaïlande, Vietnam, Chine), avant d'émigrer vers les Etats-Unis, l'Europe, l'Amérique du Sud et l'Australie. Entre 1976 et 1981, 30 000 Laotiens s'installent en France, généralement dans les ensembles urbains des villes moyennes (Orléans, Rouen, Nîmes...) et trouvent à s'employer comme ouvriers spécialisés dans l'industrie.

De façon inédite -ou insolite-, les pouvoirs publics ont expérimenté, à partir de 1977, une insertion dite « préférentielle » en milieu rural, destinée à « *adoucir un contact culturel estimé difficile et angoissant d'une part, et de planifier les processus d'acculturation d'autre part* »²³⁹. Ce dispositif se concrétise par l'installation d'une « *quinzaine de groupes familiaux hmong* »²⁴⁰ à Florac, dans les Cévennes. Cette expérimentation se solde rapidement par un échec, et, dès le début des années 80, plus aucune famille ne réside dans le village cévenol. On assiste donc dans les années 80 à un phénomène massif de prolétarianisation de la colonie hmong qui correspond à « *une phase du changement social qui reste un des événements majeurs des premières années de la transplantation* »²⁴¹. A partir du milieu des années 80 cependant, des exploitations de culture maraîchère initiées par des hmong, sans l'intervention des pouvoirs publics, voient le jour dans les

²³³ DREYFUS-ARMAND Geneviève, La constitution de la colonie espagnole en France, in *L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc-Roussillon*, op. cit.

²³⁴ L'expression est d'Alain GIRARD, Population n°6, 1974 cité par DREYFUS-ARMAND Geneviève, La constitution de la colonie espagnole en France, in *L'intégration des Espagnols et l'identité hispanique en Languedoc-Roussillon*, op. cit.

²³⁵ Ibidem.

²³⁶ Le Haut Conseil à l'Intégration, créée en 1989, a pour mission de « *donner son avis et de faire toute proposition utile, à la demande du Premier ministre ou du Comité interministériel à l'intégration, sur l'ensemble des questions relatives à l'intégration des résidents étrangers ou d'origine étrangère.* » (citation extraite du site du HCI : http://www.hci.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=8, consulté le 6 février 2008.)

²³⁷ LAGARDE Christian, Les limites de l'intégration réussie, à travers le discours des immigrés castillanophones de première génération en Roussillon », op. cit.

²³⁸ LAGARDE Christian, Les limites de l'intégration réussie, à travers le discours des immigrés castillanophones de première génération en Roussillon, op. cit.

²³⁹ GAUTIER Erick, Le maraîchage, nouvelle étape dans le parcours migratoire Hmong, *Hommes et Migrations*, n°1234, novembre-décembre 2001, pp.61-72.

²⁴⁰ Ibidem.

²⁴¹ Erick GAUTIER, op. cit., citant HASSOUN Jean-Pierre, *Hmong du Laos en France. Changement social, initiatives et adaptations*, PUF, Paris, 1997.

Costières du Gard (15 hmong du Laos sont enregistrés à la Mutualité sociale agricole (MSA) du Gard en qualité d'exploitants agricoles en 1987, 97 en 1995, puis 56 en 1998, avant que la tendance ne reparte à la hausse avec 76 exploitants agricoles hmong en 1999).

Cette réorientation professionnelle est motivée par une double perspective : Quitter le salariat pour devenir « son patron » mais surtout rompre avec la position d'ouvrier considérée comme dégradante. « *Faute de maîtriser pleinement les rites d'interaction et le langage en vigueur dans le monde du travail industriel du pays d'accueil, ces nouveaux salariés ont senti peser sur eux le poids de ces relations, de leurs codes, etc. Et c'est à travers une expression idoine, aux yeux des interlocuteurs, qu'est résumée cette situation. En effet, nombreux sont les hommes à parler de « ua qhev », formule traduite littéralement par « faire l'esclave, le serviteur » qui reflète la condition ouvrière et est à mettre en relation avec la notion d'honneur.* »²⁴² Dans le cadre de cette nouvelle activité, le chef de famille est l'exploitant, le patron. La production, très peu mécanisée, mobilise tous les membres de la famille. Le département du Gard est propice à cette installation : de petites surfaces cultivables laissés libres dans les environs proches de la ville et dont l'exploitation ne nécessite pas de matériel onéreux, une tradition locale de production de fruits et légumes, de solides débouchés dans les M.I.N. (Marchés d'Intérêt Nationaux), des appartements disponibles dans la ZUP de Nîmes pour loger les familles, des démarches administratives simples et rapides, peu de pré-requis techniques (et linguistiques) pour débiter la production (principalement des courgettes, des salades de plein champ et des haricots verts)...

4.3 Héritiers d'immigrés maghrébins entre intégration et discrimination

Plusieurs enquêtes pionnières, conduites en Languedoc-Roussillon au début des années 90, ont favorisé à l'échelle nationale la reconnaissance des discriminations ethniques et raciales à l'emploi visant les descendants des travailleurs immigrés maghrébins. Dès 1991, l'Observatoire de l'Intégration en Languedoc-Roussillon, site pilote de la politique d'intégration naissante, conduit une première étude exploratoire sur « les difficultés spécifiques d'intégration des jeunes issus de l'immigration » afin de permettre aux acteurs et décideurs publics régionaux de développer une action publique plus efficace. Cette première étude dresse le constat que les jeunes issus de l'immigration - à niveau scolaire et social égal - présentent les mêmes prédispositions à entrer dans le monde du travail que l'ensemble des jeunes. Cependant ces mêmes jeunes soulignent, à l'occasion de chacun des entretiens, l'existence de refus d'embauche « au faciès » émanant de certains employeurs²⁴³. L'année suivante, sollicité par le responsable d'une Mission Locale, l'Observatoire met à jour l'existence d'un système de codage des offres d'apprentissage qui organisait l'exclusion des jeunes issus de l'immigration maghrébine (2/3 offres spécifiant vouloir un « E » soit « un Européen » ; « pas de 31 » qui correspond à la case nationalité algérienne de l'ANPE ; ou encore « BBR » signifiant « Bleu, Blanc, Rouge » en référence au drapeau national et aux fêtes de l'extrême droite)²⁴⁴. Ces premières observations de discriminations ethniques et raciales dans l'accès à l'entreprise rejoignant les conclusions de rapports officiels²⁴⁵, dans une période dominée par une logique du « tout intégration », formulée sur le mode injonctif, n'ont pas été prises en considération par les pouvoirs publics français qui ont choisi de poursuivre une politique centrée sur les « difficultés » supposées des candidats à l'intégration. À partir de 1995, dans le prolongement du processus de reconnaissance européenne du problème²⁴⁶, des travaux associant tour à tour chercheurs, syndicalistes, et intermédiaires de l'emploi ont mis à jour des

²⁴² *Ibidem*.

²⁴³ NOËL Olivier, *Représentations et stratégies d'intégration des jeunes du quartier de la Paillade à Montpellier*, Rapport n°1 OïLR, septembre, Montpellier, 1992

²⁴⁴ NOËL Olivier, "Révéler les situations de stigmatisation : un enjeu de citoyenneté", *Agora-Débats-Jeunesse*, n°6, 1996.

²⁴⁵ Nous pensons au rapport de l'Inspection Générale des Affaires Sociales, *Enquête sur l'insertion des jeunes immigrés dans l'entreprise*, conduit par Marie-Thérèse JOIN-LAMBERT et Michel LEMOINE en 1992.

²⁴⁶ Déclaration commune sur la prévention de la discrimination raciale et de la xénophobie et la promotion de l'égalité de traitement sur le lieu de travail, adoptée lors du sommet du dialogue social le 21 octobre 1995.

processus de discrimination à l'embauche dans le bassin d'emploi d'Alès²⁴⁷, la mise au jour d'un système de coproduction de discrimination²⁴⁸ à partir d'études conduites sur les bassins d'emploi de Nîmes et de Narbonne. Un certain nombre de dispositifs publics ont été depuis mis en œuvre tant au niveau régional (CODAC, COPEC) que national (GELD, programme de formation du FASILD, HALDE) signant le début d'une prise en compte effective de la question.

²⁴⁷ BATAILLE Philippe, SCHIFF Claire, « La discrimination à l'embauche : le cas du bassin d'emploi d'Alès », *les Annales de la Recherche Urbaine*, n°76, 1997, p. 89-96.

²⁴⁸ NOËL Olivier, *Jeunes issus de familles immigrées, accès à l'entreprise et processus de discrimination : le bassin d'emploi de Nîmes*, Notes et Études n°1 de l'ISCRA, 1997 et *Jeunes issus de familles immigrées, accès à l'entreprise et processus de discrimination : le bassin d'emploi de Narbonne*, Notes et Études n°2 de l'ISCRA, 1998 ; NOËL Olivier, « Intermédiaires sociaux et entreprises : des coproducteurs de discrimination ? », *Hommes et Migrations*, n°1219, 1999, p. 4-17.

2. Monographie et répertoire de projets mémoriels

« CLERMONT-L'HERAULT, identité(s) d'une ville » : la fabrication d'une mémoire des immigrations

Dans le rapport intermédiaire de l'étude, remis en juillet 2007, nous avons proposé une *monographie d'association [ou de projets de mémoire] représentative de l'histoire et/ou la mémoire de l'immigration*²⁴⁹ en Languedoc-Roussillon afin de construire un cadre d'analyse critique des politiques publiques régionales à visée mémorielle et partant d'étudier la notion de *fenêtre d'opportunité mémorielle*²⁵⁰.

Notre hypothèse est que le risque est grand, dans les modalités même de sélection²⁵¹ des projets mémoriels, de favoriser la mise en visibilité d'un projet mémoriel au bénéfice de tel autre et de reproduire, à notre insu, les rapports de domination, de discrimination ou de mise en invisibilité de telle ou telle population.

Une phase d'observation exploratoire nous a conduit à découvrir et à choisir le projet « *Clermont-l'Hérault, identité(s) d'une ville* » pour l'étudier comme un projet de mémoire des immigrations, bien qu'à aucun moment, son intitulé ne le mentionne.

Dans le cadre de la présente étude, notre objectif est d'analyser de façon précise : les conditions d'émergence de ce projet à travers l'observation des jeux d'acteurs, la configuration sociopolitique qui l'a rendue possible, les modalités de sa mise en œuvre. Ce projet singulier nous semble offrir des clefs de compréhension des dynamiques qui sous-tendent les enjeux de construction d'une mémoire dans le contexte politique du Languedoc-Roussillon, et plus particulièrement de l'Hérault. Notre monographie comporte une partie descriptive et une analyse des points essentiels du projet.

1. Une approche monographique pour une sociologie « de l'intérieur » de l'action mémorielle

1.1. Une phase exploratoire

Dans une première phase exploratoire (entre février et juin 2007), nous avons opté pour une méthode d'observation directe de projets à visée mémorielle (notamment pour les spectacles et rencontres culturelles). Cette option méthodologique, déjà largement éprouvée tant en ethnologie, qu'en anthropologie, vise à développer des *postures de recherche* qui pourraient contribuer, utilement et différemment, à éclairer certaines dimensions d'une action mémorielle. Avant d'être une technique, l'observation est surtout une posture qui cultive tant que possible le plaisir à aiguïser et détailler les perceptions, affiner le vocabulaire et concentrer l'attention car « *ancrée dans la quotidienneté, l'observation permet non seulement de voir des faits et de les*

²⁴⁹ Pour s'inscrire dans une des options méthodologiques proposées dans la *Note de la coordination scientifique sur le volet « Mémoire » du programme*, mars 2007, p.3.

²⁵⁰ Nous faisons ici référence au modèle de *policy window*, « *fenêtre d'opportunité politique* » développé par John W. KINGDOM dans *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston, Little, Brown and Co, 1984. Nous développerons ultérieurement l'utilisation de ce modèle pour étudier les jeux d'acteurs, les conditions d'émergence et de traitement de la question mémorielle.

²⁵¹ Cette remarque vaut autant pour les auteurs de cette étude que pour les décideurs des politiques publiques locales.

décrire mais de les tourner et les retourner dans de multiples sens, pour en sortir des sens multiples : sens concrets, imaginaires, présents et futurs, individuels et collectif »²⁵².

Nous avons essayé, dans la mesure du possible, d'être dans une *situation d'observation directe* (en les suscitant parfois en construisant des formes de *complicité* avec les porteurs des actions). C'est le second sens de nos observations, celui de « *travail de terrain* » c'est-à-dire une présence prolongée et systématique sur les lieux mêmes de l'enquête, au sein du groupe d'acteurs et de l'action mémorielle étudiée. Cette démarche d'observation (méthode non réactive de recueil de données) s'attachera plus particulièrement à l'observation des lieux, des événements, des actes ou des propos tenus dans la vie quotidienne, ordinaire, d'une action mémorielle. Par ce travail d'immersion, nous chercherons à dépasser les discours institutionnels, verrouillés, policés, en nous fondant dans les discussions quotidiennes de l'action car « *la pratique de l'observation est elle-même l'apprentissage des règles, des attitudes, des expressions du milieu étudié* »²⁵³. Sa caractéristique principale est l'inscription dans la durée (tout à fait contraire et complémentaire aux entretiens semi-directifs qui ne durent qu'une heure ou deux avec une personne que l'on ne voit qu'une ou deux fois).

Ce travail d'observation qui s'inscrit dans la perspective d'une *sociologie politique de et dans l'action*²⁵⁴ mémorielle, fait l'objet au fur et l'écriture d'un *compte-rendu d'observation* (à partir de notes systématiques ou d'enregistrements lorsque cela a été possible). L'objectif étant de confronter les données recueillies en les classant et en mesurant leur degré de généralité, à la notion de *fenêtre d'opportunité mémorielle* pour lui donner une *signification sociologique*. Nous avons bien conscience que l'observation est parfois considérée comme une non-méthode car subjective et se limitant au recueil d'anecdotes et de scènes auxquelles l'observateur intervient en dérogeant ainsi à deux principes des sciences sociales : celui de la *distance à l'égard du milieu étudié* et celui la *représentativité statistique*. Pour autant, nous défendons l'intérêt de croiser cette méthode avec des méthodes, plus classiques en sociologie, afin d'accéder aux *actes mémoriels concrets* car l'entretien suscitant des réponses verbales ou écrites constituent des *opinions* ou *restituent* simplement des *actes*. Ainsi, les acteurs publics, ici interrogés, peuvent formuler des réponses contraires à leur comportement habituel en se sentant obligés de d'adopter des points de vue conformes à ce qu'elles croient être l'attente du chercheur ou ce qui paraît convenir à l'opinion admise ou encore d'adopter pour la circonstance un comportement de conformité par rapport aux règles qui sont censées définir leurs pratiques.

Dans la perspective d'une approche monographique, nous avons donc déployé une double entrée méthodologique construite tout d'abord dans un rapport de proximité, une observation *in situ*²⁵⁵ au sein même d'actions à visée mémorielle (participation à des rencontres publiques, des manifestations culturelles) et aux marges (personnes témoins etc.). Cette posture de recherche permet d'accéder à ce qui constitue une "boîte noire" des faits et valeurs enfouis dans leur quotidien car c'est là, qu'en définitive, s'incarne l'action publique à visée mémorielle. En faisant le choix de porter un regard sociologique sur un projet mémoriel en train de se construire, nous cherchons à mieux décrire, comprendre et expliquer des pratiques anonymes pour « *un travail minutieux mais non gratuit, ni asservi à la démonstration théorique mais qui l'empêche de se refermer sur elle-même et la fait sans cesse évoluer* »²⁵⁶.

Les moments et lieux d'observation ont ainsi été déterminés par les opportunités locales sur la période d'étude. C'est ainsi que nous avons rencontré le samedi 28 avril 2007, lors du spectacle de la conteuse, Susana Azquinez, intitulé "Mémoires d'exils" autour de la Retirada, Brigitte Saint-

²⁵² Ruth Canter KOHN, *Les enjeux de l'observation*, coll. exploration interculturelle et science sociale, Ed. Anthropos, Paris, 1998.

²⁵³ Junker BUFORD, 1960, cité par Anne-Marie ARBORIO et Pierre FOURNIER, *Op. cit.*, 1999.

²⁵⁴ Olivier NOËL, *Jeunesses en voie de désaffiliation, une sociologie politique de et dans l'action publique*, L'Harmattan, Paris, 2004.

²⁵⁵ Yves GRAFMEYER, Isaac JOSEPH, *L'école de Chicago*, P.U.G, Grenoble, 1979.

²⁵⁶ Philippe WARIN, *Les usagers dans l'évaluation des politiques publiques*, L'Harmattan, 1993.

Pierre, Paul Garson et « Pépé » et découvre le projet dont nous allons présenter la monographie. Le flot de paroles livré par Brigitte Saint-Pierre, lors de cette rencontre, nous a convaincu de l'intérêt d'étudier finement les conditions de sa réalisation.

12. Une phase de recueil de données

De façon complémentaire à l'observation *in situ*, nous avons recueilli toutes sortes de données quantitatives, de documents, d'entretiens afin d'avoir « *une vue large, presque exhaustive des mutations sociales* »²⁵⁷ relatives à l'activité mémorielle en région [nous dressons par exemple en annexe 2 quelques éléments du contexte électoral régional et départemental qui peuvent influencer la conduite de projets mémoriels].

L'intérêt de ce recueil systématique est l'étude, dans une perspective diachronique, de l'évolution du référentiel d'une politique mémorielle sur l'histoire de l'immigration, engagée par le département de l'Hérault depuis 1983 et désormais au cœur des orientations²⁵⁸ de la Direction Régionale de l'ACSE.

Nous avons donc, pour le projet « *Clermont-L'Hérault : identité(s) d'une ville* », dans une perspective monographique, eu le souci de recueillir les données documentaires et réglementaires afin d'investiguer sociologiquement le *référentiel sous-jacent*²⁵⁹ dans la conduite de politiques et d'actions mémorielles :

- dans sa dimension *normative* : les textes régissant et encadrant de manière réglementaire l'activité mémorielle ; les conventions qui lient le cas échéant les *entrepreneurs de mémoire* et l'État ou les collectivités territoriales, les textes d'orientations de la politique départementale (exemple : La nouvelle politique culturelle du Département 2006-2010) ;
- dans sa dimension *cognitive* : les rapports d'activité, les rapports moraux ; les bilans d'action (exemple : livret édité par les Rencontres Méditerranéennes), les manifestations publiques (autour de l'occitanie). Nous nous sommes attachés à identifier et recueillir les écrits qui comptent et les auteurs, les penseurs voire les personnalités politiques-clefs dans l'élaboration de la politique départementale en la matière (par exemple : les travaux de l'Office Départemental de l'Action Culturelle y occupent une place centrale) ;
- et enfin dans sa dimension *instrumentale* : la configuration d'action et les jeux d'acteurs (en annexe 1, nous présentons les personnages clefs du projet). Nous pistons et mettons à plat les modalités de mise en œuvre d'une action mémorielle (la généalogie du projet clermontais) et les outils et méthodes dont disposent et que construisent les *entrepreneurs de mémoire* (livrets « Petite histoire de Clermont-l'Hérault »).

Enfin nous avons conduit une série d'entretiens qui ont été retranscrits [cf. annexe 1].

2. Éléments de contexte du projet

21. La ville de Clermont-l'Hérault : situation géographique, démographie, structure d'emploi et enjeux politiques

La ville de Clermont-l'Hérault, située au centre du département, à 40 km de Montpellier, est construite au flanc d'une colline. Elle est traversée par un petit ruisseau, le Rhône, utilisé autrefois pour l'industrie drapière et les tanneries. Clermont-l'Hérault s'auto-désigne « capitale du

²⁵⁷ Anne-Marie ARBORIO et Pierre FOURNIER, *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*, Nathan-Université, 1999.

²⁵⁸ FASILD, *Histoire et mémoire des immigrations en régions et dans les départements d'Outre-Mer*, Marché n°2006 33 DED 02, p. 9

²⁵⁹ Définition

raisin de table » au début du XX^e siècle avant de devenir une cité oléicole (huilerie coopérative depuis 1922) et viticole.

La population clermontaise est en augmentation : elle compte 5482 habitants au recensement de 1975 et 6532 habitants à celui de 1999. Cette croissance est due essentiellement à un solde migratoire positif qui s'amorce dès 1975 : +1,11% entre 1975 et 1982, 0,37% entre 1982 et 1990. 1,7% entre 1990 et 1999²⁶⁰. La population clermontaise augmente de façon significative entre 1962 et 1968 avec un solde migratoire de 661 personnes de nationalité française nées en Algérie.

Au recensement de 1999 sur 150 personnes nées en Algérie 14 sont de nationalité algérienne 9 sont français par acquisition 127 sont français de naissance. Au même recensement, sur 265 personnes nées en Espagne 75 conservent leur nationalité d'origine, 169 sont devenues françaises par acquisition, 21 sont françaises de naissance, tandis que pour les 69 personnes nées au Maroc 28 conservent leur nationalité, 7 sont françaises par acquisition, 34 sont françaises de naissance. Il est à noter que 96,8 % de la population clermontaise est de nationalité française au recensement de 1999. À la même époque 39,3% des étrangers vivant dans cette ville sont nés en Espagne et 22,3% sont nés en Algérie²⁶¹.

Parmi la population active ayant un emploi, les professions intermédiaires représentent 20,4 % des emplois occupés tandis que les employés représentent 34,5%, bien que les d'agriculteurs exploitants ne représentent que 3,2 % des activités professionnelles il est à noter une progression de 33% de cette catégorie entre 1990 et 1999 tandis que la part d'artisans, de commerçants et chefs d'entreprises chute de 28,6 %²⁶².

22. Les deux temps du projet

Le projet tel qu'il se donne à voir aujourd'hui sous l'intitulé « *Clermont-l'Hérault "Identité(s) d'une ville* », s'inscrit dans le cadre du dispositif culturel départemental des Rencontres Méditerranéennes²⁶³, et plus particulièrement d'une initiative engagée entre 2003 à 2007 : « *L'Hérault terre de rencontres* »²⁶⁴. À ce moment, les Rencontres Méditerranéennes se présentent comme n'étant pas un festival comme les autres qui assureraient seulement une programmation artistique, mais comme un temps fort événementiel reposant sur l'action conjointe de la direction de la culture, de l'Association Développement Danse et Musique 34, de la Bibliothèque Départementale de Prêt et sur un réseau de communes et d'associations qui ont entrepris un travail tout au long de l'année.

Lors d'un entretien avec la coordinatrice générale des Rencontres méditerranéennes, Françoise Beaussier, celle-ci décline les objectifs politiques de ce projet sous la forme suivante :

« L'objectif des rencontres était de réunir des héraultais de différentes origines autour de projets culturels fédérateurs cela notamment dans le but de croiser les identités, l'idée c'est qu'on a dans le département des héraultais de souche qui sont là depuis plusieurs générations, il y en a qui sont arrivés par les différentes phases migratoires et il y en a qui

²⁶⁰ POPA-Fiche profil-Evolution démographique 1962-1999. Recensement Général de la population. Population sans doubles comptes, 1999).

²⁶¹ INSEE IMG 2-Lieux de naissance à l'étranger selon nationalité. Recensement de la population 1999.

²⁶² INSEE 1999 CSP- Population active de 15 ans et plus ayant un emploi.

²⁶³ Les Rencontres Méditerranéennes ont été créées en 1980 par un collectif d'associations : le Centre de Documentation des Tiers Mondes, l'Association de Soutien aux Travailleurs Migrants, Peuple et cultures, la Fédération départementale des MJC. Ces associations engagent alors une série de manifestations et de rencontres ayant pour double objectif, mobiliser Français et immigrés sur des problèmes liés au développement et mettre en valeur l'identité culturelle de chaque peuple à travers la musique, le théâtre, le cinéma, les expositions, les débats. En 1983 ces associations se réunissent autour de l'Office Départemental d'Action Culturelle. Sources : Extrait 24 - La nouvelle politique culturelle du département 2006 - 2010

²⁶⁴ Livret édité par les Rencontres méditerranéennes

arrivent encore aujourd'hui, il y a aujourd'hui ce qu'on appelle les nouveaux arrivants qui viennent s'installer du nord de la France ou de l'Europe et ces gens là vivent sur les mêmes territoires sans forcément se côtoyer, – fréquenter les mêmes lieux, et connaître leurs origines. L'idée des rencontres ça a été, comment croiser les identités, comment trouver des points communs dans les histoires individuelles ? [...] Les Rencontres méditerranéennes ont été redéfinies autour de ce projet il y a cinq ans quant il y a eu une montée du vote Front National²⁶⁵ dans la région où les élus de la majorité départementale ont pu faire le constat qu'il y avait des cassures dans le lien social et qu'il y avait des populations qui ne se rencontraient jamais ».

Nous distinguons deux temps dans la conduite de ce projet. D'abord celui d'une recherche empirique conduite par Brigitte Saint-Pierre, qu'elle-même qualifie de « petite l'histoire de la ville », conduite sur une temporalité longue de 12 années (1996-2007). Ensuite le projet tel qu'il nous est présenté à son terme, mené dans une temporalité plus courte de 4 années (2004-2007) fruit d'une commande politique, portée et finalisée dans le cadre du dispositif des Rencontres Méditerranéennes.

L'approche développée initialement par Brigitte Saint-Pierre, et portant sur les immigrations espagnoles, s'inscrit dans la continuité de la recherche historique sur l'ensemble la ville. Sa démarche est portée par des motivations et l'emploi d'une méthode qui seront identiques aux autres thèmes explorés par Brigitte Saint-Pierre dans sa recherche sur l'histoire de la ville.

L'approche développée dans le cadre du dispositif des Rencontres Méditerranéennes, entre 2004 et 2007, auprès des « Pieds-Noirs », arrivés à Clermont après 1962, et les immigrés du Maghreb arrivés dans les années 80 s'inscrit dans une logique de programme.

Si ces deux approches vont se retrouver prises dans le même projet « Clermont-l'Hérault Identité(s) d'une ville », nous montrerons qu'elles n'ont pas produit les mêmes résultats. La ville de Clermont-l'Hérault a envisagé la possibilité de participer à la commande des Rencontres Méditerranéennes parce que le travail de Brigitte Saint-Pierre proposait un substrat exploitable et qu'elle allait en accréditer la faisabilité :

«J'avais commencé ce travail comme ça et puis Paul Garson, je connais Paul parce que c'est mon voisin. Il m'a dit "tu sais aux Rencontres Méditerranéennes, on voudrait faire un truc sur l'immigration, tu crois qu'il y a quelque chose ?" [...] J'ai regardé un peu et dit "il y a matière à faire", il me dit "s'il y a matière à faire alors on y va". C'est là qu'on a plongé d'avantage et que j'ai appris beaucoup de choses, le camp je savais pas, ce Monsieur qui s'appelle Pépé Ségura... »²⁶⁶

221. La « maraude mémorielle » de Brigitte Saint-Pierre (1996-2007)

Portrait de Brigitte Saint-Pierre : " fil rouge" de cette action

Brigitte Saint-Pierre, mère au foyer, initiée, en 1996, avec quatre autres personnes, un atelier de découverte du patrimoine clermontais²⁶⁷ qui la conduit à mettre en oeuvre une méthode de recherche historique. Très attachée à sa ville, elle s'est donnée comme objectif de bien la connaître et cherche à faire émerger ce qu'elle appelle la « *vérité historique* ». –Travailler sur

²⁶⁵ Voir tableau des résultats annexe 2.

²⁶⁶ Entretien1 avec Brigitte Saint-Pierre.

²⁶⁷ Au cours de ces douze années, elle va travailler sur : les femmes qui ont marqué Clermont de leur empreinte, par exemple l'ancienne proviseur du lycée reconnu aujourd'hui " Juste des Nations " ; le Rhône, ruisseau qui traverse la ville et au bord duquel s'est développée une petite industrie drapière et des tanneries pendant le XVII^e et le XVIII^e siècle ; la structure du diocèse civil de Clermont Lodève ; les noms des rues qui vont l'amener à faire des recherches sur des personnalités locales comme Max Rouquette, Félix Roque, Hyppolite Rouquette (capitaine au long cours et planteur à la Grenade qui ayant fait fortune revint à Clermont à la fin de sa vie), la famille Verny, La famille Ronzier Joly (philosophe local, planteur à la Grenade qui revient à Clermont et rachète au début du XIX^e siècle Villeneuve, l'ancienne manufacture royale de draps) et enfin les immigrations espagnoles.

l'histoire de la ville n'a pas pour elle de connotation nostalgique. La légende selon laquelle un village aurait été submergé par les eaux du lac du Salagou l'agace car sa famille paternelle habitait précisément le hameau de Pradine qui a été rasé, mais qui n'a jamais été submergé au moment de la mise en eau. Elle conteste la promotion qui est faite d'un « midi rouge » et qualifie de « *mystification* » l'idée selon laquelle l'Hérault aurait été de tout temps une terre de révolte. De la même façon la revendication occitaniste très active à Clermont-l'Hérault, autour d'une identité et d'une langue lui semble infondée et contenir en germe une pensée séparatiste : « *au XIV^e siècle on parle déjà de préserver la langue* ». A fortiori elle fustige la juxtaposition qu'elle décèle des deux propositions lors des manifestations commémoratives des révoltes de vigneronnes de 1907: Théorie d'un "midi rouge" parce que occitan²⁶⁸.

Bénévole, autodidacte, elle est passionnée de philosophie, sa motivation est de « *comprendre comment les hommes ont fait pour vivre ensemble* ». Elle ne souhaite pas écrire ni être rémunérée pour son travail. Par contre, elle rédige avec l'office du tourisme un livret « *Petite histoire de Clermont-l'Hérault* » et elle édite 5 fascicules photocopiés de quelques pages en couleur qui sont vendus 0,20 € sur des thématiques historiques locales, elle les laisse sur le comptoir du boucher et à l'office du tourisme. À la demande de l'agence culturelle Cœur d'Hérault, elle s'agrège à un groupe local qui travaille sur des recueils de mémoire dans les villages. Elle participe à deux cafés littéraires sur ces thèmes ainsi qu'à des émissions sur les ondes de Radio Pays d'Hérault. Enfin, jusqu'en 2006, elle effectue des visites guidées gratuites de la ville.

La méthode de Brigitte Saint-Pierre

Les pistes qu'elle suit sont « *comme des hameçons qu'elle lance* ». Elle lit beaucoup et argumente ses découvertes empiriques avec des travaux de nature scientifique. Elle étaye ce travail par la consultation des archives, de l'état civil, puis pour la période contemporaine par des témoignages, que nous qualifions de *maraude mémorielle*. Elle dit avoir acquis sa méthode de recherche historique en écoutant des émissions radiophoniques sur France Culture.

Lorsqu'elle va se pencher plus précisément sur les immigrations espagnoles, elle mènera des entretiens plutôt informels, dans les actes de sa vie quotidienne qu'elle n'enregistrera pas, elle écoute les personnes sur le mode de la conversation puis elle prend des notes, comme il s'agit de personnes qu'elle côtoie quotidiennement elle leur fait lire, confirmer ou rectifier les écrits de leurs récits.

Par la suite, sollicitée dans le cadre du projet des Rencontres Méditerranéennes, Brigitte Saint-Pierre essaie, en vain, avec le chargé de communication de la ville, Paul Garson, de recueillir des témoignages des différentes immigrations par la diffusion d'un questionnaire, par la publication d'une annonce dans les pages d'un journal local. La réunion organisée au théâtre ne suscite l'adhésion que de quelques rares personnes.

Une Implication personnelle dans la question migratoire, un questionnement incident

Si elle est clermontaise du côté de son père, ses grands-parents maternels sont italiens, ils ont fui la montée du fascisme en 1923 et se sont installés à Bagnols-sur-Cèze dans le département du Gard. Sa mère est née en Italie. Les ancêtres de son mari sont majorquins (arrivés au XIX^e siècle à Clermont-l'Hérault). Ce sont les photographies récoltées dans sa belle-famille qui sont publiées dans le livret « *Clermont-l'Hérault, identité(s) d'une ville* » sous l'appellation « *le parcours de Barthélemy Réal un immigré majorquin à Clermont* »²⁶⁹.

²⁶⁸ Conférence du 24 janvier 2007, " *Il y a cent ans la révolte vigneronne grondait 1907*" au théâtre de Clermont l'Hérault ;

Conférence du 29 octobre 2007 " *L'occitanie le combat de Jean Jaurès*" animé par Jan Louis Blenet, fondateur du théâtre de la Rampe, théâtre en occitan ; Spectacle " *Entre verghoha et fiertat* " le 11 juin 2007 présenté aux collégiens travaillant sur le projet culture d'Oc et viticulture ; Colloque « *Le vin et la République* » (1907-2007) Colloque de Montpellier, 18-19-20 octobre 2007.

²⁶⁹ Ville de Clermont l'Hérault, Département de l'Hérault : Rencontres Méditerranéennes à Clermont l'Hérault, 2004-

Mais c'est à l'occasion de visites guidées et des questions qui lui sont posées sur l'état de vétusté du quartier du Pioch, qu'elle s'interroge sur l'existence du « quartier espagnol », ce qui la conduit à approfondir ses recherches sur l'hispanisation de la ville.

La place des immigrations espagnoles dans l'histoire de la ville

Elle entame donc bien avant la sollicitation de la Mairie de Clermont-l'Hérault et des Rencontres Méditerranéennes, un travail d'enquête sur les Espagnols. Elle fait appel à ses propres souvenirs, souvenirs de la présence d'immigrées espagnoles dans sa classe :

« Souvent quand j'étais enfant [...] Les instits étaient pas très fins, ils nous disaient, « Il y a une nouvelle qui arrive, elle est très pauvre si vous avez des vêtements chez vous » C'était vraiment ... « Elle parle pas très bien la langue, aidez là... » On voyait bien la différence, il y avait plus pauvre que nous, moi j'étais d'un milieu très modeste »

Elle évoque également des propos qu'elle entend au sujet d'acquisition de terre par des Espagnols :

« Quand j'étais enfant, on disait : « Tiens untel à vendu cette cantarale de vigne » (une vigne qui ne vaut rien) « Le Moreno ou le Sanchez il a acheté » »

Puis, de fil en aiguille, elle interroge les personnes âgées dans sa rue, au marché, à la maison de retraite :

« Ensuite j'ai demandé à des personnes âgées si lorsqu'ils étaient enfants, dans les années 30-40, il y avait des Espagnols, ils m'ont dit « bien sûr, à l'école il y en avait ». On est allé à la maison de retraite un Monsieur disait : « Dans ma classe il y avait autant d'enfants d'origine espagnole que d'origine française dans les années 20 " »

Elle recherche dans les registres de l'Etat Civil, c'est ainsi qu'elle réunit des informations sur les lieux de naissance, les noms, l'âge et le nombre de résidents d'origine espagnole au XIX^e et au XX^e siècle. Elle constate à cette occasion que la majorité des Espagnols travaillent dans la vigne. Elle compulse les procès-verbaux des conseils municipaux et y découvre :

- le passage en 1830 d'une trentaine d'espagnols Carlistes parmi lesquels des prêtres
- une délibération du Conseil Municipal du 20 février 1939 portant sur l'abonnement à l'éclairage électrique de l'immeuble où sont cantonnés les réfugiés
- une délibération du Conseil Municipal du 26 avril 1945 faisant référence à la réouverture de la maison de tolérance précédemment réquisitionnée pour le Groupement des Travailleurs Etrangers et de Guérilleros espagnols.

La confiance que lui accorde le maire lui permet ainsi d'explorer le grenier de la mairie où sont remisés des documents non répertoriés, c'est ainsi qu'elle met la main sur la liste manuscrite des 37 enfants basques accueillis en 1937 dans des familles clermontaises. Au cours du projet, elle prend, avec Paul Garson, des photographies des quartiers où habitent ou ont habité des Espagnols, qui figurent dans l'exposition²⁷⁰.

La présence singulière des réfugiés espagnols

C'est au cours de discussions et entretiens qu'elle mène dans sa vie quotidienne que Brigitte Saint-Pierre entend parler de l'accueil des 37 enfants basques en mai 1937 et rencontre ensuite Madame Barthe qui en témoigne. De la même façon, elle apprend l'existence du camp de regroupement de femmes exilées espagnoles arrivées entre 1938 et 1939, située dans les locaux

2006 Identité(s) d'une ville, Un livret 52 pages en copie couleurs spiralées.

²⁷⁰ Le quartier du Pioch : rue de l'Ancien marché à huile, rue Bozène, place du Radical, rue Fontaine de la ville, rue de l'Egalité, rue de la Liberté, rue de la Fraternité, rue des Calquières, rue Frégère.

des établissements Rouane, (rue Benjamin Giraudou) et du Groupement de Travailleurs Etrangers installés de 1942 à 1945 dans une usine de filature désaffectée (rue Frégère).

Bien que personne n'en parle jamais, elle constate à quel point l'histoire du camp est présente dans les esprits. Elle relève lors de ces rencontres, la confusion qui selon elle existe dans les esprits entre camp d'internement et camp de concentration et par extension camp d'extermination, ce qui induirait cette chape de silence.

Certains de ses interlocuteurs, bien qu'elle les rassure sur la nature du camp, reconnaissent à mi-mots, comme elle le fait elle-même hors micro, que les conditions d'hébergement n'étaient pas bonnes et qu'ils n'ont pas toujours été bien traités comme en témoigne Pépita Carpena²⁷¹, arrivée au camp de Clermont en janvier 1936.

Au fur et à mesure de ces rencontres des témoins directs lui sont signalés. Elle récolte le témoignage de Joseph Ségura, (dit « Pépé »), qui venant de Cervera en Espagne séjourne au camp du Boulou dans les Pyrénées-Orientales puis arrive, avec sa mère, à Clermont-l'Hérault en janvier 1939. Son père qui était au camp de Gurs dans les Pyrénées, finit par les rejoindre grâce à des demandes répétées du maire, le docteur Ronzier Joly. Au bout de six mois « Pépé » et sa famille sont déplacés au camp de Ceilhes-Roqueredonde. Y ayant attrapé la fièvre typhoïde, il est hospitalisé à Clermont-l'Hérault. Son père, Antonio Ségura, combattant du régime franquiste rejoint la résistance française en 1944 comme en témoignent les documents fournis par "Pépé"²⁷², présentés dans l'exposition réalisée pour la deuxième année des Rencontres Méditerranéennes. Il témoigne aussi des dimanches passés dans des familles clermontaises :

« Les Clermontais, ils allaient les voir à travers les grilles pour leur donner du pain dur, de la laine pour tricoter et puis le dimanche il suffisait d'aller au commissariat, on se proposait de prendre une femme pour la journée. Monsieur Ségura raconte, il se souvient très bien que le dimanche matin untel venait le chercher avec sa mère, il passait sa journée, il jouait, il mangeait bien ce jour-là. Il se rappelle très bien que l'après-midi, il allait à la Coste à pied, des détails comme ça et le soir vers l'heure du dîner 6 ou 7 heures il rentrait au camp.. »

Elle rencontre une dame qui était dans le camp (dont elle taira le nom) aujourd'hui atteinte de la maladie d'Alzheimer qui lui raconte, qu'elle sortait le dimanche pour aller animer des bals dans la région avec les musiciens du Groupe de Travailleurs Etrangers (GTE).

Monsieur Geysse, employé de mairie en 1939, témoigne des conditions d'accueil des réfugiés :

« Il y avait un camp de réfugiés en 1939 dans les locaux des établissements Rouane situés près du square Clovis Roques. Il y avait là des femmes et des enfants espagnols qui vivaient dans des conditions difficiles. Ils dormaient sur de la paille, dans un grand hangar. Le camp était dirigé par un intendant du nom de Monsieur Montrozier. Tous les jours, les employés de mairie fournissaient du pain et de la nourriture et deux femmes faisaient la cuisine, aidées par des réfugiés. Une réfugiée prénommée Pépita faisait office d'infirmière. Une assistante sociale, Madame Leduc s'occupait du camp. Des agents de ville étaient postés devant les grilles. Le dimanche, des sorties étaient possibles pour les réfugiés qui étaient accueillis pour un repas et un après-midi dans des familles clermontaises »²⁷³.

²⁷¹ Ce témoignage est une lettre publiée dans le "Bulletin" n° 26/27 du CIRA (1er semestre 1986 Marseille). Félisa De Castro, Pilar Grangel ainsi que Pépita Carpena toutes trois membres de la CNT séjournent au camp de Clermont l'Hérault.

²⁷² La carte d'Antonio Ségura membre des milices antifascistes (1936). Un document attestant de la participation d'Antonio aux actions de la résistance, Un certificat des services militaires FFI, Une attestation du responsable politique du parti communiste datant du 13 septembre 1944. La nécrologie parue dans la presse "anciens combattants UHAC".

²⁷³ Témoignage de M Geysse Rencontres méditerranéennes à Clermont l'Hérault, 2004 - 2006 Identit(é)s d'une ville.

Pour étayer cette recherche et étoffer l'exposition, elle puise dans l'ouvrage de Luis Montagut²⁷⁴ intitulé « *J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole* » dans lequel il décrit, pour ce qui concerne son passage à Clermont-l'Hérault, les conditions de son arrivée au 8^{ème} Groupe de Travailleurs Etrangers, l'organisation du travail, la gestion des revenus des cinquante hommes employés à plein temps, les relations avec la population. Il y raconte également l'engagement du groupe dans la résistance locale, le maintien de leur appartenance aux FTP, en mission de liaison avec les maquisards de Cabrières. Il y décrit aussi la vie à Clermont-l'Hérault de Pere et Paquita Cadenas, un couple de réfugiés espagnols, lui aussi entré dans la résistance qui s'y installe définitivement. Leurs enfants viennent d'ailleurs témoigner lors de la rencontre organisée par la ville en 2005.

L'immigration espagnole d'après-guerre est, elle, impossible à saisir car personne n'accepte de témoigner. Elle rencontre néanmoins une assistante sociale à la retraite, en poste dans des années 1950 à 1970, qui lui donne des indications sur les conditions de vie de ces familles espagnoles.

222. L'impulsion politique de la ville et le dispositif des Rencontre Méditerranéennes : l'institutionnalisation du projet (2004-2007).

C'est le maire et conseiller général, M. Cazorla, qui impulse ce projet, avec l'intention suivante : effectuer un travail sur les traces des immigrations successives qui restent dans l'imaginaire collectif, dans la mémoire collective des Clermontais. Le chargé de communication de la ville, Paul Garson pilote le projet avec un groupe de travail composé d'acteurs locaux qui vont se saisir de cette proposition.

Il va s'appuyer sur un tandem constitué de deux habitantes impliquées dans un travail de proximité : Brigitte Saint-Pierre dont nous venons de souligner le rôle central et Eliane Sube. Toutes deux connaissent la ville, elles ont, par les activités qu'elles mènent et les fonctions qu'elles ont occupé, des contacts, une crédibilité qui va leur permettre de mobiliser en douceur les témoins susceptibles de fournir des informations sur leurs ou sur les immigrations et de participer à des manifestations publiques sur la question.

Brigitte Saint-Pierre que nous avons présentée précédemment apparaît à la fois comme la chercheuse, le fil rouge, le "garde-fou" éthique de ce travail de mémoire qu'elle définit comme une manière de vivre.

Eliane Sube est bénévole au Secours populaire de Clermont-l'Hérault, membre du bureau, elle s'occupe de l'épicerie sociale, de l'animation des autres bénévoles, des sorties familiales et de l'information. Avant de prendre sa retraite elle fut bibliothécaire et recevait les groupes scolaires, elle connaît par cette entremise beaucoup d'enfants de la ville, leurs mères et quelques fois leurs grands-mères.

Le groupe de travail

Participent au groupe de travail : la bibliothèque municipale, le cinéma Alain Resnais, l'école de musique, l'office du tourisme, le pôle enfance jeunesse de la ville, le Secours populaire, Art et nature, Brigitte Saint-Pierre et Eliane Sube. L'Agence Culturelle Cœur d'Hérault²⁷⁵ assure le suivi technique du projet et l'interface avec la direction des Rencontres méditerranéennes au service culture et patrimoine du département. Ce groupe se donne comme objectif de travailler sur

²⁷⁴ Luis MONTAGUT, *J'étais deuxième classe dans l'armée républicaine espagnole*, Editions François MASPERO, La mémoire du Peuple, Paris 1976.

²⁷⁵ Créé en 1979 l'Office Départemental d'Action Culturelle est dissous en 2002. Son personnel est intégré au sein de l'administration territoriale, ce qui se traduit par une reformulation de l'action territoriale de la politique culturelle à partir de la création de 4 agences culturelles réparties géographiquement. Sources : Extrait 24 - La nouvelle politique culturelle du département 2006 – 2010.

l'identité, les identités de Clermont à travers les flux migratoires qui ont irrigué la ville au cours du XX^e siècle.

Le déroulement du programme

Pendant quatre années consécutives le groupe de travail va collecter, animer et mettre en forme, un travail qui voit son aboutissement pendant les quinze jours annuels des Rencontres Méditerranéennes. Pendant ces deux semaines se succèdent et se croisent des spectacles des projections cinématographiques, des conférences et un « *temps fort* » moment de restitution des travaux accomplis par le groupe de travail (témoignages, rencontres, débats, expositions). Chaque session va s'organiser autour de trois temps : la documentation et le recueil de mémoire, la production de documents et de témoignages et la restitution publique du travail accompli. Une synthèse du programme entre 2004 et 2006 est présentée en annexe 3.

Le projet s'est prolongé en 2007 en traitant essentiellement du thème de *la Retirada*. L'année 2007 ne figure pas dans le livret des Rencontres Méditerranéennes et l'équipe qui a travaillé les trois premières années n'y a participé que ponctuellement, signifiant ainsi la clôture d'un cycle. Tournée essentiellement vers une programmation cinématographique et de spectacles, avec des temps forts, notamment le spectacle de Susana Asquinez « Mémoires d'exils », cette dernière année du projet réunit nombre des acteurs des initiatives conduites les 3 années précédentes.

Le regard d'élèves sur les autres immigrations

Marie Claude Testemal animatrice à Radio Pays d'Hérault et Line Charraud animatrice pôle enfance jeunesse de la ville, mènent en 2004 un atelier radio sur le thème "*dis-moi d'où tu viens*", avec dix enfants²⁷⁶ de 9 à 12 ans élèves de CM1, de CM2 et du collège. Dès la première rencontre, ils s'aperçoivent que chacun d'entre eux a sans exception, au moins un parent ou un grand parent venu d'un pays étranger (Arménie, Turquie, Vietnam Sénégal, Espagne). Ils procèdent, à partir de là, à leur propre interview et à celle de leurs parents. Ils effectuent ensuite un radio trottoir sur le marché de Clermont, où ils demandent à des personnes rencontrées sur le marché s'ils connaissent des mots dans une autre langue, puis ils entrent en conversation sur les témoignages de leur origine ou de leur immigration.

Ils rencontrent : un sénégalais installé en France depuis trente ans ; la fille d'un immigré italien et d'une immigrée espagnole ; un couple de Chinois ; un sarde agriculteur biologique, installé à Octon à l'occasion d'une fugue il y a 15 ans, qui raconte la promesse faite d'un retour au pays qu'il n'effectuera pas, de la difficulté de s'installer et d'obtenir de la terre pour la travailler ; une fille d'immigrés espagnols dont les parents sont venus d'Andalousie pendant le franquisme qui parle de sa mère qui peinait à s'exprimer en français, de son isolement, du racisme qu'elle a rencontré, de la nécessité pour les enfants de glaner et travailler dans les champs pour manger. Elle parle de la difficulté de partager quelque chose avec les Français et des fêtes qui se font entre Espagnols où l'on chante et danse le répertoire du folklore.

Ce recueil diffusé sur les ondes de Radio Pays d'Hérault, gravé dans un CD audio intitulé « *Dis moi d'où tu viens* » est transcrit, en partie, dans le livret des Rencontres méditerranéennes, « *Clermont-l'Hérault, 2004-2006 Identité(s) d'une ville* ».

Le difficile recueil de témoignages des Français d'Algérie

Sollicitée et soutenue par le maire Monsieur Cazorla et par Madame Touillé, conseillère municipale, tous deux Français d'Algérie, Brigitte Saint-Pierre procède à la récolte de témoignages de « Pieds-Noirs ». Bien que très réticents au départ, quelques-uns acceptent de témoigner

²⁷⁶ Antoine, Cindy, Guilhem, Hugo, Juliette, Justine, Mathieu, Noé, Nicolas, Sylvia.

verbalement mais pas l'amicale des Pieds-noirs du Clermontais qui n'y participe pas. C'est à la suite de la rencontre de l'année 2006 que Madame Touillé accepte de mettre Brigitte Saint-Pierre en contact avec des rapatriés d'Algérie.

Ils témoignent des conditions de leur arrivée²⁷⁷ à Clermont, de l'envie de venir en France que certains avaient avant la guerre d'Algérie, « moi, j'étais jeune, on rêvait tous de venir en France parce que c'était la liberté, la musique » mais aussi des raisons pour lesquelles certains ont choisi de s'installer dans cette ville tel Monsieur Carmona, boulanger, et qui a choisi Clermont-l'Hérault pour le football.

Aucun document ne lui est fourni, ils n'écrivent pas non plus. Brigitte Saint-Pierre souligne la difficulté d'obtenir des témoignages tant l'émotion prend le pas sur la narration, mais aussi l'insistance des témoins pour affirmer leur appartenance à la ville. C'est sur cette affirmation qu'elle s'appuie pour relever les éléments qui ont concouru à l'adoption de Clermont comme ville d'accueil, mais aussi les tensions qui opposent les nouveaux arrivants aux autochtones, lorsque les premiers rapatriés s'installent comme agriculteurs et acquièrent des terres :

« Bien sûr, son futur mari qui était viticulteur envisageait d'acheter des vignes et puis tout d'un coup quand les Français d'Algérie arrivent, les prix ont augmenté, alors voilà le premier conflit. Lui, la vision qu'il avait des Français d'Algérie, c'étaient ceux qui arrivent et qui raflent tout parce qu'ils avaient des primes et qui leur enlèvent tout sous le nez et elle, du côté des Français d'Algérie «parce qu'on arrive, tous les prix montent ».

Elle recueille le témoignage oral d'amis Clermontais qu'elle publie sous la forme d'un pastiche de la fable de Jean De La Fontaine « Le laboureur et ses enfants».

Elle évoque ce qui, selon elle, fait que les rapatriés n'ont pas osé témoigner et avance l'idée qu'il existerait un modèle imposé, stéréotypé du témoignage, promu entre autres dans les films documentaires diffusés à la télévision :

« On a raconté chaque fois presque une comptine « ils sont partis, ils ont pris le bateau, ils sont arrivés à Marseille, une main devant, une main derrière, il faisait froid ». Mais après, il y a autre chose. Moi, il me semble qu'on a jamais nourri le reste ».

Les femmes maghrébines : témoignages de Souad, Saïda et Yatto

Les deux premières années Eliane Sube motive des femmes immigrées (marocaines et algériennes) bénéficiaires d'actions du Secours populaire à participer au projet. Ces femmes s'impliquent progressivement, d'abord individuellement puis collectivement dans des « choses dont elles se sentaient capables ». Elles fabriquent des gâteaux la première année. La deuxième année, lors de la fabrication du couscous (pour cent personnes) elles s'impliquent davantage et surtout effectuent surtout ce qu'Eliane Sube qualifie "d'entrée dans le monde" :

« Avec leurs costumes, elles sont allées présenter les plats à la table des officiels, le maire etc. C'étaient des choses... elles étaient reconnues, elles ont été applaudies, ça a été un moment fort pour elles ».

Eliane Sube souhaite que cette participation progressive leur permette, par un processus de familiarisation avec les manifestations des Rencontres méditerranéennes, de participer à un travail de recueil d'histoires de leur immigration. Dans le livret « Identité(s) d'une ville » figurent des recettes de gâteaux recueillis par Eliane Sube ainsi que les mains des femmes en train de pétrir les ingrédients.

Nous devons souligner que les trois femmes qui participent, dans le cadre de l'atelier d'alphabétisation du Secours populaire, à ce recueil de témoignages ne sont pas celles qui ont été

²⁷⁷ Cette période a fait l'objet de travaux historiques Jean-Jacques JORDI, *L'arrivée des Pieds-noirs*, Autrement, 1995.

les "cuisinières" des deux années précédentes. Ces trois femmes témoignent publiquement lors de la rencontre organisée en 2006.

Souad, algérienne née à Oran, dernière de 9 enfants qui tous vivent à la maison, intitule son récit "Rêve de France". Elle y raconte certains aspects de sa vie au pays et notamment l'éducation stricte de son père qu'elle contourne avec la complicité de sa mère. Elle se souvient d'une photographie d'un couple de français entourant leur petite fille à laquelle elle s'identifie. Puis *"tout bascule"* avec l'arrivée des islamistes. Elle arrive en France à l'âge de 19 ans, y fait un mariage "d'amour", elle relate l'attente des papiers, le retour au pays, le passage en fraude par la frontière marocaine, l'assistante sociale qui lui obtient un titre de séjour, son installation à Clermont et la naissance de ses trois enfants.

Saïda marocaine est née à Casablanca où elle a passé son enfance avec sa mère et ses sept frères et sœurs, elle intitule son récit "Abdelghani mon mari ". Elle y raconte l'épreuve du regroupement familial, son arrivée à douze ans, l'installation à La Paillade, sa scolarité et les stages en entreprises qui ont suivi, du racisme qu'elle a ressenti. Elle se souvient des bâtiments que son père était si fier d'avoir construits (l'hôpital Guy de Chaulliac et Lapeyronnie) de son désir de retourner à Casablanca qu'il n'accomplira pas (il est décédé 3 ans après sa retraite) et de son mariage avec un mari présenté par un cousin portant un prénom qu'elle a aimé tout de suite, Abdelghani.

Yatto, marocaine née à Meknès qu'elle quitte en 1973 à l'âge de 8 ans, intitule son récit "Vivre ensemble". Elle y raconte le départ du pays par le train qu'elle n'avait jamais pris, le bateau à Tanger et le sentiment de quitter son pays pour un autre monde en laissant derrière elle sa grand-mère, puis son arrivée à Béziers. Elle se souvient de son émerveillement devant les voitures, les routes goudronnées, l'arrivée au domaine de la Tour à Montady où son père travaille depuis déjà quatre ans avec d'autres étrangers. Elle relate l'accueil chaleureux des habitants du village où elle s'installe avec sa famille *"le maire, les gendarmes, le curé, tout le monde venait nous demander si nous n'avions besoin de rien"*. En revanche, elle pointe la souffrance ressentie à l'école quand l'institutrice l'a mise de côté, et l'apprentissage du français grâce à ses camarades de classe.

3. De la mise en scène publique à la rencontre des mémoires

Si la clôture des spectacles où la fin des projections donne lieu à des débats et des moments forts d'échange, la journée des rencontres revêt un aspect particulier dans le sens où elle constitue le moment de visibilisation du travail accompli pendant l'année, mais surtout le moment de parole et de mise en scène publique des immigrations clermontoises.

L'exemple de la rencontre publique sur l'immigration maghrébine et les rapatriés d'Algérie en 2006

2006 est l'année où rapatriés et femmes maghrébines se retrouvent pour témoigner lors d'une manifestation publique, dans un cadre élaboré par les femmes du Secours populaire. Elles prennent l'après-midi en main et aménagent ce que Brigitte Saint-Pierre appelle un « mini-musée » avec des meubles, des tapis et des objets qu'elles amènent de chez elles, ce qui a pour effet de créer une ambiance et de rassembler les participants. Une centaine de personnes assistent à ce moment, parmi lesquels, des habitants, les participants des deux premières années, les amis(es) de Saïda, Yatto et Souad, les familles des témoins, les parents de Souad se déplacent de Béziers à cette occasion pour entendre parler leur fille :

« Elle disait : "je dis à mes parents ce que je fais" et j'ai dit : « ils ne viendraient pas ? ». Elle m'a dit : « hou ! ça va être difficile » alors je leur ai envoyé un carton officiel. Alors, ils sont arrivés... mais d'une dignité, ces gens-là... une classe ... Ils se sont assis à côté du maire et ça c'était très émouvant »

La salle est préparée afin de mettre chacun à l'aise et le maire fait l'ouverture en donnant la parole à Brigitte Saint-Pierre qu'il présente comme le « *fil rouge* » de ce travail. Elle possède des talents de conteuse et relate le travail des années passées, celui de l'année en cours puis donne la parole aux témoins.

Brigitte Saint-Pierre est assise à une table et les personnes sont près d'elle, les femmes (en costume traditionnel) préfèrent rester debout au début puis elles finissent par s'asseoir. La prise de parole est soigneusement préparée et chacun leur tour, ils font le récit de ce qu'ils ont choisi de dire de leur immigration, d'abord les Français d'Algérie puis les femmes maghrébines, ceci dans un souci d'ordre chronologique d'arrivées, puis un échange avec la salle s'instaure :

« Le grand défi, c'est que lors de la rencontre, enfin au début, on savait pas si les gens viendraient tellement. C'était en même temps dans la même réunion, les témoignages des Français d'Algérie, ceux qu'on appelle les Pieds noirs et puis des Français issus de l'immigration, du Maghreb, en général, ce sont des populations qu'on a pas de mal à opposer dans le langage courant et là quand quelqu'un racontait une histoire, c'était l'autre groupe qui disait « oui, je m'en souviens, c'était comme ça » et ça de suite, la pâte ça a pris ».

Monsieur Carzola, le maire de la commune, prend lui aussi la parole pour témoigner de son histoire d'immigration (son ancêtre espagnol immigré en Algérie) puis son arrivée après 1962 d'abord, à Paris, ensuite à Clermont-l'Hérault, où il retrouve le soleil. De nouveaux Clermontois se présentent, ils viennent du Pas-de-Calais, ils aimeraient bien raconter eux aussi.

Les organisatrices constatent que ce sont dans les moments informels, au moment du goûter, que le plus de choses se disent :

« Et quand le Monsieur, il s'est rendu compte qu'il était voisin de Madame Touillé en Algérie, tout d'un coup, il dit : « Vous habitez là, c'est pas possible ! Aussi je me disais que vous aviez un air... j'habitais la même rue. » Le Monsieur était algérien et Madame Touillé, c'était des Français qui étaient là-bas depuis très longtemps. Ils habitaient une rue d'Alger et ils se sont mis à parler de l'un, de l'autre, on aurait dit qu'ils s'étaient quittés la veille, c'est ça qui était... et même nous qui étions étrangers à la chose, nous étions là et on participait à tous ces petits trucs et c'est ça à mon avis qui est la réussite du projet. Après, on peut pas l'expliquer en chiffres, c'est de l'ineffable ».

« Il faut vivre ça un peu... c'est des expériences, c'est comme un art. Moi, j'appelle ça un happening ».

4. Questionnements et perspectives d'une sociologie politique de l'action mémorielle

Le regard que nous portons sur l'action n'est pas un regard évaluatif du travail de ceux qui l'ont réalisé avec les moyens qui étaient mis à leur disposition mais plutôt un examen à la fois distancié, critique et contributif des conditions de sa production.

4.1. La place du dispositif d'action publique : des sujets ou des objets de mémoire ?

Nous constatons que le projet n'est pas entrepris seulement par des sujets concernés directement au titre de leur immigration ou par un groupe se reconnaissant dans une histoire commune d'immigration, mais par des tiers, acteurs de la vie locale, mûs tour à tour par un souci d'objectiver l'histoire de la ville puis par une commande politique, commande elle-même portée par un dispositif culturel départemental, dont la vocation première est de bâtir une programmation et une diffusion de productions artistiques.

Il importe donc dans une réflexion sur la conduite de politique et d'action publique à visée mémorielle d'interroger la fonction du dispositif, qui, selon le philosophe italien, Giorgio Agamben, constitue « *tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de*

déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants »²⁷⁸. Autrement dit le dispositif constitue la forme actuelle de déploiement des politiques publiques dont l'intention est de mettre en mouvement et donc en interaction concrète et subjective les différents acteurs (entrepreneurs de mémoire, élus et collectivités locales, habitants et immigrés...) dans un espace territorialisé (ici à l'échelle d'une ville) dans un but de transformation dont les effets ont été prédéterminés (juguler les effets de la montée du vote Front National).

Dans ce cas de figure, les Rencontres Méditerranéennes proposent un projet général portant sur « l'Hérault terre de rencontre » à l'intérieur duquel il est possible de travailler sur « les identités locales ». Le but annoncé par ses initiateurs est de faire du lien social dans un département en mutation démographique rapide et où le Front National réalise en 2002 des scores électoraux importants [cf. annexe 2]. L'action mémorielle relève donc tout à la fois d'une action culturelle, sociale et politique.

L'intention est clairement énoncée dans un livret édité par les Rencontres méditerranéennes. Les Héraultais y sont invités à « partager des moments d'émotion » pour construire un « vivre ensemble » tandis que faisant référence aux différentes vagues migratoires installées au cours du XX^e siècle, il est indiqué que les villes et villages possèdent une identité forte, forgée par des traditions culturelles :

« Ces populations se sont installées dans les villes, notamment à Montpellier, mais aussi dans les villages marqués par des traditions locales fortes. L'histoire, l'environnement spécifique, la viticulture et les traditions culturelles ou sportives ont forgé une identité du " pays d'Oc " moins reconnue par la langue que par ces traditions »

Le mot « tradition » apparaît 3 fois et le mot « identité » 1 fois sur un texte d'une cinquantaine de mots. L'orientation donnée à cette commande est : « Comment croiser les identités, comment trouver des points communs dans les histoires individuelles ? »²⁷⁹. Nous soulignons ici que le projet des Rencontres méditerranéennes se déclinait sous une autre forme en 1998²⁸⁰ :

« Réduire par une meilleure connaissance réciproque, les préjugés et les a priori de notre société et découvrir d'autres cultures rapprocher de ce fait les différentes communautés coexistantes dans notre département, intégrer les différentes populations issues de diverses immigrations et en particulier permettre aux jeunes qui en sont issus de consolider un aspect important de leur identité »

La proposition, aujourd'hui récurrente, nous indique qu'il s'agit non pas de travailler l'affirmation des altérités, pour la construction d'un « vivre ensemble » qui les prenne en considération, mais sur celle du croisement des points communs d'histoires d'individus. Plus loin le texte indique l'intention suivante : « Mettre en avant des éléments communs à ces cultures autant dans les représentations quotidiennes que dans leurs mythologies ». Il s'agit dès lors de s'interroger sur ce que peut signifier une tentative de fédération des populations à partir de l'invocation des mythes comme barrage à l'adhésion (même temporaire) à une idéologie véhiculant des thèses racistes alors que la population Héraultaise est surtout conditionnée par une situation sociale et économique dégradée²⁸¹, des mutations démographiques importantes²⁸² qui entraînent des modifications urbaines et foncières rapides et qui bousculent les cadres d'intelligibilité.

²⁷⁸ Giorgio AGAMBEN, *Qu'est-ce qu'un dispositif ?*, collection Rivage, Payot, Paris, 2006.

²⁷⁹ Livret édité par les Rencontres Méditerranéennes.

²⁸⁰ Déclaration de Constant Kaïmakis, directeur artistique des Rencontres Méditerranéennes, extrait d'un entretien paru dans *Culture et Proximité*, n°6, 1998.

²⁸¹ L'Hérault arrive en tête des départements Français suivi du Gard pour ce qui concerne le taux de chômage 11,3% pour l'un 11% pour l'autre. Source : INSEE - la France en faits et en chiffres - Taux de chômage localisés trimestriels par département (moyenne trimestrielle) - données CVS) Estimation provisoires au 4^{ème} trimestre 2007. Tandis pour ce qui concerne la pauvreté des enfants, la région Languedoc-Roussillon avec 24,8 % arrive en deuxième position derrière le Pas-de-Calais 25,3 %. Source : INSEE Première n°1162 - octobre 2007 Taux de pauvreté des enfants de 0 à 17 ans, revenus disponibles localisés 2004, INSEE - DGI.

42. Un questionnement sur l'identité

L'idée de croiser les identités pour faire du lien social exige de se pencher sur la notion même d'identité. Or dans l'action mémorielle étudiée, la définition de « l'identité » ou des « identités » est traitée implicitement comme allant de soi, laissée aux soins des acteurs, avec en miroir la notion de « tradition ». Elle n'est pas traitée comme un paradigme qu'il faudrait expliciter, la question n'est pas posée de savoir s'il est pertinent d'employer ce terme dans la tentative de rassembler et fédérer les habitants. N'est pas posée non plus la question des effets sociaux et politiques de l'activation « sur commande » des mémoires individuelles et collectives, conçues comme constitutives d'une « identité » locale ou départementale, ni de celle des effets de la triple réflexivité des regards croisés des acteurs, (personnes, société civile, entités politiques).

Faute d'avoir défini au préalable ce que l'on entendait par « identité », il est proposé dans ce dispositif la production de supports d'identification, de formes symboliques ayant pour intention de produire le groupe lui-même (mémoire collective) par un effet de performativité : « *Les catégories selon lesquelles un groupe se pense et selon lesquelles il se représente sa propre réalité contribue à la réalité de ce groupe* »²⁸³.

Ce sont ces éléments qui sont diffusés verticalement, qui déterminent les modes d'intervention de cette action et que nous retrouvons à chaque moment de celle-ci et dont les acteurs du territoire clermontais se saisissent par un effet de « *fenêtre d'opportunité* »²⁸⁴.

Si de multiples objectifs ont été donnés à ce projet, les orientations éthique et méthodologique semblent avoir été en grande partie l'affaire des deux animatrices du projet (portées par la définition que Brigitte Saint-Pierre donne à son travail c'est-à-dire « bien connaître la ville », chercher à faire émerger la « vérité historique », « comprendre comment les hommes ont fait pour vivre ensemble »), sous la houlette du chargé de communication de la ville, qui valide politiquement les pistes proposées. Au questionnement sur l'identité, elles adoptent la définition suivante :

« Qu'est ce que l'identité ? L'identité c'est pas une racine, c'est un fruit, et ça se construit à partir de toutes ces choses-là, mais on ne s'en rend pas compte, ça fait partie de nous, c'est comme notre cerveau qui prend des photos en permanence mais on ne s'en rend pas compte, c'est pas une racine... ». "Pour savoir comment vivre ensemble, il faut connaître toutes nos diversités »

Elles s'approprient la commande en formulant cet objectif :

« Donner la parole à toutes les immigrations " à ceux qui ne l'ont jamais " Permettre la rencontre entre les populations qui ne se croisent pas et ne se mélangent jamais ».

43. Un questionnement sur la notion de mémoire

Le projet est-il à proprement parler un projet de mémoire ? Ce projet n'est pas à proprement parler un projet de mémoire porté par un ou des acteurs concernés au premier chef qui se seraient donnés pour mission de parler publiquement au nom d'un groupe²⁸⁵. Nous pouvons cependant constater qu'il est porté par des acteurs concernés au deuxième degré, par exemple

²⁸² INSEE Languedoc-Roussillon - Le magazine du département de l'Hérault 2006, n°150 : « Depuis 1999 L'Hérault est le département qui a connu la plus forte croissance démographique de France avec un taux de 1,7% en moyenne par an contre 0,6 en moyenne en France »

²⁸³ Pierre BOURDIEU, « Décrire et prescrire », Note sur les conditions, les possibilités et les limites de l'efficacité politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°38, mai 1981.

²⁸⁴ Nous faisons ici référence au modèle de policy window "fenêtre d'opportunité politique" développé par John W.KINGDOM dans *agendas, Alternatives and public Policies*, Boston, Little, Brown and co, 1984.

²⁸⁵ Note de coordination scientifique sur le volet "mémoire" du programme, mars 2007 p.2

par Monsieur Carzola qui tiendra à affirmer publiquement sa propre expérience d'une migration (bien que celle-ci ne rentre pas dans les critères de définition de l'immigration)²⁸⁶. C'est lui qui demande explicitement « *d'effectuer un travail sur les traces qui restent dans l'imaginaire collectif, dans la mémoire collective des Clermontais, sur les immigrations* ».

Les personnes qui ont porté ce projet n'emploient d'ailleurs pas spontanément le terme de *mémoire*, Brigitte Saint-Pierre va même jusqu'à dire lors d'un entretien alors que nous expliquons ce que nous entendons par entrepreneur de mémoire :

« *Nous, on est comme Monsieur Jourdain, on fait de la prose sans le savoir* ».

C'est à la fin du second entretien qu'elle se désigne comme « *passseuse de mémoire* », ce qui ne manque pas de nous interroger sur l'influence que l'enquêteur exerce sur l'enquêté²⁸⁷. Les artefacts liés à la conduite de l'enquête participent à la transformation de la façon dont les acteurs définissent et conceptualisent leur action par le travail de maïeutique qui s'effectue.

Les immigrations singulières de chacune des origines ont été convoquées par l'évocation de souvenirs individuels, parfois des souvenirs partagés, mais celle-ci était latente même si elle n'émergeait pas dans l'espace public. Elle affleure pour ce qui concerne les Espagnols et la présence du camp. Cette mémoire a probablement été réactivée par le contexte calendaire mémoriel. Les acteurs de ce projet se sont donnés pour mission de la faire advenir et de participer par cela à la constitution d'une *mémoire collective clermontaise des immigrations*. Nous nous trouvons dans ce projet une tentative de mise en oeuvre de ce moment que Marie-Claire Lavabre²⁸⁸ désigne comme « *le passage de la multiplicité des expériences et des souvenirs à l'unicité d'une mémoire dite "collective"* » avec l'intention effectivement d'agir sur les représentations individuelles.

44. Un questionnement sur les conflits de mémoire

Ce projet est-il déterminé par une « lutte des mémoires » opposant Òc et diversité ? Le fait qu'il ne soit pas porté par des acteurs concernés mais par d'autres pourrait laisser croire que ce n'est pas le cas, cependant un examen plus approfondi permet de mettre à jour des motivations d'acteurs qui ressemblent fort à cela.

Clermont-l'Hérault est marquée par une activité intense des "occitanistes"²⁸⁹ soutenus par la bibliothèque municipale Max Rouquette où le cercle occitan "Tego-los !" ²⁹⁰ a son siège, ou encore l'association Téléc (qui enseigne l'occitan par Internet) et qui a, elle aussi, son siège à Clermont-l'Hérault. La municipalité ne s'y trompe d'ailleurs pas puisque l'adjoint au maire, Michel Capron, est élu à la culture occitane, et que 3 élus signent la pétition « *Anem Per la lenga occitana, Òc !* »²⁹¹ en 2007.

Brigitte Saint-Pierre n'appartient à aucune des immigrations vers lesquelles elle s'est tournée, elle n'en a pas moins développé une empathie et conçu avec elles une alliance prompte à défendre leurs intérêts dans un mouvement de concurrence avec la mémoire Occitane. Nous pouvons constater à quel point elle affiche son hostilité à ce qu'elle appelle les « *tordus occitanistes* ». Cette affirmation est soutenue par une argumentation portant sur la folklorisation des manifestations publiques où les protagonistes adoptent la tenue du félibrige (cape, écharpe et

²⁸⁶ Un immigré est en France, d'après la définition du Haut Conseil à l'intégration, une personne née étrangère à l'étranger et entrée en France en cette qualité en vue de s'établir sur le territoire français de façon durable.

²⁸⁷ DEVEREUX Georges, *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*, Paris. Flammarion, 1980.

²⁸⁸ LAVABRE Marie-Claire, « Pour une sociologie de la mémoire collective », intervention, lors des « Transversales du CNRS » ayant pour thème « Mémoires », le 25 janvier 2000, <http://www.cnrs.fr/cw/fr/pres/compress/memoire/lavabre.htm>

²⁸⁹ Activités autour de la figure emblématique de Jean-Antoine PEYROTTE, poète, ouvrier potier, républicain né au XIX^e siècle et ayant passé sa vie à Clermont.

²⁹⁰ Expression typiquement clermontaise issue d'une contraction « *regarde le !* »

²⁹¹ Approximativement « *Allez, pour la langue occitane !* »

chapeau de Frédéric Mistral), mais aussi par une argumentation portant sur les dangers politiques d'une activation identitaire débordant le cadre de la défense de la langue. Nous devons toutefois souligner que Tego-los ! ne pratique pas l'ostracisme identitaire, pour exemple, l'association était présente en 2006 à la soirée du nouvel an Berbère (Yennaer 2956), à Montpellier, où elle a animé une partie de la soirée avec des chants et des danses occitans.

45. Un questionnement sur la méthodologie de travail

Il nous semble important de distinguer les deux approches qui vont être mise en oeuvre, le travail accompli avec les immigrations espagnoles qui s'appuyait sur une recherche documentée, des investigations menées à long terme, et celui, entrepris avec les deux autres populations prises dans la temporalité courte de la commande politique et d'un dispositif qui en attend des effets concrets.

La maraude mémorielle

Brigitte Saint-Pierre revendique une posture de l'écoute et de l'intervention, qu'elle définit d'une part comme une manière de vivre, et que nous qualifions de *maraude mémorielle* définie comme une *démarche de circulation, de captation lente et progressive de fragments recollés d'une mémoire enfouie dans l'histoire de la ville*. Elle y ajoute une activité conjointe de « passeur de mémoire ». Nous y voyons là deux moments d'une intervention faite de rencontres, rendues possibles par une immersion quotidienne, et par l'observation d'une population dont elle recueille les savoirs (que nous qualifions de savoirs assujettis²⁹²). Elle procède également d'une posture d'intermédiaire pour faire passer ces histoires jusqu'à ce qu'elles soient entendues, parce qu'elle en connaît les voies de transmission.

« Moi les gens, avant que les gens témoignent, je les ai vu dix fois, trente fois. Des fois, ils me connaissent depuis que je suis née et ils me disent à la boucherie « té ! toi qui t'intéresse à l'histoire, tu savais qu'il s'était passé ça ... » Voilà ! quand ça se fait, ça, change les relations. Quand je fais ça à la boucherie, quelqu'un rentre, elle écoute. La fois d'après, la bouchère, elle me dit : « la femme, la nouvelle là, elle a écouté, elle a trouvé cela intéressant, elle savait pas qu'il s'était passé ça, ici ».

L'histoire de vie

Dans le recueil de données, plus particulièrement pour les « Pieds-Noirs » et pour les femmes maghrébines, les deux animatrices du projet procèdent par l'usage d'une méthode de recherches en sciences sociales également utilisée comme outil en intervention sociale ou éducative : le recueil d'histoire de vie. Dans le cas présent, nous pouvons repérer un double mouvement dans cet usage, l'histoire de vie comme outil de l'institution de la dignité²⁹³ c'est-à-dire comme possibilité de reconnaissance d'individus appartenant à une minorité, mais à partir d'une injonction biographique normative redéfinissant ce qui est digne ou ce qui ne l'est pas. La graduation de leur démarche aboutit à ce que ces femmes se rencontrent entre elles, fassent le récit d'elles-mêmes dans la construction de leur biographie. Cette rencontre peut aboutir à une prise de conscience et à une reconnaissance pour soi et pour les autres de la part collective des expériences individuelles, qui rendent possible la constitution d'un groupe, par une mise en partage positive parce que valorisée, et digne d'être rendue publique²⁹⁴. Il nous semble que cette transformation en voie de s'opérer permet de faire l'hypothèse que les résonances de cette action iront au delà de la temporalité du dispositif public.

²⁹² FOUCAULT Michel, « Il faut défendre la société », Cours au Collège de France. 1976, Paris, Gallimard/Seuil, 1997.

²⁹³ ASTIER Isabelle et DUVOUX Nicolas (dir.), *La société biographique : une injonction à vivre dignement*, L'Harmattan, Coll. « Logiques sociales », Paris, 2006, 211 p

²⁹⁴ HONNETH Axel, « Reconnaissance et justice », *Passant*, n°38 [janvier 2002 - février 2002]

Pour autant, il semble utile d'être attentif aux effets contreproductifs d'une telle démarche. Olivier Chavanon souligne, à raison, que « *sans réels soucis d'objectivation sans rigueur méthodologique* », la fonction du recueil de vie dans le cadre de projets de mémoire « *consiste à la fabrication de nouvelles représentations acceptables par tous parce que privées de leurs éléments contradictoires* »²⁹⁵. Nous tenons à préciser, dans le sens de cette vigilance méthodologique, que les réunions du groupe de travail se sont limitées à quatre par saison et que leur contenu semble avoir été beaucoup plus technique que méthodologique. Brigitte Saint-Pierre va même jusqu'à dire :

« En fait, il n'y a pas vraiment de coordination entre tous, c'est un peu notre bonne volonté, c'est un peu au feeling. Avec Eliane, on s'entend bien donc on monte des trucs ensemble, on est chapeauté par la mairie, c'est tout, mais on ne peut pas dire qu'il y a une orientation précise dans le travail qu'on fait, à part la recherche d'identité »

Et Eliane Sube y ajoute :

« Ni même de formation pour savoir comment s'y prendre, c'est le terrain sur lequel on travaille qui est favorable, qui s'y prête » .

Elles posent donc leur propre définition de l'identité, bâtissent seules leurs méthodes d'intervention et de restitution publique, où elles tentent d'échapper à la spectacularisation comme l'indique Brigitte Saint-Pierre :

« La première année, ça m'avait pas plu, dans la même journée, on avait le repas et après, on enlevait les tables et on parlait des choses de l'immigration, ça se fait pas ! Et après, on me faisait « la montre, la montre ! ». Alors moi, j'ai dit, c'est pas comme ça. Si on fait témoigner les gens, on les prend au sérieux, on est pas Drucker, on est pas là pour faire du remplissage. Moi, j'ai dit « on fait en deux temps ». Ca a eu beaucoup de mal à passer, moi j'ai dit « c'est ça ou rien ». L'après-midi, ça a été réservé aux témoins, aux témoignages, notamment il y avait les enfants de Monsieur Cadena. Et puis le dimanche, ça a été la journée festive avec le couscous, le goûter, les groupes musicaux, ça a très bien marché, mais ça a été fait en deux temps. Moi, je ne mélange pas les genres. On fait pas du témoignage d'immigrés et de la variété, c'est pas respecter les gens. »

Sur la méthode de travail, elles posent la nécessité de prendre son temps d'inscrire la pratique dans la proximité, la quotidienneté, la durée et elles procèdent par petites touches. Elles posent aussi des limites éthiques. Pour exemple lorsqu'elles sont contactées par un journaliste de la Fédération des Radios Associatives (renseigné par nous) et préparant une collecte de témoignages sur la *Retirada*, elles refusent de le mettre en contact avec leurs informateurs :

« Pour moi, c'est comme le Monsieur qui m'a téléphoné de votre part « on fête la Retirada, il me faut des témoignages ponctuels pour une émission de radio... » il me faut, il me faut... ! [...] Je me vois mal aller chez les gens pour leur dire « tiens, il y a un truc à la radio, il faut que tu témoignes », mais où ils vont les gens ? Ce que je veux dire, c'est que c'est de l'irrespect ça. Ce que je veux dire, c'est que ça a pas changé. Ca, moi, ce que j'aimerai, c'est qu'un document comme ça dise : « eh ben tiens ! Cette personne, elle a une histoire ». Tout à coup, cette histoire, elle peut m'intéresser. Non, c'est pas ça, c'est un produit de consommation. Il faut parler de la Retirada, il va falloir parler de l'Algérie et on met les gens dans des cases et je trouve que c'est ça qui pourrit les relations. Tout d'un coup, on prend des gens et on les met en avant. C'est le show-biz, c'est Drucker et tout le bazar ! »

Du témoignage à la mise en scène publique

²⁹⁵ CHAVANON Olivier, « Politiques publiques et mémoires des populations urbaines », Migration en mémoire, *Diasporas histoire et société* n°6, 1er semestre 2005.

Les deux porteuses et animatrices du projet sont attentives au statut accordé aux femmes maghrébines qui ont travaillé avec le Secours populaire. La méthode choisie ne leur permet finalement pas de parvenir à leurs fins puisque ce sont d'autres femmes que celles qui ont fait la cuisine les années précédentes qui témoigneront finalement en 2006 :

« C'est ce qu'on avait dit, qu'on prendrait le temps, qu'on ne finaliserait pas en un an, qu'on allait prendre le temps du temps et c'est comme ça que ça c'est fait. Pendant longtemps l'intervention a été culinaire : soit par les gâteaux et le couscous, la troisième année, quelque chose de plus concret pour nous : le témoignage, c'est ça qu'il faut. "Mais nous, on voulait pas que ce soit que des cuisinières. Donc pour la dernière année, il fallait franchir un autre cap et c'est Éliane qui a fait franchir le cap ».

Le mode d'expression qui a été privilégié pour les "femmes maghrébines" pose question à deux titres au moins. Le premier c'est le fait de leur demander de faire « *quelque chose qui leur était accessible* », la cuisine, peut être analysé comme une assignation ethno-sexiste, bien que l'idée de l'implication progressive puisse être admise dans la configuration du projet. La deuxième c'est le choix d'une exposition d'objets et de tenues du pays, pour satisfaisante qu'elle soit d'un point de vue esthétique, relève dans ce cas d'une fiction folklorique qui n'a plus rien à voir avec la mémoire d'une immigration et ce qu'elles vivent ici. Ces femmes ne sont pas réductibles à de beaux objets artisanaux à un exotisme²⁹⁶ qui les figent dans un ailleurs idéalisé et risque de les maintenir dans une étrangeté²⁹⁷. Ce constat nous questionne sur la formation des acteurs bénévoles ou non des dispositifs "sociaux culturels" qui se donnent comme objet d'intervention, les mémoires des immigrations car il nous semble qu'un accompagnement méthodologique et conceptuel aurait été ici requis.

Les porteuses et animatrices de ce projet, adoptant la proposition de Brigitte Saint-Pierre, se définissent à raison comme des « passeuses de mémoire ». Lors des rencontres, le fait migratoire singulier des témoins a fait l'objet d'un partage et probablement d'un « passage », d'une transition d'un état d'ignorance à une forme de reconnaissance *in situ* de l'existence d'une autre population. Mais l'émotion ressentie collectivement qualifiée « d'ineffable » à l'occasion d'un partage événementiel d'histoires individuelles peut-elle caractériser un projet de mémoire des immigrations ?

L'expérience du *happening*²⁹⁸ comme phase d'une recherche de communication entre « l'art et la vie » qui advient sans préméditation" selon la définition d'Allan Kaprow²⁹⁹ la création spontanée et éphémère, la mise en scène de soi par l'improvisation et par le recours à la participation du public qu'elle suppose, peut-elle permettre la constitution d'une mémoire partagée ancrée et faisant traces dans l'espace public et dans la mémoire collective ? Il nous semble que ce moment constitue la première étape de reconnaissance d'une mémoire mutuelle, qui cependant nécessitera pour ne pas retomber dans l'oubli une mise en mots, pour faire trace, une matérialisation.

5. Le temps de l'action de l'action publique, le temps du projet : quelles perspectives ?

Dans ce projet, il n'y a pas de commémoration, peu de conservations, mais des moments où il « *s'est passé quelque chose* ». On a surtout produit de l'éphémère, ce que Brigitte Saint-Pierre appellera un « happening ». Les objets concrets de mémoires donnés à voir à cette

²⁹⁶ CHAVANON Olivier, *Op. Cit.*, 2005

²⁹⁷ BLANCHARD, Pascal (Dir), *Sud-Ouest, Porte des Outre-Mers, histoire coloniale et immigration des Suds, du Midi à l'Aquitaine*, Editions Milan 2006

²⁹⁸ Groupes, mouvements, tendances de l'art contemporain depuis 1945 / sous la dir. de Mathilde Ferrer, 2e éd., Paris, École nationale supérieure des beaux-arts, 1989 .

²⁹⁹ Allan KAPROW (1927-2006) artiste et théoricien de l'art américain qui, à la fin des années 1950, a élaboré une forme d'art inédite, le happening.

occasion et répertoriés dans la publication, « Clermont-l'Hérault, Identités d'une ville », sont conservés, disponibles, mais n'ont pas aujourd'hui d'usage public.

Du côté du dispositif « Rencontres méditerranéennes », les quatre années du projet se sont écoulées et la direction des Rencontres Méditerranéenne a fait le choix de recentrer son activité autour des grandes agglomérations (Béziers avec le chapiteau de Bayssan « Sortie-Ouest », Sète, l'agglomération de Montpellier ; St Jean de Védas ; et le quartier de la Mosson à Montpellier) et sur la diffusion d'artistes :

« L'objectif, ces dernières années, c'était de réunir des hommes de différentes origines autour de projets culturels fédérateurs. Aujourd'hui le projet évolue plus vers la diffusion d'artistes, le côté social est moins mis en avant. Aujourd'hui cette parole forte sur les cultures de la Méditerranée, sur les parcours, sur les trajets, on souhaite qu'elle soit plus portée par les artistes, ce qui n'empêche pas qu'il y ait une partie discussion, réflexion mais aujourd'hui elle est portée par les artistes »

Son projet 2008 se décline sous l'appellation, Escales en Méditerranée dans les ports de Sète, Gênes et Dubrovnik. Aujourd'hui la question de l'identité est présentée de la façon suivante :

« L'identité méditerranéenne a été façonnée par les multiples interactions, les emprunts continus et les héritages croisés qui ont fait son histoire. Elle est le fruit de la rencontre de trois civilisations, de trois façons cardinales de vivre au quotidien : l'Occident forgé par la romanité et la chrétienté, l'Islam qui traverse le Maghreb et le Proche-Orient, l'univers Grec, orthodoxe formé par les Balkans [...] Région riche en mythes unificateurs populaires, espace migratoire depuis des siècles, mais région divisée du point de vue économique, politique et social... La Méditerranée porte en elle-même toutes ces dimensions. Nous souhaitons, à travers les Rencontres Méditerranéennes, partager avec le public héraultais cette histoire et ses prolongements dans notre XX^e siècle »³⁰⁰.

Les deux animatrices de ce projet énoncent, quant à elles, clairement le fait qu'elles n'auraient pas continué dans ce dispositif remettant en cause l'appellation même de l'action, l'organisation et le fait qu'on ne voyait plus trop le contenu :

« Déjà, les Rencontres Méditerranéennes, le titre est bateau. Bon ! Moi, j'ai participé dès le début, mais qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'est-ce que la Méditerranée ? Où on l'arrête ? C'est comme l'histoire de l'Europe, est-ce qu'on met la Turquie ou est-ce qu'on ne la met pas ? »

Elles souhaitent qu'un cadre de travail à l'échelle communale se dégage, un Centre Social ou une Maison pour tous (il n'en existe pas à Clermont-l'Hérault), qui permette de continuer ce travail. Elles regrettent qu'une fois l'action publique finie, il n'y ait pas de lieu de parole. Elles se disent prêtes à continuer ou plutôt à faire autre chose, autrement :

« On peut être passeur de mémoire. Ils savent qu'on est passeur de mémoire et qu'on peut passer par nous pour raconter quelque chose. Ils le savent. Après, à eux de voir ».

Du côté de la municipalité, le maire s'exprime de la façon suivante dans le texte de présentation du recueil « Clermont-l'Hérault, Identité(s) d'une ville » :

« Bilan d'étape sans prétention, ce document retrace le travail effectué sur la ville entre 2004 et 2006. Il ouvre les pages de notre mémoire collective, d'une mémoire vivante et toujours en évolution. À chacun sa lecture et son interprétation personnelle. Peut-être cette quête suscitera-t-elle d'autres éclairages, d'autres témoignages ? Ils viendront enrichir la mémoire collective de Clermont et nous les partagerons volontiers avec nos concitoyens ».

Au terme de ce travail monographique, notre interrogation porte aujourd'hui sur les conditions de pérennisation d'une telle action mémorielle qui tente d'affirmer publiquement l'appartenance à la "communauté" clermontoise des personnes immigrées. Ce type de projet doit-il

³⁰⁰ Source : <http://www.carnetdebord.free.fr>

ou peut-il être soumis à la temporalité d'une seule action publique pensée à court terme ? Quels peuvent être les effets d'une telle entreprise si elles renvoient ensuite à l'anonymat ceux qui ont été activement sollicités ?

Notre travail participe à la mise en mémoire de cette histoire d'un projet local dont il reste peu de traces même si celles-ci sont partiellement présentes dans le livret.

Annexe 1 : Personnes enquêtées

	Statut	Rencontres	Entretiens	Entretiens téléphoniques	TOTAL
Brigitte Saint-Pierre	Bénévole (historienne amateur)	2	2	2	6
Paul Garson	Chargé de communication de la ville	1	1	2	4
Eliane Sube	Bénévole au Secours populaire		1	1	2
Joseph Ségura (Pépé)	Enfant réfugié au camp de Clermont- l'Hérault	1			1
Marie Claude Testemale	Journaliste à Radio Pays d'Hérault		1	1	2
Catherine Tara	Agent de développement, Agence Culturelle Cœur d'Hérault			1	1
Office du tourisme de Clermont-l'Hérault		1			1
Françoise Beaussier	Coordinatrice des rencontres méditerranéennes		1	1	2
TOTAL		5	6	9	20

Annexe 2 : résultats du Front National aux élections présidentielles de 2002

	1e tour	2e tour
Région	22,33%	24,46%
Département	22,98%	24,47%
Clermont l'Hérault	20,57%	21,52%

Annexe 3 : le programme Clermont-L'Hérault identité(s) d'une ville entre 2004 et 2006

	2004	2005	2006
Période	XIX ^e et XX ^e siècles	1936 - 1939	1962 - 2006
Immigrations économiques et politiques	Espagnole, Majorquine	Espagnole : les exilés, l'accueil des enfants basques	Espagnole, pieds-noirs et immigration maghrébine
Animateurs	Brigitte Saint-Pierre, Marie Claude Testemal, Line Charraud, Joëlle Jourdan	Brigitte Saint-Pierre, Eliane Sube.	Brigitte Saint-Pierre, Eliane Sube.
Documents collectés	Collecte de photographies " <i>Dans la rue Frégère, le parcours de Barthélemy Réal un immigré majorquin à Clermont</i> " Les quartiers de résidence de familles espagnoles : le Pioch, Les Calquières et la Frégère.	Photographies : l'accueil des enfants basques à Clermont. Témoignages : Madame Barthe arrivée à Clermont après Guernica Photographies, dessins, peintures, documents écrits et témoignages sur : le camp de femmes et d'enfants réfugiés à Clermont. Les "souvenirs d'un enfant du camp, Antonio Segura le père de Pépé combattant de la première heure" Des témoignages sur le groupement de travailleurs étrangers à Clermont (1942-1945) Pour la famille Cadena Clermont terre d'exil devient terre d'adoption	Aucune collecte de documents d'archives ne sera effectuée cette année-là
Documents produits	Photographies des quartiers de résidence des familles espagnoles, quartier du Pioch, les Calquières et la Frégère. Photographies des lieux d'activité industrielle (tanneries, draperies) Une exposition photographique "identités" Un CD audio "dis-moi d'où tu viens" Les transcriptions des interviews	Une exposition de photographies et de témoignages portant sur l'accueil des enfants basques et le camp des femmes réfugiées de Clermont. Photographies contemporaines portant sur le camp, les lieux de vie des réfugiés espagnols, leurs activités	Recueil des témoignages oraux de Souade, Yatto et Saïda Recueil des témoignages oraux de Monsieur Cazorla de la famille Bardy. Transcription des recettes pâtisseries orales
Participation des habitants	Atelier photos, club photo du collège du Salagou Atelier radio organisé par le service jeunesse de la mairie "Dis-moi d'où tu viens" avec dix enfants de 9 à 12 ans Témoignages lors de la rencontre "Paroles croisées"	Fabrication du couscous et des pâtisseries.	Fabrication de décors Élaboration d'une exposition. Fabrication de gâteaux. Témoignages.
Manifestations publiques, rencontres	Projection des films : « No pasarán », « Travail d'Arabe », « Rêve de France à Marseille » Spectacle : « Espanhòl d'Aquí », Flamenco Arte Andaluz Expo-Photo : « Identités » Repas « couscous » et musique orientale Paroles croisées : débat sur l'immigration méditerranéenne à Clermont	Projection du film : « Poniente » Spectacle : « Lopippoejulie » Exposition rencontre : Exils, histoire d'immigration (visite commentée) suivie de rencontre-témoignages Repas "couscous" et musique flamenco, danse orientale	Spectacle : « Des bêtises de rien du tout » d'après une enquête de Pierre Bourdieu, présenté dans les locaux du Secours populaire et à la bibliothèque municipale. Après midi rencontres et échanges avec la participation de français d'origines espagnole, pieds-noirs, maghrébine qui témoignent de leur arrivée à Clermont. "Clermont identité(s) d'une ville " témoignages et débat. Suivie de : La présentation de la maquette du recueil des rencontres 2004 -2006 à Clermont. Musique avec Nostal (tzigane, flamenco)

REPERTOIRE de PROJETS

Le deuxième objectif du volet mémoire de l'étude consiste à établir un inventaire des actions présentes ou passées et ayant eu pour objet la valorisation de tout ou partie de l'histoire de l'immigration dans la région. Nous avons ainsi mis à jour le répertoire des projets régionaux de la Cité Nationale de l'Histoire des Immigrations (initié par le travail de Jean-Bartélémy Debost³⁰¹ et actualisé par la DRAC-LR et de l'ACSE-LR en 2006). Jean Barthélémy Debost a initialement identifié 196 projets pour l'ensemble du territoire national dont 4 pour le Languedoc-Roussillon. Le répertoire des projets en ligne sur le site de la CNHI en recense actuellement 13.

Les entretiens

Au terme d'une démarche exploratoire par entretien avec des personnes ressources et par la consultation de différentes bases de données nous avons mené une série d'entretiens avec les administrations déconcentrées qui ont accepté de répondre à notre demande. La direction Régionale de l'ACSE, consultée à deux moments de la recherche, nous a pour sa part indiqué avoir mis à jour en 2005 le répertoire des projets en ligne sur le site de la CNHI et n'avoir pas de nouvelles informations à nous communiquer.

Nous avons en outre rencontré plusieurs membres du comité régional de suivi : Marc Aubaret, directeur du Centre Méditerranée de Littérature Orale. Marianne Petit, directrice des projets « mémoire » projet de mémorial de Rivesaltes, Conseil général des Pyrénées-orientales, Christian Jacquelin, conseiller en ethnologie DRAC Languedoc-Roussillon.

Diffusion d'un questionnaire

Nous avons entrepris une consultation par l'envoi de courrier et de questionnaires auprès des organismes et des associations susceptibles de soutenir ou d'entreprendre des projets de mémoire des immigrations. Nous avons adressé aux structures identifiées et contactées un questionnaire détaillé, inspiré de la fiche projet de la CNHI.

Dans la mesure où il n'existe pas d'annuaire régional ou départemental des associations en Languedoc-Roussillon, nous avons identifié des destinataires potentiels du questionnaire à partir du site du *Journal Officiel* et d'annuaires des "grandes" villes de la région (Nîmes, Mende, Montpellier, Carcassonne, Perpignan, Narbonne, Sète, Béziers, Alès).

Sachant qu'il existe des projets portés par l'Education populaire, nous avons aussi adressé le questionnaire à chacune des associations adhérentes au CRAJEP, à leurs structures respectives (MJC, Centres Sociaux, Foyer ruraux) ainsi qu'au CRAJEP lui-même.

Identification de projets culturels à visée mémorielle

Nous avons repéré un certain nombre d'initiatives artistiques lors de la phase exploratoire de l'étude. En complément, nous avons sollicité, sans grand résultat, les services départementaux de la culture et du patrimoine, l'ARDEC (Association Régionale de Développement des Entreprises Culturelles).

Au terme de ces investigations, nous avons recensé **28 projets mémoriels ou initiatives en lien avec la mémoire de l'immigration.**

³⁰¹ Cet inventaire est issu du répertoire réalisé par Jean Barthélémy DEBOST, "Répertoire analytique des actions de terrain travaillant l'histoire et/ou la mémoire de la population et/ou des territoires. rapport de mission réalisé dans le cadre du programme de recherche interministériel "Mémoire, production de sens et de récits de et dans la ville" Association l'Entre deux, Lyon, 2003, 98 p.

LES DEMARCHES FAITES EN VUE DE LA MISE A JOUR DU RÉPERTOIRE DE PROJETS

	<i>Courriers/mail</i>	<i>Téléphone</i>	<i>Rencontres</i>	<i>Réponses Courriels</i>	<i>Réponses Courriers</i>
Les associations	365	12	12	24	9
Les productions culturelles	2	5	2	1	0
Les collectes dans les cités HLM en rénovation	2	2	0	1	0
Les associations d'Education Populaire	82	30	0	3	0
liste DRAC	9	0	0	0	
Les 13 projets recensés sur le site de la CNHI	13	0	2	0	0
Les archives départementales	5	0	0	4	0
Les administrations déconcentrées	5	3	2	0	0
Les services culture et patrimoine des départements	5	5	2	2	0
Le service culture et patrimoine du conseil régional	5	3	2	2	0
TOTAL	483	60	22	35	9

Les envois postaux au nombre de 225 apportent un taux de réponse très inférieur (4%) à celui de l'expédition de courriels au nombre de 258 (13%), sachant que 21 courriers nous ont été retournés pour adresse erronée.

PROJETS DE MEMOIRE DES IMMIGRATIONS EN LANGUEDOC-ROUSSILLION

Fiche récapitulative

ASSOCIATIONS		
HISTOIRE DES INTERNÉES A RIEUCROS	Association souvenir à la mémoire des femmes du camp de Rieucros	16 rue des Carces 48000 Mende Téléphone : 04 66 65 32 31 Courriel : mbgsaleil@free.fr ou contact@rieucros.org
LA MATERNITE SUISSE d'ELNE Château d'En Bardou	Mairie d'Elne	Boulevard Voltaire 66200 ELNE
Association France Vietnam	Mme Thât Peel	Association France Vietnam 13 rue du 14 juillet 66000 Perpignan thatpeel@wanadoo.fr
REPORTAGE AUTOUR DU RACISME ET SUR LA GRAVITE DES DISCRIMINATIONS RACIALES.	AMIS : Association mémoire en images et en sons.	Madani Marzuk 7 rue Max Raphel 30100 Nîmes Courriel : memoire.quartier.nimes@orange.fr
FFREEE : FILS ET FILLES DE REPUBLICAINS ESPAGNOLS ET ENFANTS DE L'EXODE	Association : FFREEE	Espace Jules Pams route de Valmy 66700 Argelès-sur-Mer Courriel : ffreee.retirada@orange.fr
MÉMOIRE GITANE	Association : GRAPH (Groupe de Recherche et d'Animation Photographique)	GRAPH 87 rue de Verdun 11000 Carcassonne Téléphone : 04 68 71 65 26 Courriel : graph@cmi.org
PARCOURS	Association : KAINA	66 square de Cos, résidence le Mercure 34080 Montpellier Téléphone : 04 67 56 30 54 Courriel : contact@assokaina.org www.kaina-tv.org
ATELIER PHOTO « SUR MON CHEMIN »	Association R.A.I.H (Réseau d'Accueil et d'Insertion de l'Hérault)	27 rue Paul BROUSSE 34000 Montpellier Téléphone : 04 67 92 08 19 Courriel : raih2@wanadoo.fr
LA RETIRADA EN FEVRIER 1939 : LA CERDAGNE SE SOUVIENT	GRAHC (Groupe de Recherches Archéologiques et Historiques de Cerdagne)	Mairie – 66760 – BOURG-MADAME Téléphone : 04 68 04 07 43 Courriel : crabol.denis@wanadoo.fr
« COMMENT JE SUIS ARRIVE LÁ »	Association franco berbère de	Adresse : 12 Rue d'Oran 34070 MONTPELLIER

	Montpellier- AFBM	Téléphone : 06 84 49 85 08 Courriel : fberberes.montpellier@wanadoo.fr
PANORAMA DU CINEMA ALGERIEN	FRANCE-EL DJAZAÏR	Président : Bernard DESCHAMPS Adresse : 7, Rue de Montaury 30900 NÎMES Téléphone : 04 66 23 98 99 Courriel : ab.deschamps@wanadoo.fr
LA FIBRE PETIT - BARD L'histoire d'un quartier racontée à travers les itinéraires de ses habitants.	CIEPAC	Adresse : CIEPAC : ZAC Clément Ader 3 bis av Charles Cros – 34800 Téléphone : CIEPAC : 04 67 79 60 11 Courriel : ciepac@wanadoo.fr
« DIS ! PARLE-MOI DE MES RACINES... »	Association Espoir à La Conte	Adresse : 2 bât. Alsace, rue Denis Diderot 11000 Carcassonne Téléphone : 04 68 25 38 17 Courriel : espoiralaconte@yahoo.fr
« Images de l'Autre en Languedoc-Roussillon »	Centre Méditerranéen de Littérature Orale d'Alès	4, boulevard Gambetta 30100 ALÈS Tél. : 04 66 56 67 69 Fax : 04 66 56 50 38
Découverte et échanges d'artistes méditerranéens pour faire découvrir l'art oriental.	Association Biterroise France Algérie	7 rue Général Marguerite 34500 Béziers Téléphone : 04 67 28 26 72
GUÉRILLEROS LES SOLDATS OUBLIÉS	Ligue Française de l'Enseignement	60 rue Pierre Sépard 30020 Nîmes cedex 1 Téléphone : 04 66 36 31 31
Association Identités et Partage		Adresse : Association Identités et Partage Centre Rencontres, 665 route de Mende 34090 MONTPELLIER Téléphone : 06 89 48 15 64 Courriel : identites.partage@wanadoo.fr http://monsite.wanadoo.fr/identites.partage
ETABISSEMENTS SCOLAIRES		
TOUS ENSEMBLE POUR NE PAS OUBLIER!	Lycée Jean Moulin de Pézenas	1, avenue Paul Vidal de la Blache 34120 Pézenas Téléphone : 04 67 98 11 55
COLLECTIVITES PUBLIQUES		
« IL ETAIT UNE FOIS LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE »	REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON	Hôtel de Région 201 avenue de la Pompignane 34000 MONTPELLIER Téléphone : 04 67 22 80 00 Site Internet : www.languedocroussillon.fr
PROGRAMME REGIONAL AUTOUR DE LA MEMOIRE DES REPUBLICAINS ESPAGNOLS	REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON	Adresse : Hôtel de Région 201 avenue de la Pompignane 34000 MONTPELLIER Téléphone : 04 67 22 80 00 Site Internet : www.languedocroussillon.fr
Recherches autour de la vie	REGION	Adresse : Hôtel de Région 201 avenue de

intellectuelle dans les camps et des objets et lieux de mémoire.	LANGUEDOC-ROUSSILLON	la Pompignane 34000 MONTPELLIER Téléphone : 04 67 22 80 00 Site Internet : www.languedocroussillon.fr
Exposition de photographies autour de la question de la Mémoire des républicains espagnols	REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON	Adresse : Hôtel de Région 201 avenue de la Pompignane 34000 MONTPELLIER Téléphone : 04 67 22 80 00 Site Internet : www.languedocroussillon.fr
L'EXIL « AILLEURS EST L'UNIVERS DU POSSIBLE »	DEPARTEMENT DE L'HERAULT	Conseil général de l'Hérault Hôtel du Département 1000, rue d'Alco 34087 Montpellier Cedex 4 Téléphone : 04 67 67 67 67
« NOS ANCETRES LES MIGRANTS, CES ETRANGERS QUI ONT FAIT NOTRE HISTOIRE »	COMMUNAUTE DE COMMUNES du Pic Saint Loup	Hôtel de la Communauté 25 Allée de l'Espérance 34270 St Mathieu de Tréviers Téléphone : 04 67 55 17 00 Courriel : info@ccpsl.com
CLERMONT L'HERAULT, 2004 - 2006 IDENTITE (S) D'UNE VILLE	Mairie de Clermont l'Hérault / Rencontres méditerranéennes	Mairie de Clermont-l'Hérault Place de la Victoire 34800 CLERMONT L'HERAULT Téléphone : 04 67 88 87 00
SPECTACLES		
PEAU D'ÂMES	La Margoulette	23, Quai Duguay-Trouin - 35600 REDON Courriel : infos@gigibigot.com Téléphone : 02 99 70 36 38/39
ï	Pôle cirque région Languedoc-Roussillon La Verrerie d'Alès	Pôle cirque région Languedoc-Roussillon La Verrerie d'Alès Pôle Culturel de Rochebelle 30100 Alès Téléphone : 04 66 86 45 02 polecirqueverrerie@tiscali.fr
EXILS D'ESPAGNE DE LA RETIRADA Á AUJOURD'HUI	La compagnie Conter Susana Azquinez	Téléphone : 04 67 66 46 43 / 06 20 65 59 45 Courriel : azquinez@club-internet.fr

PROJETS DE MEMOIRE DES IMMIGRATIONS EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

Fiches détaillées

1

Intitulé	HISTOIRE DES INTERNÉES A RIEUCROS
Lieux et dates	Perpétuelle, mise à jour au fur et à mesure que les informations arrivent.
Population concernée	Anciens et anciennes du camp de Rieucros, familles d'immigrés et de réfugiés, écoles, chercheurs, écrivains et tout publics.
Objectifs	Travail de mémoire. Cette association a pour but de pérenniser le souvenir des internés du camp de Rieucros (48) et servir de point de rencontre, de boîte d'échange d'images, d'informations et de témoignages sur le camp et sur les personnes qui y ont transité.
Description	Réalisation du site Internet WWW.rieucros.org Contact avec des chercheurs, des étudiants des écrivains mais aussi avec des familles d'internées, en Allemagne, en Pologne, au Canada, en Italie en Espagne
Sources d'archives	Archives personnelles venant des internées mais aussi de collections privées et archives départementales
Partenariat	IUP de Mende
Maître d'œuvre	Présidente : Pauline Talens-Péri. Association souvenir à la mémoire des femmes du camp de Rieucros
Porteur / contact	Guy Saleil Adresse : 16 rue des Carces 48000 Mende Téléphone : 04 66 65 32 31 - 06 76 48 62 44 Courriel : mbgsaleil@free.fr ou contact@rieucros.org

2

Intitulé	LA MATERNITE SUISSE d'ELNE Château d'En Bardou
Lieux et dates	2002 - 2010 Maternité suisse d'Elne et ville d'Elne
Population concernée	Les communautés espagnoles, juives, et tziganes mais aussi les femmes et enfants victimes de carences sanitaires et le grand public.
Objectifs	Projet culturel, scientifique et humanitaire : Mémoire d'immigration et action humanitaire internationale
Description	Retracer, commémorer l'histoire de ce lieu unique et perpétuer sa vocation au travers de l'accueil de femmes et d'enfants. Tristan Castanier étudiant en Master 2, à l'Université d'Aix Marseille travaille sur l'histoire de la Maternité suisse d'Elne. Février 1939, dans un contexte international en guerre, une jeune volontaire, Elisabeth Eidenbenz, de l'«Aide suisse aux Enfants d'Espagne » arrivée en France avec les réfugiés de la retirada, constate la quasi-absence de soins aux femmes enceintes dans les camps de réfugiés. Elle décide de venir en aide à ces femmes et enfants en créant une maternité. C'est près de Perpignan, à Elne, dans une villa Art Nouveau appelé Château d'En Bardou, qu'Elisabeth Eidenbenz installe, la Maternité suisse. Dans cet établissement, géré par la Croix-Rouge naît le premier enfant le 7 décembre 1939 et environ 600 autres suivront, espagnols, juifs, tziganes... Ainsi la Mairie prévoit la création d'un lieu de mémoire au rez-de-jardin du bâtiment avec la mise en place d'un centre de recherche sur l'humanitaire, de formations pour des bénévoles et la création d'une auberge humanitaire qui devrait accueillir des enfants et mamans afin de perpétuer l'action débutée en 1939.
Sources d'archives	Un fond photographique important présentant la vie à la Maternité au cours des années 1939 – 1944 appartenant à Mlle Elisabeth Eidenbenz, des témoignages oraux ainsi que le bâtiment rénové.
Partenariat	Conseil Régional Languedoc-Roussillon, Associations, Institutions...DRAC, Generalitat (gouvernement Catalan)
Maître d'œuvre	Mairie d'Elne Adresse : Boulevard Voltaire, 66200 ELNE
Porteur / contact	M. Nicolas Garcia, M. Cathala Rémi Téléphone : 04 68 37 94 09 remicathala@ville-elve.com http ://www.elve.fr/maternite/index.php

3

Intitulé	ASSOCIATION FRANCE VIETNAM
Lieux et dates	En cours
Population concernée	Familles d'origine asiatique, en particulier, vietnamiens, eurasiens, familles franco-vietnamiennes
Objectifs	Socio-éducatif et culturel.
Description	Publications, expositions activités culturelles (nouvel an, fête du TET, Danse du dragon, repas vietnamien). Recueil de témoignages d'immigrés vietnamiens et réactualisation de savoir-faire artisanaux.
Sources d'archives	oui
Partenariat	
Maître d'œuvre	Association France Vietnam Mme Thât Peel
Porteur / contact	Association France Vietnam thatpeel@wanadoo.fr 13 rue du 14 juillet 66000 Perpignan Téléphone : 04 68 34 57 06 - 06 30 80 84 19

4

Intitulé	REALISER UN REPORTAGE AUTOUR DU RACISME ET SUR LA GRAVITE DES DISCRIMINATIONS RACIALES.
Lieux et dates	Valdegour-Pissevin, CSCS pour la diffusion et la conférence en présence des intervenants. Vacances de Noël 2008 : tournage du reportage ; Janvier 2008: suite du tournage et montage. Février à mars : Campagne d'information pour la projection et la conférence. Tout le reste de l'année, organiser des diffusions dans les établissements scolaires et lors d'évènements ponctuels.
Population concernée	15 adolescents (réalisateurs du reportage) Populations vivant dans les quartiers populaires de Nîmes. Nombre approximatif de personnes bénéficiaires : environs 300 enfants et adolescents issus des écoles, 1000 personnes entre les habitants, associations, travailleurs sociaux et institutions.
Objectifs	Développer des actions de création et de réalisation vidéo et multimédia. Collaborer activement aux démarches citoyennes et de solidarités dans les quartiers populaires. Développer des projets d'insertions en direction des bénéficiaires du RMI et des actions éducatives en faveurs des enfants en difficulté. Concevoir des politiques d'actions sociales, culturelles et sportives. -Sensibiliser les enfants, les jeunes et les adultes sur la gravité du racisme et des conséquences des discriminations, Donner aux populations victimes la possibilité de s'exprimer et de réagir par des actes citoyens Prévenir et combattre les préjugés, la discrimination, l'intolérance, le racisme et l'exclusion basés sur la couleur, l'origine ethnique ou nationale, l'apparence culturelle ou religieuse des personnes Rappeler l'existence de l'égalité des droits, Favoriser le rapprochement interculturel, Prévenir la discrimination. Créer une véritable chaîne humaine évoquant le rapprochement entre les groupes, les cultures et les générations.
Description	Après avoir suivi une initiation à la réalisation vidéo, les adolescents de Valdegour-Pissevin réaliseront un reportage autour du racisme et sur la gravité des discriminations raciales. Ils iront à la rencontre des habitants de tous âges et de toutes origines pour recueillir leurs témoignages. L'échange avec les « graines de reporters » permettra de voir les différentes opinions et de prendre position contre ce phénomène. Le but du reportage sera de rappeler que la loi de la république punit gravement les auteurs de discriminations raciales, antisémites et xénophobes. Ce film sera diffusé dans les écoles et collèges et lors du festival de la différence. Pour cette première édition, les adolescents lors de cette manifestation se verront remettre le « prix de la citoyenneté » Ce prix sera créé par une classe primaire.
Sources d'archives	L'Association Mémoire en Images et en Sons est créée depuis le 4 juillet 2006. Elle regroupe environ une vingtaine de citoyens habitant dans les différents quartiers de la ville de Nîmes. L'une des motivations qui nous a mobilisé est que nous possédons une grande quantité d'archives d'images vidéo et photos (18 ans environ) de restructurations et de témoignages sur Valdegour-Pissevin et routes d'Arles (recueillis par ECV). Plusieurs films dans différents domaines peuvent être réalisés à partir de cette mémoire. En effet, notre « cave » regorge d'images visuelles et sonores recueillies durant ces 15 dernières années. La plupart des bandes n'ont jamais été diffusées.
Partenariat	Conseil Régional, centres sociaux, associations.
Maître d'œuvre	AMIS : Association mémoire en images et en sons.
Porteur / contact	Madani Marzuk et 3 bénévoles Adresse : 7 rue Max Raphael Nîmes Téléphone : 06 66 46 79 31 Courriel : memoire.quartier.nimes@orange.fr

5

Intitulé	FFREEE : FILS ET FILLES DE REPUBLICAINS ESPAGNOLS ET ENFANTS DE L'EXODE
Lieux et dates	Permanent
Population concernée	Les enfants et les descendants des exilés de la guerre civile espagnole et ceux qui se reconnaissent dans leur combat.
Objectifs	Rassembler les enfants et les descendants des exilés de la Guerre civile espagnole et ceux qui se reconnaissent dans leur combat, veulent recueillir en marge de l'histoire officielle, contre l'oubli, la part de mémoire vivante qui tissent les liens entre les peuples. Cultiver l'humanisme dont ils étaient porteurs en adhérant aux valeurs de fraternité et de solidarité qui fondent la dignité des hommes. Veiller à la défense de l'esprit républicain et à celle des valeurs de démocratie appliquée à chacun. Apporter un soutien à la cause de toutes les victimes des exodes.
Description	Collecter la parole de l'exil et le son de tous témoignages individuels ou collectifs du combat républicain espagnole et de l'exil. Conserver les informations et les faire connaître. Recevoir tout don ou legs ou prêt qui puissent enrichir le fonds temporairement ou de manière permanente. Communiquer et établir des échanges avec d'autres centres de documentation pour travailler en partenariat. Créer un réseau de correspondants en France et à l'étranger. Promouvoir ces objectifs par des conférences, des expositions, des publications, des manifestations culturelles.
Sources d'archives	
Partenariat	
Maître d'œuvre	FFREEE Président : Serge barba
Porteur / contact	Serge barba Adresse : Espace Jules Pams route de Valmy 66700 Argelès-sur-Mer Courriel : ffreee.retirada@orange.

6

Intitulé	MÉMOIRE GITANE
Lieux et dates	Commune de Berniac et de Carcassonne (Aude) de janvier à décembre, action reconduite depuis 1994
Population concernée	14 à 18 femmes Gitanes bénéficiant du RMI
Objectifs	Désir de la communauté Gitane de mieux se faire connaître pour mieux se faire accepter
Description	Travail sur la mémoire des gitans de Carcassonne à travers une pratique artistique : la photographie par les participants, Exposition photos, vidéo, CD rom.
Sources d'archives	Photographie, archives personnelles, ethnographie
Partenariat	DRAC, Conseil Général de l'Aude, Mairie de Berniac et de Carcassonne
Maître d'œuvre	Association Graph : Groupe de recherche et d'animation photographique
Porteur / contact	GRAPH, Eric Sinatora, 87 rue de Verdun 11000 Carcassonne, Téléphone : 04 68 71 65 26 Courriel : graph.cmi.org Adresse : GRAPH CMI Château de Malves 11600 Malves en Minervois

7

Intitulé	PARCOURS
Lieux et dates	Janvier à juin 2008
Population concernée	12 hommes et femmes en formation CAI
Objectifs	Valoriser le parcours migratoire des personnes rejoignant la France
Description	Réalisation d'une production audiovisuelle avec des personnes qui sont en formation dans le cadre d'un contrat d'intégration
Sources d'archives	
Partenariat	Association DEFI
Maître d'œuvre	Président : Monsieur Sebouai KAINA est une association de loi 1901 créée en 2000. Installée dans le quartier sud de la Mosson en Zone d'Education Prioritaire (Z.E.P.), l'association intervient sur l'ensemble du territoire du département, sur les champs de l'éducation, de la culture, du social, des loisirs et de la formation.
Porteur / contact	Akli Alliouat Adresse : 66 square de Cos, résidence le Mercure 34080 Montpellier Téléphone : 04 67 56 30 54 Courriel : contact@assokaina.org www.http// kaina-tv.org

8

Intitulé	ATELIER PHOTO « SUR MON CHEMIN »
Lieux et dates	En 2006 mené des ateliers à Montpellier. En 2007-2008 des expositions ont eu lieu au Salon du Belvédère au Corum (Montpellier) au colloque sur les mineurs migrants non accompagnés (Migrinter, Poitiers), à la Maison pour Tous Paul Emile Victor (Montpellier) à l'Espace Accueil Etrangers (Marseille)
Population concernée	12 garçons en majorité marocains, un public nombreux est venu découvrir l'exposition « Sur Mon Chemin »
Objectifs	Cette action poursuit à la fois des objectifs éducatifs et des objectifs de sensibilisation des citoyens à la problématique des mineurs étrangers isolés. Sur le plan éducatif, elle vise à créer des espaces de libre parole dans lesquels les jeunes peuvent se pencher sur leur trajectoire personnelle par le biais de la photographie. Les jeunes vont (là où les mots font souvent défaut) mettre en images leurs émotions et leurs ressentis nés de la migration et de l'errance. Au quotidien, bien souvent les jeunes brûlent les étapes et se concentrent sur leur vie en France, en mettant de côté leur vie passée. L'atelier leur offre un espace dans lequel ils peuvent penser à d'où ils viennent pour construire ce vers quoi ils vont.
Description	Au départ une sensibilisation à la photographie est proposée, visite d'expositions, rencontre et discussions avec des photographes sur leurs travaux, les différentes visées de la photographie sont repérées : la photographie peut avoir des objectifs de mémoire, de témoignage, artistique... Puis les jeunes vont faire les photographes, des appareils photos jetables sont à leur disposition. D'une séance à l'autre, les jeunes prévoient des lieux pour la séance suivante, ils sont invités à réfléchir sur ce qu'ils veulent montrer de leur vécu, ils peuvent expliquer au groupe ce qu'ils ont voulu montrer ce qu'ils voient après coup dans les images. Au bout d'une année d'atelier une exposition est organisée, les jeunes sélectionnent les photographies qu'ils souhaitent exposer et travail sur leurs légendes. Chaque exposition est ouverte par un vernissage. Les jeunes proposent au public de faire "un bout de chemin" avec eux. Les moments d'exposition sont l'occasion de la reconnaissance par un large public des diverses compétences de ces jeunes qui ont pour la plupart traversé seuls des frontières et dévoilent maintenant leur parcours. D'autre part, les expositions permettent de sensibiliser les citoyens aux vécus de ces mineurs étrangers en France, victimes de discriminations, en premier lieu du fait de leur statut.
Sources d'archives	50 photographies réalisées par les jeunes accueillis par l'association RAIH
Partenariat	Ce programme c'est déroulé dans le cadre du programme Européen EQUAL "se reconstruire et s'insérer" porté nationalement par l'Amicale du Nid Paris à Montpellier un partenariat étroit avec Amicale du Nid Montpellier a permis à l'association RAIH de s'engager dans cette action. Ce programme vise par une recherche-action à comprendre les trajectoires dans la prostitution et à aider à l'insertion des personnes touchées par cette problématique ou en situation de risque.
Maître d'œuvre	Association R.A.I.H (Réseau d'Accueil et d'Insertion de l'Hérault) Présidente : Béatrice HERVOUET
Porteur / contact	Directeur/Responsable : Daniel MARTIN Une salariée de RAIH et un salarié de l'Amicale du Nid Adresse : 27 rue Paul Brousse 34000 Montpellier Téléphone : 04 67 92 08 19 Courriel : raih2@wanadoo.fr Domaines d'intervention : Rencontre, Accueil, Prévention de l'Errance, accompagnement éducatif de Mineurs Etrangers Isolés Année de création : 2001

9

Intitulé	LA RETIRADA EN FEVRIER 1939 : LA CERDAGNE SE SOUVIENT
Lieux et dates	Centro Espanol de Perpignan (Novembre 2008) ; Mairie de Bourg-Madame et à la demande des municipalités et associations
Population concernée	Tout public et scolaires
Objectifs	Travail de mémoire des témoins de la retirada et collecte de document
Description	Présentation au public de journaux, photos et textes (20) Expositions – Publications – Catalogue (site internet en 2009) (Site Internet, publications, expositions...)
Sources d'archives	Presse – Témoignages oraux (photographies, documents)
Partenariat	Communauté des Communes Pyrénées Cerdagne ; CCI Saillagouse ; FFREEE (Fils et Filles de Réfugiés Espagnols En Exil)
Maître d'œuvre	GRAHC (GROUPE DE RECHERCHES ARCHEOLOGIQUES ET HISTORIQUES DE CERDAGNE) Président : Denis CRABOL
Porteur / contact	Bénévoles – Photo Algi (Photographe) Responsable de l'opération Expo Retirada : Frédérique Berlic - 06 85 52 71 27 ; 04 68 04 52 75 Courriel : fredberlic@hotmail.com Photo.algi@wanadoo.fr Adresse : Mairie – 66760 – BOURG-MADAME Téléphone : 04 68 04 07 43 Courriel : crabol.denis@wanadoo.fr Activités : Fouilles archéologiques – Ethnologie – Histoire - Publications Site Internet : http://grahc.ifrance.com Année de création : 1979

10

Intitulé	« COMMENT JE SUIS ARRIVE LÀ »
Lieux et dates	Maison pour Tous Paul Emile Victor – quartier Cévennes - Montpellier le samedi 8 mars 2008 à l'occasion de la Journée internationale des femmes
Population concernée	Tout public (femmes migrantes de toutes origines, associations travaillant avec ce public...)
Objectifs	Mettre en lumière et ouvrir les débats sur parcours migratoire de ces femmes dont l'histoire ne parle jamais. À l'ombre des travailleurs immigrés, nos pères et grands-pères, il y a aussi nos grands-mères et mères...un hommage et une réhabilitation dans la reconnaissance de leurs apports positifs à la France.
Description	Spectacle one-woman show de Zohra Aït Abbas. Saynètes reprenant le parcours de vie d'une femme d'origine algérienne, de 1952 à ce jour. "À travers ce spectacle qui est un message, une transmission orale, une mémoire pour les plus jeunes et moins jeunes, une histoire : leur histoire... C'est celle de leur mère, de leur grand-mère, d'origine kabyle, algérienne, maghrébine. Comment peut-on imaginer l'arrivée en France, à 20 ans, de cette vieille femme que l'on croise et qui a 70 ans aujourd'hui ? Qu'était leur quotidien, leur condition de vie, elles qui ne comprenaient pas et ne parlaient pas le français ? " Je suis seule sur scène, je joue chaque personnage, six en tout, entremêlant chant kabyle de ma composition, jeux de scène avec beaucoup de dérision (surtout pas dans le mélo), émotion et réalisme. Je voudrais que l'on porte un autre regard sur ces femmes. Et du respect." Zohra Aït-Abbas Débat après le spectacle sur deux questions : la différenciation dans l'éducation des garçons et des filles dans les familles migrantes et le vieillissement des femmes immigrées, menées par deux sociologues, Khadidja Attou - docteure en sciences politiques et Donia Arfouni. l'une issue des migrations, l'autre, femme migrante. Un projet d'atelier sur du long terme, à destination des femmes immigrées et issues des migrations est en cours de montage.
Sources d'archives	
Partenariat	
Maître d'œuvre	Association franco berbère de Montpellier- AFBM
Porteur / contact	Présidente : Terna HAJJI Bénévoles Adresse : 12 Rue d'Oran 34070 MONTPELLIER Téléphone : 06 84 49 85 08 Courriel : fberberes.montpellier@wanadoo.fr Activités : Engager à Montpellier, en présence de la société civile, des élus locaux et des responsables des formations politiques, des débats et des actions sur les problématiques et les préoccupations citoyennes des Français et étrangers issus de l'immigration nord-africaine, qu'elles soient historiques, politiques, sociales, éducatives ou culturelles. Année de création : Octobre 2003

11

Intitulé	PANORAMA DU CINEMA ALGERIEN
Lieux et dates	NÎMES, MONTPELLIER, PERPIGNAN, BEZIERS, ALES, SETE, LUNEL Du 5 au 12 février 2008
Population concernée	Tout public y compris scolaires
Objectifs	Faire connaître le cinéma réalisé en Algérie par des Algériens qui y vivent.
Description	
Sources d'archives	
Partenariat	Films des Deux Rives (distributeur) et associations diverses. Cinémas d'Art et d'Essai.
Maître d'œuvre	FRANCE-EL DJAZAÏR Objet : Combattre la résurgence des théories colonialistes ou néo-colonialistes, le racisme et l'antisémitisme. Faire connaître l'Algérie dans sa diversité. Contribuer à l'amitié des peuples algérien et français.
Porteur / contact	Président : Bernard DESCHAMPS Adresse : 7, Rue de Montaury 30900 NÎMES Téléphone : 04 66 23 98 99 Courriel : ab.deschamps@wanadoo.fr

12

Intitulé	LA FIBRE PETIT - BARD L'histoire d'un quartier racontée à travers les itinéraires de ses habitants.
Lieux et dates	Présenté dans le cadre du contrat de ville de Montpellier 2006 et 2007, Quartier du Petit-Bard/Pergola à Montpellier
Population concernée	Habitants du quartier, élus et techniciens sur Montpellier. Huit entretiens collectifs ont réuni une trentaine de personnes, pour la plupart des femmes. Vingt-cinq entretiens individuels enregistrés ont été réalisés avec quinze personnes résidant actuellement au Petit Bard, y ayant résidé par le passé, ayant eu un rôle influent sur le quartier ou anciens commerçants. Environ un tiers sont retraités, un tiers sont âgés de 40 à 60 ans, un tiers ont entre 20 et 30 ans.
Objectifs	Dans un contexte de rénovation urbaine, ce projet vise la préservation et l'appropriation par les habitants de la mémoire du quartier, mémoire notamment inscrite dans leurs histoires individuelles et familiales. Objectifs spécifiques : Retracer, à partir des récits de vie emblématiques du quartier du Petit-Bard, la mémoire vivante de ce lieu et de ses habitants, avant leur arrivée et depuis leur installation au Petit-Bard ; Mettre en regard et confronter cette mémoire à une histoire officielle, celle qui fait sens commun à l'extérieur et que l'on découvre à travers le regard des médias et les documents d'archives ; Faire participer les familles à cet ouvrage en les incitant à se raconter dans le cadre d'ateliers ou lors d'entretiens individuels ou familiaux et en les impliquant dans la transcription et la relecture du récit ; Réaliser un livre à cheval entre l'essai et le récit biographique rendant compte de l'histoire du quartier et des personnes qui l'ont peuplé.
Description	La valorisation de cette histoire socio-urbaine répond à un triple enjeu : restituer de façon vivante l'histoire d'un lieu afin qu'elle puisse être transmise au fil des générations ; Reconnaître et mettre en valeur une mémoire de l'immigration qui rend compte des itinéraires de familles ou de personnes s'installant en France ainsi que des situations interculturelles qu'elles vivent au quotidien. Les activités prévues sont les suivantes : Le recueil des récits de vie de certains habitants du quartier, dans le cadre d'ateliers collectifs et d'entretiens à domicile ; La réalisation de photographies et de dessins des personnes et des lieux ; La recherche dans les archives municipales de photos, documents, lettres ayant trait à la genèse et l'histoire du quartier ; La réalisation et l'édition d'un livre (mémoires de quartier et de parcours migrants) à partir des images, documents, dessins, photos et récits recueillis. Un des supports de cette mémoire est également l'histoire archivée dans les institutions : photos, documents, articles conservés au sein des archives municipales et de la médiathèque. Parallèlement à l'enquête, Marie d'Hombres a débuté un travail d'écriture qui s'est d'abord concrétisé dans la rédaction d'un article à paraître dans la revue <i>Hommes et Migrations</i> et intitulé « L'histoire, la place et la réputation ; Le Petit-Bard : chroniques d'un quartier d'immigration ». La suite des événements doit emmener le texte à paraître aux éditions chèvre feuille étoilée (http://www.chèvre-feuille.fr/) au milieu de l'année 2008. En parallèle, une photographe a réalisé une série de photographies en noir et blanc et

	couleur, du quartier et des habitants.
Sources d'archives	Capitalisation des archives et des articles de presse Archives Municipales et Départementales Médiathèque centrale afin de consulter les articles de presse Les plans d'origine ont pu être photographiés et des articles ont été collectés, photographies, documents, schémas d'aménagement...
Partenariat	Association CIEPAC en partenariat avec l'association RECITS et la photographe Gabriela Lupu Les groupes d'alphabétisation animés par l'association Raiponce au sein de la Maison pour Tous et de la Maison de l'Enfant et de la Famille
Financement	Financé dans le cadre du contrat de ville par la CAF et l'Etat ainsi que par la Fondation de France en 2006, ce projet a reçu le soutien de la Ville, de l'ACSE, de la DRAC et de la CAF en 2007 (Contrat Urbain de Cohésion Sociale)
Maître d'œuvre	CIEPAC : Marc Totté
Porteur / contact	Directeur : CIEPAC : Marie-Jo Dugué / RECITS : Marie d'Hombres RECITS : Christophe PONS Adresse : CIEPAC : ZAC Clément Ader 3 bis av Charles Cros – 34800 Jacou / RECITS : 18 rue de Transvaal – 13004 Marseille Téléphone : CIEPAC : 04 67 79 60 11 / RECITS : 04 86 11 04 63 Courriel : ciepac@wanadoo.fr / recits@live.fr Domaines d'intervention : CIEPAC : Le CIEPAC se propose de mener des recherches, études et actions en vue d'une plus grande participation à leur avenir des groupes humains engagés dans le développement, en tenant compte de civilisations différentes, de courants de pensée, Année de création : CIEPAC 1979 / RECITS : 2006

13

Intitulé	« DIS ! PARLE-MOI DE MES RACINES... »
Lieux et dates	2003-2004-2005-2006
Population concernée	Les habitants du quartier mais plus globalement l'agglomération.
Objectifs	Transmissions parents-enfants, culturelles, historiques...
Description	Réalisation d'expositions présentant les territoires d'origine des habitants du quartier. Les expositions ont été réalisées par les parents et quelques enfants Ce travail a permis d'expliquer aux enfants et aux autres habitants d'où viennent certains habitants, pourquoi ils portent des masques de beauté. Ils ont également beaucoup appris sur leur région d'origine, sur l'histoire de leur peuple, sur les origines culturelles et religieuses... La découverte a permis de pointer les richesses des différences mais également les multitudes de ressemblances et d'interprétations de mêmes rites, de fêtes, de cérémonies, de points d'histoire...
Sources d'archives	Documents recherchés sur Internet, offices de tourisme, livres. Réalisation d'un film vidéo - Expositions
Partenariat	Le Graph, le CIAS, les établissements scolaires.
Financement	CAF, Contrat de Ville, Conseil Général
Maître d'œuvre	Association Espoir à La Conte Présidente : Marie-Noëlle Deblonde
Porteur / contact	Responsable : Michel Pujol Adresse : 2 bât. Alsace, rue Denis Diderot 11000 Carcassonne Téléphone : 04 68 25 38 17 Courriel : espoiralaconte@yahoo.fr Activités : animation socioculturelle de quartier

14

Intitulé	« Images de l'Autre en Languedoc-Roussillon »
Lieux et dates	Montpellier Automne 2008
Population concernée	Tous publics, chercheurs...
Objectifs	Changer les représentations. Promouvoir la diversité culturelle. Lutter contre les discriminations. Favoriser la citoyenneté. Favoriser la transmission de l'histoire et de la mémoire. Connaître et reconnaître une mémoire commune. Valoriser un territoire
Description	Colloque portant sur les migrations dans l'histoire du Languedoc-Roussillon depuis le XIX ^e siècle
Sources d'archives	
Partenariat	Région Languedoc-Roussillon
Maître d'œuvre	Centre Méditerranéen de Littérature Orale d'Alès
Porteur / contact	Centre Méditerranéen de Littérature orale (CMLO) 4, boulevard Gambetta 30100 ALÈS Tél. : 04 66 56 67 69 Fax : 04 66 56 50 38 Contact : Monsieur Marc AUBARET, Directeur du centre méditerranéen de littérature orale Courriel. : cmlo@wanadoo.fr Site : http://www.euroconte.org

15

Intitulé	Découverte et échanges d'artistes méditerranéens pour faire découvrir l'art oriental.
Lieux et dates	Béziers et alentours courant 2008
Population concernée	Tous publics
Objectifs	Faire venir des artistes Algériens
Description	Une découverte d'artistes méditerranéens autour de l'art pour permettre des échanges entre artistes français faire découvrir l'art oriental.
Partenariat	Consulat d'Algérie
Maître d'œuvre	
Porteur / contact	Association Biterroise France Algérie Mme Enjalbal Viviane Adresse : 7 rue Général Marguerite 34500 Béziers Téléphone : 04 67 28 26 72 Courriel : viviane.enjalbal@orange.fr lilab@club-internet.fr

16

Intitulé	GUÉRILLEROS LES SOLDATS OUBLIÉS
Lieux et dates	Agora, 2 impasse Jean Macé à Nîmes du 22 janvier au 22 février 2007
Population concernée	Les groupes scolaires, tous les publics.
Objectifs	
Description	Exposition, basée sur le travail mené par l'Amicale des anciens Guérilleros Gard-Lozère, de la Ligue de l'Enseignement du Gard. 33 panneaux créés à cette occasion qui reflètent, grâce aux sanguines originales, aux documents pour la plupart originaux, aux textes inédits, cette période de l'histoire. L'exposition s'articule autour de 5 modules : 1ère partie : L'Espagne avant la guerre civile Guerre d'Espagne (1936-1939) Les brigades internationales 2ème partie : La Retirada, la retraite et l'Exil (fin 1938, début 1939) Les camps de concentration, les conditions d'internement 3ème partie : Les Espagnols dans la campagne de France Leur enrôlement dans l'armée Française, les CTE et GTE Les guérilleros dans le Gard 5ème partie : La Reconquista L'après-franquisme, le devoir de mémoire. L'exposition est guidée par des bénévoles. Conférences "Mémoires et histoire" - M. Limousin, M Chevalier, Mme Petit "Le projet de mémorial de Rivesaltes"
Sources d'archives	
Financement	Région Languedoc-Roussillon Conseil Général du Gard Nîmes métropole, La ville de Nîmes
Partenariat	Amicale des anciens Guérilleros Gard-Lozère-FFI Fédération des Associations Laïques d'Education Permanente du Gard CIDEM Civisme et Démocratie Education Nationale
Maître d'œuvre	Ligue Française de l'Enseignement Adresse 60 rue Pierre Sépard 30020 Nîmes cedex 1 Téléphone : 04 66 36 31 31
Porteur / contact	Emmanuel Carrière Courriel : guerilleros@faleo.org

17

Intitulé	Association Identités et Partage
Lieux et dates	
Population concernée	Tous publics
Objectifs	Association loi 1901, apolitique et non confessionnelle, a été créée en juillet 2002 dans le souci de faire rencontrer les différentes composantes berbères vivant dans la région montpelliéraine et de favoriser les échanges dans le contexte méditerranéen. Notre association a pour objet de créer un espace d'échanges qui permet de reconnaître l'homme dans sa culture, son identité, sa mémoire et son histoire personnelle et lui permettre de s'enrichir des différences mutuelles, facteur majeur de cohésion sociale et d'intégration.
Description	Les activités de notre association sont : - Organisation de soirées artistiques et de conférences-débats d'expositions sur l'histoire, la culture et la citoyenneté. - Ateliers pour enfants (peinture, contes, ...) - Partenariat inter-associatif - Célébration du Nouvel An Berbère (Yennayer 2958) - Animation de l'émission de radio Awal sur Divergence FM 93.9 - Atelier d'écriture poétique animé par la poétesse Anissa Mohammedi en avril et mai 2007 à l'école primaire Léopold Sédar Senghor (La Mosson, Montpellier) dans le cadre du contrat de ville 2006.
Sources d'archives	
Partenariat	
Maître d'œuvre	Association Identités et Partage Nadir Bettache
Porteur / contact	Adresse : Association Identités et Partage Centre Rencontres, 665 route de Mende 34090 MONTPELLIER Téléphone : 06 89 48 15 64 Courriel : identites.partage@wanadoo.fr http://monsie.wanadoo.fr/identites.partage

18

Intitulé	TOUS ENSEMBLE POUR NE PAS OUBLIER! DES ACTEURS, DES TÉMOINS. TOTS AMASSA PER PAS OBLIDAR ! D'ACTORS, DE TESTIMONIS. ¡TODOS JUNTOS PARA NO OLVIDAR! ACTORES, TESTIGOS.
Lieux et dates	Lycée Jean Moulin de Pézenas (34), année scolaire 2006-2007
Population concernée	
Objectifs	
Description	Fils, filles de réfugiés, enfants de la Retirada. victimes de la Guerre civile Camarades de lutte, résistants, exilés sont des vecteurs de mémoire. Nouvelles générations: des voix qui continuent à résonner. Ceux qui ont œuvré et oeuvrent encore à la découverte et à l'enseignement de la vérité Les élèves d'occitan, d'espagnol de 1ère LV1, de la section européenne ont effectué avec leurs professeurs accompagnateurs un voyage qui avait pour thème: "La Retirada" les travaux et recherches, ont conduit à une exposition. Le vendredi 1er juin 2007
Sources d'archives	
Partenariat	
Maître d'œuvre	Lycée Jean Moulin de Pézenas 1, avenue Paul Vidal de la Blache 34120 Pézenas Téléphone : 04.67.98.11.55 Télécopie : 04.67.98.07.49
Porteur / contact	Valérie Poulain Téléphone : 06. 77. 22. 44. 55

19

Intitulé	« IL ETAIT UNE FOIS LA REPUBLIQUE ESPAGNOLE »
Lieux et dates	2008 - 2009 toute la région Languedoc-Roussillon
Population concernée	Tout public
Objectifs	Le passé est un élément constructif du présent sur lequel l'impasse ne peut être faite ni par les habitants de la région ni par les jeunes générations. Il est essentiel qu'ils connaissent l'histoire et l'engagement des défenseurs de la liberté. la Région Languedoc-Roussillon a lancé un vaste projet pour faire des Républicains espagnols l'une des thématiques prioritaires de son action en faveur du patrimoine régional et oeuvrer pour conserver et diffuser leur mémoire.
Description	Exposition : La Région Languedoc-Roussillon fera circuler cette exposition et cette programmation dans tous les départements de la région et dans les lycées, tout au long de l'année 2008. Elle continuera en 2009, année où l'on commémorera les 70 ans de la Retirada. Deux axes de travail pour mener cette action ont été mis en évidence : la conservation et la diffusion de la mémoire des Républicains espagnols. Exposition " Il était une fois la République espagnole... " du 5 au 29 février à la Médiathèque Emile Zola organisée avec la Région Midi-Pyrénées Cette exposition a été réalisée pour le conseil Régional de Midi-Pyrénées en 2005
Sources d'archives	
Partenariat	Région Midi Pyrénées Association Arts et Cultures Président : Francis Viguié Adresse : 14 rue de la Méditerranée 34070 Montpellier Internet : www.arts-et-cultures.com
Maître d'œuvre	Région Languedoc-Roussillon Président : Georges FRÊCHE Hôtel de Région 201 avenue de la Pompignane 34000 MONTPELLIER Téléphone : 04 67 22 80 00 Site Internet : www.languedocroussillon.fr
Porteur / contact	Stanislav Demidjuk pour l'association Arts et Cultures demid@neuf.fr

20

Intitulé	PROGRAMME REGIONAL AUTOUR DE LA MEMOIRE DES REPUBLICAINS ESPAGNOLS
Lieux et dates	Toute la Région 2007-2008
Population concernée	Auditeurs des Radios Associatives non commerciales du Languedoc-Roussillon
Objectifs	Conserver et diffuser la Mémoire des Républicains espagnols
Description	Collecte de témoignages et productions de documentaires radios par la FRANC-LR. Création de documentaires audios qui seront diffusés dans les radios et éventuellement production d'un CD
Sources d'archives	Recherche et collecte de 50 témoignages d'anciens réfugiés espagnols (photographies, documents)
Partenariat	Action portée par la Franc-LR et proposée aux différentes radios membres de la Fédération
Maître d'œuvre	REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON Président : Georges FRÊCHE Hôtel de Région 201 avenue de la Pompignane 34000 MONTPELLIER Téléphone : 04 67 22 80 00 Site Internet : www.languedocroussillon.fr
Porteur / contact	Directeur : Fabrice MANUEL, directeur de la Culture et du Patrimoine Jean Paul GAMBIER Franc-LR (franclr@free.fr) Action de conservation puis de diffusion

21

Intitulé	Recherches autour de la vie intellectuelle dans les camps et des objets et lieux de mémoire
Lieux et dates	Toute la Région 2007 (recherche) –2008 (recherche et valorisation) –2009 (valorisation) 18 mars 2008 : journée d'étude « Par delà les Pyrénées : mots et images d'un exode »
Population concernée	Anciens réfugiés espagnols, habitants de la Région, tout public
Objectifs	
Description	Travail de recherches par une ethnologue du GARAE autour de la vie intellectuelle dans les camps et des objets et lieux de mémoire. Ce travail de recherche donnera lieu à deux publications et plusieurs journées d'études ainsi qu'une exposition sur les objets de mémoire
Sources d'archives	Travail de l'ethnologue à partir de documents d'archives et des rencontres qu'elle est amenée à faire dans le cadre de ce travail (photographies, documents)
Partenariat	
Maître d'œuvre	REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON Président : Georges FRÊCHE Hôtel de Région 201 avenue de la Pompignane 34000 MONTPELLIER Téléphone : 04 67 22 80 00 Site Internet : www.languedocroussillon.fr
Porteur / contact	action portée par le GARAE (Véronique Moulinié) veromoulinie@club-internet.fr Action de conservation et de diffusion

22

Intitulé	Exposition de photographies autour de la question de la Mémoire des républicains espagnols
Lieux et dates	Carcassonne, Perpignan, Nîmes 2008
Population concernée	Habitants de la Région, touristes, public scolaire
Objectifs	
Description	Plusieurs photographes contemporains seront sollicités pour montrer leur travail sur les camps et les anciens réfugiés. 3 photographes : Nicole Bergé travaille à partir d'objets collectés sur le camp de Rivesaltes, Gérard Cambon réalise des portraits d'anciens réfugiés en les invitant à rédiger un texte sur leurs souvenirs. Flore travaille elle aussi sur le camp de Rivesaltes sur les baraques.
Sources d'archives	
Partenariat	
Maître d'œuvre	Région Languedoc-Roussillon Président : Georges FRÊCHE Hôtel de Région 201 avenue de la Pompignane 34000 MONTPELLIER Téléphone : 04 67 22 80 00 Site Internet : www.languedocroussillon.fr
Porteur / contact	Nicole Berge, Gérard Cambon nicole-berge@club-internet.fr flore.foto@free.fr gerardcambon@gmail.com

Intitulé	L'EXIL « AILLEURS EST L'UNIVERS DU POSSIBLE »
Lieux et dates	Béziers Hérault de janvier à juin 2005
Population concernée	Tous publics
Objectifs	
Description	Projet initié dans le cadre des Rencontres méditerranéennes Débat : - Miracle économique Misère sociale Désastre écologique, en présence de Marc olivier, chercheur CNRS en sciences sociales. - Comment la gestion de l'eau influence-t-elle les pratiques agricoles ? En présence de JL Couture, agronome du projet ISIIM, Agropolis, Montpellier Exposition : - "La Retirada " La mémoire de 500 000 républicains, présenté par la Colonie espagnole, débats. - "Le Gourbi" photographie de Yoanne Lamoulère, sur les émigrés travaillant dans les serres de la région de Berre. Dans le cadre de la journée de la femme - "La femme dans l'exil de A à Z" 27 panneaux écrits par des femmes issues de l'immigration, produits par l'atelier d'écriture de l'ABCR et de l'ABP Films : Dans le cadre de la semaine d'éducation contre le racisme - PONIENTE, Film de Chus Gutierrez (2002) Regards croisés sur l'Algérie - "Le soleil assassiné" d'Albdelkrim Bahloul, "Rêve algérien" de JP Lleido.
Sources d'archives	
Partenariat	Association Biterroise Contre le Racisme Association Biterroise de prévention, Les Amis du Minotaure, l'Association Régionale d'Ecologie, ATTAC Béziers, l'Appel des Cents pour la paix, Arts et Toiles, Association Biterroise pour l'accès aux droits, Chorale les bramaïres, Cie de l'Esquif, Cie La-Bas Théâtre Ciné Club Biterrois, Confédération Paysanne, CODETRAS, Colonie espagnole, Forum Civique Européen, FJT Claprède, France Algérie, Groupe Alba Flamenca, Bloc Note, IEO de Béziers, ISIIM, Léo Lagrange, Média Forum, MJC Trencavel, Quatuor "histoire d'amour", Pastorale des Migrants, Soc, SUD-Education
Maître d'œuvre	Département de l'Hérault Président : André Vezinheth Conseil général de l'Hérault Hôtel du Département 1000, rue d'Alco 34087 Montpellier Cedex 4 04 67 67 67 67
Porteur / contact	Associations : ABCR Téléphone : 04 67 28 57 48 Associations : Léo Lagrange Téléphone : 04 67 49 37 16

Intitulé	« NOS ANCETRES LES MIGRANTS, CES ETRANGERS QUI ONT FAIT NOTRE HISTOIRE »
Lieux et dates	Le territoire de garrigues – vignobles autour du Pic Saint Loup réalisation de la série de 8 à 12 films sur une durée de 2 à 3 ans.
Population concernée	Public de la Communauté (15.000 familles), public des nouveaux arrivants (400 à 500 /an), étudiants, chercheurs. Éventuellement diffusion TV.
Objectifs	Montrer que la culture et l'identité des « Saintlouviens » est constituée depuis toujours des apports « étrangers »
Description	Réalisation et diffusion d'une collection de films bêta numérique / DVD documentaires et d'un livret d'accompagnement. Le projet consiste à recueillir "l'histoire orale" en enregistrant les témoignages et les souvenirs des migrants, enfants ou arrière-petits-enfants de migrants, mais aussi en contre champs des "autochtones" (descendants de ceux qui sont arrivés avant). Concrètement c'est parcourir le territoire avec un micro et une caméra afin de "produire du patrimoine" sur la base de ses "bibliothèques de mémoire que sont nos vieux" Un premier film a été réalisé dont le fil conducteur est la construction, la mise en route et l'exploitation d'une charbonnière, il fait se rencontrer trois hommes et une femme, immigrés de la même génération. Ils racontent leur arrivée, leurs difficultés, leurs joies, l'accueil des Français, leur "intégration", ce que sont devenus leurs enfants. Avec la participation de deux scientifiques et de Gérard Saumade, ce voyage au pays des charbonniers décrit une des multiples époques au cours desquelles le Midi s'est enrichi de nouveaux arrivants. Les immigrés italiens venus s'installer dans les garrigues du nord de Montpellier et en particulier dans les environs du Pic saint Loup venaient presque tous de la même région d'Italie : San Pellegrino dans la province de Bergame, dans le Piémont forestier. Ceux qui ont migré en France ont trouvé une situation démographique favorable. La France avait été décimée par la guerre de 14 et il y avait partout un grand besoin de main-d'œuvre. Acceptant des conditions de vie difficiles, ils ont utilisé les techniques de bouscatiers (boscatieri), hommes des bois, que l'on appelait aussi carbonari ce qui fut à l'origine du mouvement politique italien du même nom) qu'ils connaissaient. Louant des concessions forestières à des particuliers, ils ont produit du charbon pendant une trentaine d'années, (modifiant considérablement le paysage). Puis, dans les années 60, la demande n'existant plus, ils se sont reconvertis dans la vigne, le bâtiment, l'élevage de moutons...Ils ne sont presque jamais retournés en Italie.
Sources d'archives	diverses, collections familiales (photographies, documents)
Partenariat	Institut Agronomique Méditerranées, Radio Clapas, Conseil Général de l'Hérault
Maître d'œuvre	Communauté de Communes du Pic Saint Loup Président : Alain Poulet Année de création : 2004 Hôtel de la Communauté 25 Allée de l'Espérance 34270 St Mathieu de Tréviers Tél : 04 67 55 17 00 Fax : 04 67 55 17 01 Mail : info@ccpsl.com
Porteur / contact	Responsable du projet : Christophe Naigeon, directeur de la communication de la Communauté de communes du Pic Saint Loup Adresse : Allée de l'Espérance, 34270 Saint Mathieu de Tréviers Téléphone : 06 09 02 68 85 Courriel : christophe.naigeon@wanadoo.fr Site Internet : www.cc-picsaintloup.fr Apport bénévole de la communauté), équipes de production et de tournage professionnelles (salariés et bénévoles)

25

Intitulé	CLERMONT L'HERAULT, 2004 - 2006 IDENTITE (S) D'UNE VILLE
Lieux et dates	2004 - 2006 Clermont l'Hérault
Populations concernées	Immigrations espagnoles, pieds-noirs et maghrébines.
Objectifs	Travailler sur l'identité, les identités de Clermont à travers les flux migratoires qui ont irrigué la ville au cours du XX ^e siècle. Effectuer un travail sur les traces des immigrations successives qui restent dans l'imaginaire collectif, dans la mémoire collective des Clermontais.
Description	Projet intitulé "Clermont l'Hérault Identité d'une ville" conduit par la Mairie de Clermont l'Hérault, porté par des bénévoles et des professionnels, pendant trois années dans le cadre de la programmation des Rencontres méditerranéennes. Les bénévoles et professionnels ont collecté ou produit des documents, des photographies, des témoignages, présentés dans une exposition, lors de rencontres publiques et dans un livret.
Sources d'archives	Une exposition de photographies et de témoignages portant sur l'accueil des enfants basques et le camp des femmes réfugiées de Clermont. Un CD "dis-moi d'où tu viens", reportage réalisé, monté et diffusé sur Radio Pays d'Hérault par des enfants de 9 à 12 ans. Les transcriptions des interviews réalisées sont reproduites dans le livret 52 pages, format 21-29,7 en copie couleurs spiralées, intitulé : Rencontres méditerranéennes à Clermont l'Hérault, 2004 - 2006 Identité(s) d'une ville, Ville de Clermont l'Hérault, Département de l'Hérault.
Partenariat	Bibliothèque municipale, Max Rouquette Cinéma Alain Resnais École de musique Office du tourisme Le pôle enfance jeunesse de la ville Le Secours populaire Art et nature L'Agence Culturelle Cœur d'Hérault
Maître d'œuvre	Mairie de Clermont l'Hérault / Rencontres méditerranéennes Mairie de Clermont-l'Hérault Place de la Victoire 34800 CLERMONT L'HERAULT Téléphone : 0467888700
Porteur / contact	Brigitte Saint Pierre Eliane Sube pour le SECOURS POPULAIRE FRANCAIS Adresse : Rue Roger Salasc - 34800 Clermont L'Hérault Téléphone : 04 67 96 25 11

<i>Intitulé</i>	PEAU D'ÂMES
<i>Lieux et dates</i>	Création : 2003
<i>Objectifs</i>	Faire connaître et chérir ces femmes superbes et entêtées, résistantes internées pendant la guerre 39-45.
<i>Description</i>	Avec la conteuse Gigi Bigot " Une petite histoire dans la Grande Histoire ... Peau d'âme Celle d'Angèle, 80 ans ! Ange-Aile ! Avec un nom pareil, elle a tout pour décoller plus souvent qu'à son tour. A chaque fois qu'elle regarde les infos, elle retrouve sa guerre à elle, celle de 39 Angèle, c'est la reine du flash-back. Assise sur son pliant pliable, elle rembobine : à 20 ans, internée aux camps de Rieucros, à Brens ... Pour résister à l'enfermement, Angèle et ses compagnes « s'activent » au sens propre du terme ! Elles s'opposent à la direction du camp, font grève, manifestent. Elles écrivent des chansons, des poèmes, elles font du théâtre. Elles mettent en scène Blanche Neige : la marâtre, c'est l'Allemagne, le chasseur, la Gestapo, les héroïnes sont elles-mêmes juives, républicaines espagnoles, antinazis allemandes, tziganes, résistantes... en tout cas, indésirables ! Touchées par leur solidarité, leur humour, leur courage, Gigi Bigot et Michèle Buirette veulent « faire connaître et chérir ces femmes superbes et entêtées » en résonance avec les indésirables d'aujourd'hui.
<i>Porteur / contact</i>	Visuel du spectacle Ecriture et récit : Gigi Bigot Musique et composition : Michèle Buirette Mise en scène : Martine Dupé Création Lumière : Cécile Le Bourdonnec La Margoulette 23, Quai Duguay-Trouin - 35600 REDON Courriel : infos@gigibigot.com - Téléphone : 02 99 70 36 38/39 Contact Scène : Florence Lecordier Courriel : infos@lamargoulette.org Téléphone : 06 67 43 47 84

27

<i>Intitulé</i>	<i>ï</i>
<i>Lieux et dates</i>	Création : 2007
<i>Description</i>	Un tréma c'est deux points : aller d'un point à un autre, d'un pays à un autre, par désir ou par nécessité. ï ou ce que l'on perd et ce que l'on gagne en traversant une frontière : sur les chemins de la retirada des républicains espagnols, un parcours acrobatique et clownesque, entre souvenirs et mémoire, fantasmes et réalité. Un solo centré sur le clown ï et son histoire. Un projet paradoxal où le clown, éternellement présent, questionne un moment de l'histoire : l'Exil des républicains espagnols après la victoire de Franco.
<i>Maître d'œuvre</i>	Pôle cirque région Languedoc-Roussillon La Verrerie d'Alès Pôle Culturel de Rochebelle 30100 Alès Téléphone : 04 66 89 45 02 polecirqueverrerie@tiscali.fr/ Tél. 04 66 86 45 02 Fax 04 66 92 04 58
<i>Porteur / contact</i>	Production : Baro d'Evel CIRK cie Conception, interprétation: Blai Mateu Trias Courriel : blai2@wanadoo.fr Téléphone : 06 84 39 00 10 Mise en scène: Michel Cerda. Direction vidéo: Florent Tillon. Scénographie et costumes: Marion Legrand Lumières: Adèle Grépinet Son: Vivien Sabot Régie générale ; Marc Boudier

<i>Intitulé</i>	EXILS D'ESPAGNE DE LA RETIRADA Á AUJOURD'HUI
<i>Lieux et dates</i>	Première : 17 septembre 2006 Camp Joffre de Rivesaltes.
<i>Description</i>	« La terre tourne. Le monde change. Les exils se multiplient... Les frères aux mille visages se déchirent sur la terre. Ils ont le même sang, ils n'ont pas les mêmes rêves » La Retirada, c'est l'exode de 500 000 espagnols, hommes, femmes et enfants traversant les Pyrénées pour fuir Franco, au cours de l'hiver 1939. Ils demandent asile en France et sont parqués dans des camps. Les camps... Soif de vie, de liberté, d'humanité. Dignité et fierté, courage et solidarité des réfugiés... Chants, jeux, pour échapper à la faim, au froid, aux humiliations quotidiennes. Vécu sensible, intime. Saga des anonymes. C'est à partir d'une collecte de récits de vie auprès d'exilés espagnols et de leurs descendants, en Languedoc-Roussillon et en Espagne, que Susana Azquinez a créé ce spectacle. Un questionnement ouvert sur l'étranger, l'intégration et le métissage, sur l'histoire, la mémoire, les exils d'hier et d'aujourd'hui. Récits croisés dans le temps et dans l'espace sur trois générations. Parcours de Barcelone à Montpellier, d'Argelès à Santiago du Chili, à Leningrad. De Rivesaltes aux mines d'Alès. De l'Andalousie à Marseille ou à Paris. De Valencia en Algérie... Le camp de Rivesaltes : le quotidien des Espagnols. Toutes les « stratégies » qu'ils inventent pour vivre, supporter la faim et les humiliations quotidiennes. Récits croisés avec les Juifs, les Tziganes... Les Harkis... Les Sans Papiers d'aujourd'hui. Le spectacle est une alliance entre paroles et musiques traditionnelles, actuelles avec des compositions originales.
<i>Partenariat</i>	Spectacle réalisé en partenariat avec : le Conseil Général des Pyrénées orientales La Communauté de Communes Terre de Camargue. Avec le soutien du Conseil Général du Gard, la Mairie de Montpellier, la Drac Languedoc-Roussillon et la Région Languedoc-Roussillon.
<i>Maître d'œuvre</i>	Par la compagnie Conter Susana Azquinez Conception Susana Azquinez Interprétation Susana Azquinez Accordéoniste Bernard Ariu Mise en scène Bernadette Bidaude Lumières Christophe Mazet
<i>Porteur / contact</i>	Suzana Asquinez http://azquinez Téléphone : 04 67 66 46 43 / 06 20 65 59 45 Courriel : azquinez@club-internet.fr

LES SITES INTERNET FAISANT REFERENCE A DES ELEMENTS DE MEMOIRE DES IMMIGRATIONS

SITES GENERALISTES	
http://www.insee.fr/fr/insee_regions/languedoc http://www.immigration-lr.org/	Atlas des populations immigrées en Languedoc-Roussillon Les populations immigrées en Languedoc-Roussillon
http://www.ritimo.org/cdtm34/	RITIMO (Reseau des centres de documentation et d'information pour le developpement et la solidarite internationale), regroupant 50 centres de documentation dans toute la France Le CDTM est un lieu pour s'informer, se former, échanger des savoirs, des expériences et des points de vue sur : la solidarité internationale, le développement durable, les droits de l'homme et les droits des peuples, les relations Nord-Sud MTM SI (Maison des Tiers Monde et de la Solidarité Internationale) regroupant 35 associations montpelliéraines
http://euroconte.org/	Ce site, créé et administré par le Centre Méditerranéen de Littérature Orale (CMLO), vous propose de nombreuses ressources et informations sur la communication orale et les littératures orales.
http://www.iscra.org/ http://www.iscra.org/page_1042.php www.achac.com	Sud-Ouest, porte des outre-mers (ouvrage, supplément au <i>Midi-Libre, colloque et conférence</i>)
REPUBLICAINS ESPAGNOLS	
http://www.ffreee.org/	Rassembler les enfants et petits enfants des exilés de la Guerre civile espagnole qui veulent recueillir en marge de l'histoire officielle, contre l'oubli, la part de mémoire vivante qui tisse les liens d'un peuple.
http://nopasaran36.free.fr/camps.htm	Ce site est dédié à la mémoire des combattants de la guerre civile espagnole
http://histoireespagne.spaces.live.com/blog/cns!636BA84300E1B69B!1299.entry	ETRANGERS ET RESISTANCE EN FRANCE. Le rôle des étrangers dans la résistance (Les oubliés de l'histoire)
http://raforum.info/article.php3?id_article=2954	France 1918 - 1939. L'Entre-deux guerres CARPENA, Pepita. "L'accueil de la France aux réfugiés espagnols"
LES CAMPS	
http://www.apra.asso.fr/Camps/Fr/Accueil-Camps.htm	LES CAMPS D'INTERNEMENT FRANCAIS EN 1939-1944 Etude philatélique et historique réalisée par Michel ANNET
http://www.apra.asso.fr/Camps/Fr/Camp-Argeles.html	CAMP D'ARGELES-SUR-MER (Pyrénées-Orientales)
http://www.apra.asso.fr/Camps/Fr/Camp-St-Cyprien.html	CAMP DE ST-CYPRIEN-PLAGE (Pyrénées Orientales)
http://www.apra.asso.fr/Camps/Fr/Camp-Agde.html	CAMP D'AGDE (Hérault)
http://www.apra.asso.fr/Camps/Fr/Camp-Rivesaltes.html	CAMP DE RIVESALTES (Pyrénées-Orientales)
	CAMP DU RIEUCROS

http://www.apra.asso.fr/Camps/Fr/Camp-Rieucros.html	(Lozère)
http://www.rieucros.org/association/association.php	"Souvenir : A la mémoire des femmes du camp de Rieucros"
LES HARKIS	
http://monharki.com.overblog.com/archive-12-2006.html	
http://www.harki.net/article.php	Rencontres du mémorial du camp de Rivesaltes : exposition à Perpignan "13 chibanis harkis", tableaux de Serge Vollin, textes de Fatima Besnaci-Lancou
http://www.harkis.info/portail/article.php?si	"Harkis et Droits de l'Homme"
http://tomcharbit.free.fr/harkis.htm	
RIVESALTES	
http://www.zakhor.fr/joomla/index.php?option=com_content&task=view&id=	L'Histoire du Camp de Rivesaltes L'Association Zakhor Pour la Mémoire oeuvre depuis de nombreuses années pour faire en sorte que le Camp de Rivesaltes soit un lieu unique de recueillement et de mémoire pour les jeunes générations afin d'expliquer ce que fût cet ancien Centre d'Internement de sa création à nos jours.
http://www.jewishtraces.org/rubriques/?keyRubrique=carte_identite_camp_rivesaltes	Le projet un exil ordinaire est dirigé par Manuela Wyler au sein l'association d'histoire. Afin de récolter les données, reconstituer les itinéraires des familles et vérifier les documents l'équipe de Dorot s'est rendue dans plus de trente dépôts d'archives en Europe, en Israël et aux Etats-Unis.
http://www.cg66.fr/culture/memorial/	Conseil Général des Pyrénées-orientales
http://www.memorialhistorial66.overblog.com/	Le Mémorial Historial au Camp Joffre de Rivesaltes vu par Amar MENIKER
http://histoireduroussillon.free.fr/Thematiques/Batiments/Histoire/CampJoffre.php	Le camp Joffre de Rivesaltes en 2003
http://www.alventosa.com/sitea/ecrits5_5.htm	Rivesaltes : essai de mise en mémoire de pages d'une histoire que certains voudraient oublier au prétexte qu'il s'agirait là de points de détail de l'Histoire...
http://www.mairie-rivesaltes.fr/rivesaltes.php3?famille=3&rub=37	Site de la Mairie de Rivesaltes
http://mirador.gouv.free.fr/index.php/2007/10/08/rivesaltes-les-hoquets-de-lhistoire/	Rivesaltes : les hoquets de l'Histoire
http://www.photographie.com/	17 photographies du camp Joffre de Rivesaltes
http://193.45.254.59/page/affichepage.php?idLang=fr&idPage=8606	Le "tourisme de mémoire"
LES ITALIENS	
http://geneprovence.blogspot.com/2006/12/la-provence-t-la-fin-du-xixe-sicle-une.html	L'immigration italienne en Provence au XIX ^e siècle

3. Coordonnées des membres du comité de suivi régional

Etablissement/Organisme	Nom Prénom	Téléphone / Mail
DRAC Hôtel de Grave 5 rue de la Salle l'Evêque CS 49020 34967 Montpellier cedex 2	Christian JACQUELIN Jean-Pierre BESOMBES-VAILHE	christian.jacquelin@culture.gouv.fr Tél. : 04 67 02 32 28 (sylvie.masson@culture.gouv.fr) jean-pierre.besombes-vailhe@culture.gouv.fr Tél. : 04 67 02 32 55
Rectorat de l'Académie de Montpellier 31 rue de l'université 34064 Montpellier cedex 2	Jacques LIMOUZIN	Tél. : 04 67 91 47 10 Fax : 04 67 91 50 59 Portable : 06 85 82 20 14 jacques.limouzin@ac-montpellier.fr
Archives départementales de l'Hérault, 2 avenue de Castelnau CS 54495, 34093 Montpellier cedex 5	Vivienne MIGUET Ghislaine BOUCHET	Tél. 04 67 14 82 14 Secrétariat : 04.67.14.82.28 vmiquet@cg34.fr gbouchet@cg34.fr
Conseil général des Pyrénées-Orientales 11, rue Bastion St Dominique 66000 Perpignan	Marianne PETIT	Tél. : 04 68 80 13 00 Portable : 06 19 12 38 27 marianne.petit@cg66.fr
Centre méditerranéen de littérature orale 4, boulevard Gambetta 30100 Alès	Marc AUBARET	Tél. : 04 66 56 67 69 Fax : 04 66 56 50 38 cmlo@wanadoo.fr
CIEPAC 930 chemin des Mandrous 34170 Castelnau le Lez	Marie D'HOMBRES	Tél. : 04 67 79 60 11 Fax : 04 67 72 99 76 Portable : 06 66 37 74 95 ciepac@wanadoo.fr mdhombres@free.fr
Préfecture de Région SGAR Mme Monique Jacquin Place des martyrs de la résistance Montpellier	Monique JACQUIN	Monique.jacquin@languedoc-roussillon.pref.gouv.fr
Université Paul Valéry Route de Mende 34199 Montpellier cedex 5	Pierre BUISSON	Tél. : 04 67 14 23 69 pierre.buisson@univ-montp3.fr
INSEE Languedoc-Roussillon 274 allée Henri II de Montmorency, 34064 Montpellier cedex 2	Roger RABIER	Tél. : 04 67 15 70 17 Fax 04 67 15 71 71 roger.rabier@insee.fr
Ville de Montpellier Direction de l'éducation 2 Place Paul Bec Immeuble des échelles de la Ville 34000 Montpellier	Jean-Luc COUSQUER	Tél. : 04 67 34 73 30 Fax : 04 67 34 59 05
M. Jean TUFFOU 266 rue Martin Luther King 34070 Montpellier	Jean TUFFOU	Tél. 06 62 65 21 12 jean.tuffou@ville-montpellier.fr jeantuffou@hotmail.com
FRANCE-EL DJAZAÏR n°7 Rue de Montauray 30900 Nîmes	Bernard DESCHAMPS	Tél/Fax : 04.66.23.98.99 Portable : 06.80.25.40.11 ab.deschamps@wanadoo.fr
Association Maya M. SBAI rachid 720 rue d'Alco 34080 Montpellier	Rachid SBAI	Portable : 06.74.62.79.30 rachid.sbai@wanadoo.fr maya34montpellier@yahoo.fr

